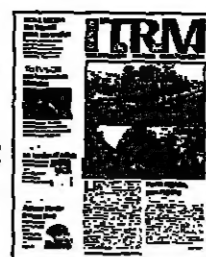


# Le Monde

TÉLÉVISION-RADIO-MULTIMÉDIA

■ Des sciences pour le grand public  
■ Informatique et exclusion



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16615 - 7,50 F - 1,13 EURO

DIMANCHE 28 - LUNDI 29 JUIN 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## La nouvelle géographie du sida

● La douzième Conférence mondiale s'ouvre dimanche à Genève ● Sur les 30 millions de personnes infectées par le virus, 21 vivent en Afrique, au sud du Sahara ● L'épidémie recule dans les pays industrialisés, grâce à la prévention et aux médicaments rétroviraux

**■ Voyage au cœur de l'Etat**  
Retraites des fonctionnaires, endettement des sociétés d'autoroutes, pertes abyssales d'établissements financiers... S'il s'appliquait les règles de comptabilité d'une entreprise, l'Etat devrait déposer son bilan d'ici à 2010. Dernier volet de notre enquête. p. 10 et 11

**■ Westinghouse cède son secteur nucléaire**  
Cette transaction de 7,2 milliards de francs s'effectue au profit du tandem anglo-américain formé par British Nuclear Fuels et Morrison Knudsen. p. 23

**■ M. Clinton évoque Tiananmen à Pékin**  
Le président américain a dénoncé à la télévision chinoise la répression du printemps de Pékin en juin 1989. p. 5

**■ Santé : crispations médicales**  
Les relations entre le gouvernement et les médecins risquent de se tendre après l'annulation, par le Conseil d'Etat, d'une convention qui précise les droits et devoirs des spécialistes. p. 6 et notre éditorial p. 22

**■ Violences en Kabylie**  
Après le meurtre du chanteur berbère Louhès Matroubi, des centaines de manifestants ont attaqué des édifices publics à Tizi Ouzou. p. 4

**■ Prague en 1968**  
Il y a trente ans, les forces du pacte de Varsovie intervenaient dans la capitale tchèque. p. 21

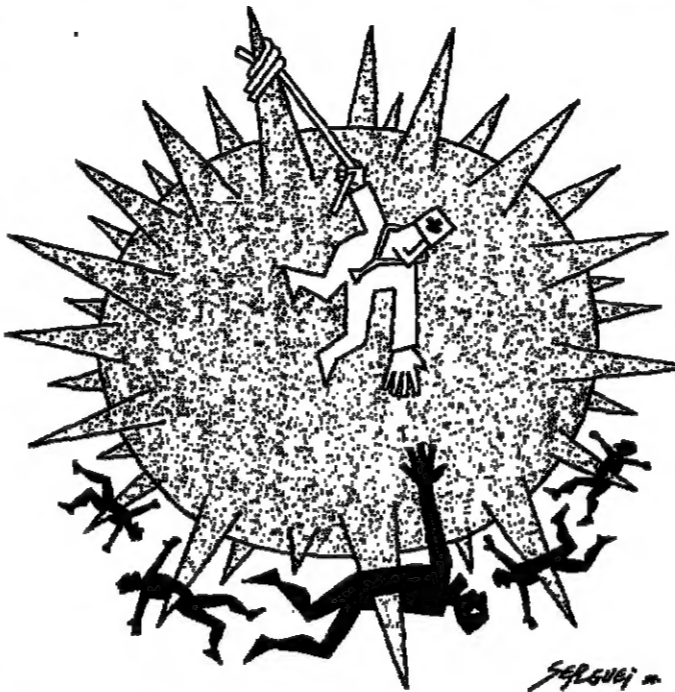
**■ Délinquance sexuelle**  
La loi adoptée par le Parlement instaure une prise en charge sociale et thérapeutique des délinquants sexuels. p. 8

**■ Placements**  
Nos dernières chroniques avant la pause de l'été. Les contrats « DSK », les sicav obligataires, la Bourse de Paris et les places étrangères. p. 24, 25 et 26

**■ Au « Grand Jury »**  
Ernest-Antoine Seillière, président du CNPF, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche à 19 heures.

Abonnement : 3 DM ; Australie-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 30 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 25 DKK ; Espagne, 225 Ptas ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 Dr ; Irlande, 1,60 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FF ; Maroc, 30 DH ; Norvège, 34 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 9 F ; Suède, 80 F S ; Suisse, 10 CHF ; Tchécoslovaquie, 1,20 Kč ; USA, 2,50 \$ ; USA (hors), 2,50 \$.

M 0146 - 638 - 7,50 F



21 millions d'hommes, de femmes et d'enfants - vivent en Afrique, au sud du Sahara, et 6,4 millions sont contaminés en Asie et dans le Pacifique.

Cette progression dramatique du fléau infectieux dans le tiers-monde ne peut encore être enrayerée par les progrès de la virologie moléculaire, de l'immunologie et de la thérapeutique antirétrovirale. Le sida, qui a déjà tué quelque 12 millions de personnes à travers le monde, fait chaque jour seize mille nouvelles victimes.

A ces différences « Nord-Sud » concernant la prévention et les soins, s'ajoute l'inégalité de la protection juridique. Aux Etats-Unis, la Cour suprême vient ainsi de décider que les séropositifs doivent bénéficier des avantages de la loi sur les handicapés. Il s'agit de la « plus importante victoire légale de l'histoire de l'épidémie », a déclaré Daniel Zingales, président de l'association AIDS Action.

Lire page 2



**■ Huitièmes de finale : les Bleus face au Paraguay**

**■ Le Nigeria croit à ses chances**

**■ La légende Crujff**

**■ Tous les matches en infographie**

Lire notre cahier Le Mondial pages 13 à 20

## Les exploitants de la station Mir menacent de la laisser tomber... sur Terre

LES SPÉCIALISTES ne l'ignoraient pas, mais Iouri Semenov, le président de la société Energiia, exploitant de Mir, vient d'en administrer bruyamment la preuve : ce sont bien les Américains qui maintiennent en l'air la station spatiale russe. Pas sur le plan technique, certes. Les Russes sont les seuls au monde à exploiter une structure orbitale habitée en permanence depuis près de trente ans. De quoi acquiescer une solide expérience, notamment dans le « ravaudage » avec les moyens du bord d'un matériel renommé pour sa robustesse et sa rusticité. L'incendie et les pannes d'ordinateur à répétition survenus à bord l'été 1997 étaient dus, avant tout, au vieillissement d'installations qui tournent en orbite depuis 1986, et leurs occupants étaient probablement très capables de les maîtriser sans l'aide de leurs collègues de la NASA.

Mais le savoir-faire ne suffit pas. Quand le dernier astronaute américain a quitté Mir, début juin, les Russes ont perdu les quelque 120 millions de dollars annuels de « loyer » que leur versait la NASA depuis quatre ans. Le gouvernement de Moscou ne semble pas

trop pressé de remplacer le mécène américain, ce qui désespère Iouri Semenov. Il menace purement et simplement de rapatrier ses cosmonautes et de laisser retomber la station spatiale sur Terre sans contrôle s'il ne reçoit pas les fonds nécessaires à son entretien.

Les exploitants de Mir ont l'intention de présenter leurs doléances au premier ministre, Sergueï Kirilenko. « S'il n'y a aucune réaction, nous nous réunirons une nouvelle fois en présence de tous les scientifiques, pour prendre une décision définitive sur le sort de la station, a menacé le patron d'Energiia. Nous sommes catégoriquement opposés à un abandon immédiat de la station et, si nous le faisons, ce sera de la responsabilité du gouvernement. »

La menace semble sérieuse. Laisser tomber ces 130 tonnes de ferraille n'importe comment risquerait de provoquer des dégâts sur Terre. Pour éviter, la Russie a donc prévu un programme de descente progressive, afin que Mir aborde l'atmosphère terrestre fin 1999 sous le bon angle et à la bonne vitesse pour se désintégrer au-dessus d'un endroit désert de l'océan Pacifique. Mais cela nécessite l'envoi de quatre ou cinq vaisseaux cargos. Ces ma-

nuvres sont coûteuses. Le « loyer » des quelques courtes missions étrangères encore prévues - dont celle du Français Jean-Pierre Haigneré à l'été 1999 - ne sera probablement pas suffisant pour financer à la fois cette remontée contrôlée et les frais de maintenance de la station pendant un an et demi.

Le gouvernement russe pourra-t-il trouver les fonds nécessaires ? Ce n'est pas évident. D'autant plus que le pays joue aussi un rôle-clé dans la construction de la future station spatiale internationale, dont le premier élément doit être lancé le 28 novembre. Le directeur de l'agence spatiale russe, Iouri Koptev, a réaffirmé il y a un mois que la Russie « maintenait ses engagements » et « effectuerait tout le travail qui lui est imparti ». Mais les Américains en doutent. Au point d'envisager un nouveau report des travaux d'assemblage en orbite. Dans ce contexte, l'éclat de Iouri Semenov pourrait faire partie d'une tentative de Moscou pour obtenir une « rallonge » financière auprès de partenaires soucieux de profiter de l'expérience spatiale russe.

Jean-Paul Dufour

Lire page 7

## L'esthétique noire conquiert le monde

LA CULTURE noire a connu, aux Etats-Unis, en un petit peu moins de vingt ans, des changements considérables. Quand le défilé s'est-il produit ? Personne ne pourrait le dire exactement. Ce pourrait être l'apparition de *Rapper's Delight* du groupe Sugar Hill Gang en 1979, le tout premier morceau de rap, dans un quartier du South Bronx. Ou l'émergence d'Eddie Murphy, le premier comique noir à connaître un succès considérable à la télévision et à s'installer dans les foyers américains. Ou encore la métamorphose, à la fin des années 80, de Michael Jordan, de joueur de basket de génie en icône médiatique, dont le poster trône dans toutes les chambres d'enfant.

De cette révolution, il reste encore à prendre la mesure. Le hip-hop et son dérivé, le rap, pour prendre l'exemple le plus flagrant, ont franchi depuis longtemps les limites des quartiers noirs pour toucher un public majoritairement blanc. Cet engouement n'a pas échappé à des multinationales comme Sony et Time-Warner qui se sont empressées de mettre la main sur cette nouvelle poule aux œufs d'or. Des personnalités noires du show business comme les acteurs Bill Cosby et Will Smith,

la présentatrice Oprah Winfrey, le chanteur Michael Jackson se sont mis à gagner des sommes colossales. Elles ont bénéficié d'une très forte indépendance, sans toutefois - aspect très important - jamais pouvoir contrôler la diffusion de leur travail, assurée par les multinationales qui leur ont fait un pont d'or.

Dans un article fondateur, paru en 1986 dans le *Village Voice*, le critique musical américain Greg Tate parlait d'une « nouvelle esthétique noire » (« a new black aesthetic ») née sur les décombres du mouvement des droits civiques. Il faisait allusion non seulement à une nouvelle musique, le hip-hop, mais aussi à un nouveau style de vie, une façon de s'habiller, de penser et de parler. Le rap n'est pas simplement une musique, suggère Greg Tate. C'est un immense trou noir qui réussit à aspirer le rythme, le blues, le rock, la bouse, le reggae, la salsa, certains sons de la musique africaine. Et cette esthétique trouve des résonances au cinéma, dans la mode et dans le sport.

Samuel Blumenfeld

Lire la suite page 22

## Le XX<sup>e</sup> siècle aux Tuileries



ALAIN KIRILI

CHARGÉ par l'ancien ministre de la culture Philippe Douste-Blazy de proposer l'installation de nouvelles sculptures du XX<sup>e</sup> siècle aux Tuileries, dans le cadre de la rénovation du jardin, le sculpteur Alain Kirili a dû surmonter bien des réticences. Grâce à son obstination, une douzaine d'œuvres vont pourtant rejoindre dès cet automne le jardin parisien.

Lire page 30

International	2	Carnet	27
France	6	Abonnements	27
Société	8	Aujourd'hui	28
Horizons	10	Météorologie-jeu	28
Le Mondial	15	Culture	30
Étrangers	23	Guides culturels	32
Placements	24	Radio-Télévision	31

la Monde  
98 Radio France

## INTERNATIONAL

LE MONDE/DIMANCHE 28 - LUNDI 29 JUIN 1998

**ÉPIDÉMIE** La douzième Conférence mondiale sur le sida devait s'ouvrir, dimanche 28 juin à Genève, alors que l'épidémie cause, chaque jour, 16 000 nouveaux cas d'infection. Prés

de 12 millions de personnes en sont déjà mortes à travers le monde, et environ 30 millions sont aujourd'hui infectées, surtout en Afrique et en Asie. ● EN EUROPE de l'Ouest et en Amé-

rique du Nord, les taux d'infection restent faibles. Ce résultat est dû aux mesures préventives prises depuis la fin des années 80 par les communautés homosexuelles, ainsi que par une hausse

régulière de la proportion de jeunes utilisant le préservatif. ● AUX ÉTATS-UNIS, un jugement de la Cour suprême favorable aux séropositifs devrait permettre à un million de per-

sonnes infectées et ne présentant aucun symptôme de la maladie d'être protégées par une loi interdisant la discrimination envers une personne présentant un « handicap ».

## Le sida progresse inexorablement dans le tiers-monde

La douzième Conférence mondiale, qui s'ouvre dimanche 28 juin à Genève, devrait mettre en lumière le contraste entre l'augmentation importante de l'infection dans les pays pauvres et les espoirs scientifiques pour en venir à bout

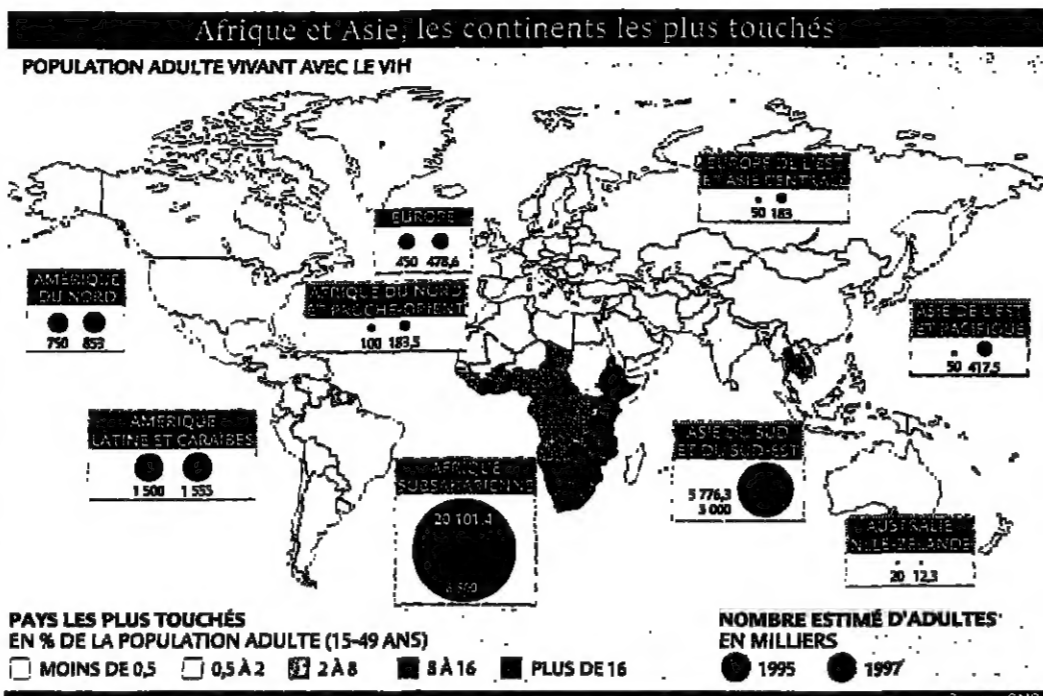
**GENÈVE**  
de notre envoyé spécial  
Dramatiques perspectives épidémiologiques ; fragiles espoirs scientifiques. Jamais encore dans l'histoire du sida, le contraste n'a été aussi saisissant entre la progression quasi inexorable du fléau infectieux dans le tiers-monde et les acquis, progressifs et substantiels, de la virologie moléculaire, de l'immunologie et de la thérapeutique antirétrovirale. Jamais non plus les inégalités n'ont été aussi grandes entre les malades qui ont accès aux nouvelles possibilités diagnostiques et médicamenteuses et ceux qui, en Afrique et en Asie pour l'essentiel, meurent dans le plus complet dénuement d'une pathologie qui, sous d'autres latitudes, change de visage pour devenir une infection virale contenue et d'évolution chronique.

La douzième Conférence mondiale sur le sida, organisée du 28 juin au 3 juillet à Genève, s'inscrit pleinement dans ce contexte. Au-delà du formalisme des communications scientifiques, des manifestations annoncées de groupes activistes et de l'affichage de la puissance des géants de l'industrie pharmaceutique, cette manifestation, organisée tous les deux ans, ne pourra faire l'économie d'un phénomène certes prévu de longue date, mais qui va s'amplifiant jusqu'à la caricature et qui réclame de nouvelles réponses de la part de ceux qui, à l'échelon international, sont chargés de la lutte contre cette pandémie.

### AU SUD DU SAHARA

Cette conférence s'ouvre au lendemain de la publication par Onusida et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) des dernières données fournies par la surveillance épidémiologique mise en place sur tous les continents (*Le Monde* du 21 juin). Et ces données conduisent à réactualiser la litane chiffrée qui, depuis bientôt vingt ans, caractérise l'épidémiologie du sida et, depuis plus de dix ans, les réunions internationales consacrées à cette maladie. « Le virus du sida gagne encore et toujours du terrain partout dans le monde. Il s'insinue dans des communautés jusqu'ici peu touchées par l'épidémie et resserre son étau sur des régions où cette maladie est déjà la principale cause de mortalité chez les personnes âgées de quinze à quarante-neuf ans », soulignent les responsables d'Onusida.

Selon leurs estimations, le



nombre total des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) était, au début de cette année, supérieur à 30 millions. Depuis l'émergence de l'épidémie, près de 12 millions de personnes à travers le monde sont mortes du sida. « Le virus continue de se propager et cause près de 16 000 nouveaux cas d'infection chaque jour, explique-t-on à Genève. Pour la seule année 1997, cette progression s'est traduite par 5,8 millions de nouveaux cas d'infection et 2,3 millions de morts ».

On sait que plus des deux tiers de toutes les personnes qui sont aujourd'hui infectées par le VIH – soit près de 21 millions d'hommes, de femmes et d'enfants – vivent en Afrique, au sud du Sahara. Depuis le début de l'épidémie, le VIH s'est, pour l'essentiel, propagé en Afrique subsaharienne via les rapports hétérosexuels, ce qui explique que sur ce continent les femmes et les enfants soient plus fréquemment touchés que dans les autres régions, où, au départ, le virus s'était d'abord très rapidement propagé chez les hommes par le biais des rapports homosexuels ou via l'utilisation de drogues injectables. Quatre femmes séropositives sur cinq dans le monde vivent en Afrique.

Dès le début des années 1980, la

présence du VIH était constatée dans une bande géographique s'étendant de l'Afrique de l'Ouest à l'océan Indien. Les pays au nord du Sahara et ceux situés au sud de ce continent semblaient épargnés. En 1987, l'épidémie apparaissait, pour l'essentiel, concentrée dans les régions où elle avait initialement éclaté. Elle avait ensuite progressivement gagné le Sud. D'une manière générale, l'Afrique de l'Ouest a vu ses taux d'infection se stabiliser à

des niveaux inférieurs à ceux de

l'Afrique australe et orientale, à l'exception notable de la Côte d'Ivoire (10 % de la population adulte infectée) et du Nigeria. « Aujourd'hui, c'est dans les pays du sud de l'Afrique que l'épidémie mondiale sévit le plus durement, souligne Onusida. Nous pensons qu'au début de l'année 1998 il y avait près de 3 millions de Sud-Africains contaminés par le VIH ».

En Asie, où le VIH est arrivé plus

tardivement et où aucun pays du continent n'a encore atteint les taux d'infection couramment rencontrés en Afrique subsaharienne, le VIH est d'ores et déjà solidement installé. Tous les pays d'Asie du Sud-Est, à l'exception de l'Indonésie, du Laos et des Philippines, sont touchés de manière comparable, ainsi que l'Inde. La prévalence reste basse en Chine, mais ce pays enregistre, lui aussi, un nombre croissant de cas, ce phénomène étant officiellement reconnu par Pékin.

**CÔTE EST DE LA CHINE**  
Le gouvernement chinois estime qu'à la fin de l'année 1996 le nombre de personnes contaminées dans ce pays atteignait les 200 000. Tout indique aujourd'hui qu'au début de 1998 ce chiffre avait doublé. « Deux épidémies majeures sont en marche actuellement en Chine : l'une frappe les usagers de drogues injectables dans les régions montagneuses du sud-ouest du pays ; l'autre, plus récente, émerge depuis peu au sein de la population hétérosexuelle, en particulier sur la côte Est, plus prospère, où la prostitution réapparaît », font valoir les épidémiologistes.

La Thaïlande, où la progression de l'épidémie est parfaitement observée, semble connaître une baisse de nouveaux cas d'infection, notamment chez les prostituées et chez leurs clients. Au total, près de 6,4 millions de personnes sont actuellement contaminées par le VIH en Asie et dans le Pacifique, soit un peu plus du cinquième du total mondial. Onusida s'attend à ce que cette proportion atteigne le quart

du total mondial d'ici à la fin de l'an 2000.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, où la surveillance systématique de l'épidémie est fort limitée et où on estime que 1,3 million de personnes sont infectées, la plupart des contaminations sont recensées dans des groupes relativement marginalisés (homosexuels masculins, toxicomanes, population très pauvre et analphabète).

Enfin, en Europe orientale (190 000 personnes contaminées), c'est via la consommation de drogues injectables et la prostitution que l'épidémie progresse. « Indubitablement, les signes avertisseurs d'une propagation massive du VIH par voie sexuelle sont présents d'ores et déjà dans nombre de régions d'Europe orientale où le virus s'installe de plus en plus au sein de la société dans son ensemble », prévient-on aujourd'hui à Genève.

Pace à un tel bilan, on redira, lors de la douzième Conférence mondiale, que les coûteuses associations médicamenteuses antirétrovirales ne pourront jamais, à l'échelon planétaire, constituer une panacée, pas plus sans doute, à court ou moyen terme, que la parade vaccinale, qui reste à inventer. En pratique, les principales actions préventives résident, faut-il le rappeler, dans la modification des rapports sexuels à haut risque : une prévention a priori réalisable mais qui, bien souvent, se révèle impossible à mettre durablement en œuvre.

Jean-Yves Nau

## Les taux d'infection se réduisent en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord

### GENÈVE

de notre envoyé spécial  
Différentes observations récentes convergent pour conclure à une réduction des taux d'infection en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. On explique ainsi à Genève que 30 000 Européens occidentaux auraient contracté l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) en 1997, les nouveaux cas d'infection concernant surtout les toxicomanes des pays du sud du continent, comme la Grèce et le Portugal. Les médicaments antirétroviraux donnés aux femmes infectées durant la grossesse, ainsi que diverses solutions offertes pour remplacer l'allaitement au sein, ont permis de maintenir un très faible taux de transmission du virus entre la mère et l'enfant. On estime, sur le continent européen, à moins de 500 le nombre d'enfants de moins de quinze ans infectés par le VIH en 1997.

En Amérique du Nord, environ 44 000 nouveaux cas d'infection sont survenus l'an dernier, dont près de la moitié chez des toxicomanes. De la même manière qu'en Europe occidentale, les cas de transmission mère-enfant ont été très rares (moins de 500 nouveaux cas). En Europe occidentale, le nombre des nouveaux cas, officiels, de sida a chuté de 23 954 en 1995 à 14 874 en 1997, soit une baisse de 38 %. Ce phénomène s'explique en partie par les mesures préventives prises depuis la fin des années 80 par les communautés homosexuelles, ainsi que par une hausse régulière de la proportion de jeunes utilisant le préservatif.

« En raison du temps assez long qui s'écoule entre l'infection par le VIH et l'apparition du symptôme du sida, le changement de comportement instauré à la fin des années 80 se reflète à l'heure actuelle. Mais ce retournement de situation est probablement dû aux nouveaux traite-

ments antirétroviraux, qui retardent l'évolution vers la maladie et qui permettent de prolonger la vie des personnes infectées », selon Onusida.

### ATTITUDES CONSERVATRICES

Aux États-Unis, les différents rapports disponibles indiquent qu'une baisse de 6 % du nombre annuel des nouveaux cas a été observée en 1996. Une réduction plus importante, attendue en 1997, reste à confirmer. Les progrès les plus importants ont été observés chez les homosexuels masculins. Mais, dans ce pays, la situation est complexe. Dans certaines couches défavorisées de la société, le nombre de cas de sida continue d'augmenter. Il en va ainsi dans la communauté hispanique ainsi que dans la communauté noire, où l'on a constaté, en 1996, une augmentation de 19 % des cas de sida chez les hommes, et de 12 % chez les femmes.

« Nous en savons beaucoup moins

sur les taux d'infection par le virus du sida en Afrique du Nord ou en Moyen-Orient que pour toutes les autres parties du monde, explique-t-on enfin à Genève. Certains pays, en particulier ceux qui ont un nombre important de travailleurs immigrés, procèdent à des opérations massives de dépistage de l'infection par le VIH, mais aucun de ces pays n'estime à plus d'un adulte sur cent la proportion de personnes infectées. Dans ces pays, l'estimation du nombre des personnes contaminées serait légèrement supérieure à 200 000, soit moins de 10 % du total mondial. Les comportements à risque existent pourtant. Et les attitudes, généralement conservatrices au Moyen-Orient et en Afrique du Nord – tant au niveau social qu'au niveau politique –, empêchent souvent les pouvoirs publics de s'attaquer de manière directe à la question des comportements à risque ».

J.-Y. N.

## Les séropositifs remportent une victoire aux États-Unis

### WASHINGTON

de notre correspondant  
Le jugement de la Cour suprême dans l'affaire « Bragdon contre Abbott » marquera à l'évidence une étape majeure s'agissant du regard que l'Amérique porte sur les malades du sida. En décidant, jeudi 25 juin, que les personnes ayant été infectées par le virus d'immunodéficience humaine (VIH) – et qui ne présentent aucun symptôme de la maladie – doivent bénéficier des avantages de la loi interdisant toute discrimination contre les victimes d'un « handicap », la haute juridiction américaine a accordé « la plus importante victoire légale de l'histoire de l'épidémie », a estimé Daniel Zingale, directeur de l'association AIDS Action, l'un des groupes de défense des malades.

Alors que le virus a fait son apparition il y a dix-sept ans aux États-Unis, c'est la première fois que la Cour suprême était appelée à se prononcer sur un cas lié au sida. Par 5 voix contre 4, elle a rendu un jugement considéré comme « progressiste », fait d'autant plus remarquable pour une institution connue pour son conservatisme. Pratiquement, cet arrêt signifie que les quelque un million d'Américains qui sont séropositifs seront couverts par la loi de 1990 qui interdit toute discrimination (en matière d'emploi, de logement, de soins, etc.) envers

une personne présentant « un handicap mental ou physique limitant de manière substantielle une ou plusieurs importantes activités de la vie », telles la vue ou l'audition.

Le jugement de la Cour consiste à dire que la décision d'une femme de ne pas avoir d'enfant en raison de sa séropositivité revient à classer l'intéressée dans le cadre de la loi : la procréation est une « activité de la vie » au sens large, qui est « substantiellement limitée » par le VIH, ont estimé les juges constitutionnels.

### PRISE EN CHARGE

Lorsque Sydney Abbott, une jeune femme originaire du Maine, a annoncé à son dentiste, le Dr Randon Bragdon, qu'elle était porteuse du virus du sida, celui-ci a refusé de traiter sa patiente dans son cabinet, estimant que sa propre sécurité par rapport au risque d'infection serait mieux assurée dans un environnement hospitalier. Sydney Abbott a alors estimé qu'elle était victime d'une discrimination, et a entamé une action en justice, en 1994.

La plaignante était soutenue par l'Association médicale américaine (AMA), les groupes de défense des malades du sida et le département de la Justice, alors que l'Association des dentistes américains (ADA), avait pris fait et cause pour le Dr Bragdon. La Cour a de facto rejeté la thèse selon laquelle l'évaluation du

risque encouru pouvait être faite par le praticien. Elle s'est, en outre, rangée à l'avis des autorités médicales, pour qui aucun précédent ne permet de conclure qu'un patient séropositif ait jamais transmis le virus à un dentiste. Le centre pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) a, en effet, estimé que, dans un tel contexte, le risque de transmission du virus est si faible qu'il n'est pas « quantifiable ».

Plusieurs conséquences paraissent découler du jugement de la Cour suprême. Celui-ci devrait tout d'abord élargir sensiblement l'éventail des situations permettant aux Américains d'exercer d'un « handicap » afin de bénéficier de la protection de la législation. Selon certains experts, le nombre de personnes acceptant de subir un test de dépistage du sida devrait progresser, les intéressés sachant dorénavant qu'ils ne risquent plus de perdre leur emploi, leur logement ou leur assurance-maladie. Les groupes de défense des malades du sida espèrent, d'autre part, que l'administration fédérale prendra davantage en considération leur demande d'une extension du programme Médicaid (assurance-maladie des plus démunis) aux séropositifs : actuellement, seuls les malades ayant développé la maladie sont pris en charge.

Laurent Zecchini

## LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Pour intégrer l'entreprise muni(e) d'une vraie compétence professionnelle, l'ISG propose un choix de masters ciblés sur les métiers en développement.

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- Communication globale et information

15 mois de spécialisation, 8 mois de pratique (pre-emploi) en entreprise.

**ISG**  
INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

DONNEZ RAISON À VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury  
ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tél. 01 56 26 26 26  
ÉTABLISSEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

Les partis modérés à l'Assemblée

## Les partis modérés remportent les élections à l'Assemblée d'Irlande du Nord

Chef des catholiques non violents, John Hume a été un inlassable partisan du dialogue

Le résultat des élections du jeudi 25 juin en Irlande du Nord n'était pas encore connu samedi en fin de matinée. Selon les dernières estima-

tions, les catholiques modérés devraient arriver en tête avec 22 % des voix, contre 21,3 % aux protestants partisans de l'accord dit « du Ven-

dredi saint ». Mais la complexité du système électoral ne permettait pas de prévoir avec certitude la répartition des sièges.

### LONDRES

On a toujours l'impression d'avoir vu sa tête quelque part dans un musée de cire. C'est que John Hume, soixante et un ans, incarne toute l'histoire des troubles qui ont ensanglanté pendant une trentaine d'années ce morceau de l'île verte mais aussi du processus délicat de la pacification actuellement en cours. Cette figure de proue du nationalisme n'est-il pas le seul homme politique catholique encore en activité à avoir été parmi les investisseurs du mouvement non violent en faveur des droits civils en 1968, alors que l'Ulster était sous la coupe d'une administration protestante séculaire ? Député européen depuis 1979, parlementaire à Westminster depuis 1983, élu de la Foyle, qui fut l'interlocuteur de six premiers ministres britanniques, est devenu une personnalité internationale. Au point qu'on avait même parlé de lui en 1997 pour succéder à Mary Robinson à la présidence de la République d'Irlande.

Belfast, le 26 juin au soir. Lui, qui a dû traverser tant de déserts, était sur le point de triompher lors de la consultation organisée la veille pour l'élection des 108 membres de la future assemblée. A la surprise générale, le Parti social-démocrate travailliste (SDLP) qu'il présidait était alors en tête dans le décompte des sièges à l'assemblée provinciale, devant les unionistes protestants de David Trimble. Son fondateur se retrouvait au centre de la fête. Mais il n'a pu cacher sa joie, l'ancien dirigeant de la communauté catholique de Derry a su éviter tout triomphalisme. Pour donner ses chances à l'exécutif, pour contrer les partisans protestants du « non » en nette progression, il s'est déclaré prêt à devenir,

aux côtés de M. Trimble, le numéro deux du prochain exécutif. « Saint-John » : tel est le surnom de cet homme politique hors du commun, à l'air d'un fondé de pouvoir courtois. Cet ancien professeur de français d'origine modeste est resté un pédagogue qui s'adresse d'abord à l'intelligence. John Hume est un personnage à principes, fêru de morale, qui n'a pas honte de son idéalisme, de sa volonté de garder les mains propres. « Tous les conflits ont à l'origine les différences, que l'on

merci entre sa formation modérée et le Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, pour le contrôle des voix nationalistes n'a pas empêché ce catholique pratiquant de tendre en 1988 la main à Gerry Adams, quand il est devenu clair que ce dernier était tenté de remplacer la lutte armée par le combat politique. Ces deux hommes que tout sépare - Adams est soupçonné par l'armée britannique d'avoir été le chef d'état-major de l'IRA pour Belfast-Ouest - se sont rencontrés,

cord du Vendredi saint, conclu le 10 avril entre responsables politiques nord-irlandais, les gouvernements de Londres et de Dublin sous la houlette de Washington, est avant tout le sien.

La bonhomie, l'extrême douceur qui émanent de cet homme de réseaux, connu et apprécié à Bruxelles comme à Washington, cachent une détermination d'obstinées convictions et le goût du commandement. Ce mauvais orateur aime les joutes électorales comme un grand fauve de la jungle publique. Les jeunes du parti critiquent un certain autoritarisme ainsi que ses réticences à assurer la relève de la vieille garde du SDLP sûre et dévouée.

« Mes compatriotes ». Ainsi appelle-t-il volontiers les protestants modérés à qui il a su imposer la reconnaissance des droits de la minorité catholique. Ce social-démocrate se réjouit par exemple de voir que les « deux communautés vont, pour la première fois, partager les institutions de gouvernement, verser leur sueur, et non plus leur sang ». En revanche, ses efforts pour persuader les plus extrémistes, représentés par le révérend Paisley, à se rallier au processus de paix ont échoués. « Beaucoup de protestants, dit-il à propos du bouillant pasteur, ont encore une mentalité d'Africain ». A l'époque de l'apartheid. « Ils ne savent pas regarder autour d'eux, hors de leur communauté. A l'époque de la révolution technologique et de l'Europe, on ne peut plus vivre à part ».

Il reste à celui qui sera sans doute le vice-premier ministre du premier gouvernement des « six comtés » un ultime pari à réaliser : appliquer cet accord si difficilement réalisé.

Patrice de Beer et Marc Roche

« Saint-John » : tel est le surnom de cet homme politique hors du commun à l'air d'un fondé de pouvoir courtois. Cet ancien professeur de français d'origine modeste est resté un pédagogue qui s'adresse d'abord à l'intelligence. C'est un personnage à principes, fêru de morale, qui n'a pas honte de son idéalisme

considère comme une menace. Moi je réponds que les différences de race, de religion ne sont que des accidents de naissance, que personne n'a choisi de naître et que tout le monde a droit au respect. La violence n'a plus aucun rôle à jouer. » Son refus absolu de la violence lui a valu des menaces, des attaques contre son domicile par des hommes en cagoule de l'Armée républicaine irlandaise l'accusant de trahison, peut-être même des tentatives d'assassinat de la part de loyalistes le considérant comme un complice du mouvement républicain. La lutte sans

ont discuté, avant de parvenir à un arrangement qui a été à l'origine de la reprise des contacts, en 1993, entre le gouvernement britannique et les représentants des paramilitaires. Cette entente a rendu possible la proclamation du premier cessez-le-feu des « provos », le 31 août 1994. Souvent, John Hume, cet extrémisme du centrisme, a été découragé, à la limite de l'abandon, devant l'échec, le torrent de critiques, y compris de ses amis politiques, les atrocités et l'incompréhension. Mais à chaque fois, il a repris son bâton de pèlerin. C'est pourquoi, l'ac-

## La protestation des mineurs : « Boris Eltsine, nous te ferons partir »

### MOSCOU

Correspondance

A Moscou, les environs de la « Maison Blanche », le siège du gouvernement, sont depuis deux semaines le théâtre d'étranges scènes. Les traits tirés, les vêtements en bataille, environ trois cents mineurs arrivés de Sibérie et du Grand Nord russe pour réclamer leurs salaires impayés campent sous les fenêtres des ministres et des fonctionnaires. Installés à cinquante mètres de l'entrée, ils dorment sous des bâches en plastique soutenues par des piquets. Trois seaux percés fixés sur un panneau de bois servent de salle de bains. Pour les repas, il y a de la bouillie, apportée par des retraités compatisants. Chaque matin et chaque soir, un flot de fonctionnaires passe à côté du campement improvisé, sans même un regard.

Un mois après le mouvement de protestation des « gueules noires », qui avaient bloqué, dix jours durant, d'importantes lignes de chemin de fer à travers la Russie, les promesses n'ont pas été tenues. Les retards dans le versement des salaires continuent en dépit des assurances données par les autorités. C'est pourquoi ce « pi-

quet » a été organisé devant la « Maison Blanche ». Les mineurs sont venus le 11 juin de Vorkouta (Grand Nord), du Kouzbass (Sibérie) ou de Rostov-sur-le-Don (sud de la Russie), avec l'argent collecté par les habitants de leurs villes. « Boris, nous t'avons soutenu, nous te ferons partir », affirme leur bannière. A heures régulières, ils frappent longuement l'asphalte avec leurs casques, sous le regard goguenard des policiers. « Le 12 juin, Iakov Ourinson [le ministre de l'économie] et Boris Nemtsov [le vice-premier ministre] nous ont envoyés au diable, exigeant que l'on cesse de réclamer la démission de Eltsine. Depuis, plus rien. Pas un seul mineur n'a daigné baisser les vitres de sa Volvo ou de sa Mercedes », raconte Sviatoslav, vingt-deux ans, dont six passés à la mine Vorkoutinskaja 40. Il se dit écœuré. « A la veille de la présidentielle de 1996, Eltsine s'est déguisé en mineur pour descendre au fond de notre gisement. Puis il s'est précipité chez le directeur pour signer des oukazes. Nous avons tous voté pour lui, mais rien n'a changé. » Au cours des douze derniers mois, Sviatoslav n'a pas touché une seule fois sa paie entière (en tout, 34 000 roubles lui sont dus, environ 34 000 francs). Il af-

firme survivre, avec ses deux enfants, grâce à la retraite de sa belle-mère. « En mai, grâce aux mineurs qui se sont couchés sur des rails, j'ai reçu une avance de 500 roubles », note-t-il amèrement.

Qui prête aujourd'hui l'oreille à la détresse des mineurs ? Le groupe de manifestants de la « Maison Blanche » a reçu une poignée de visites. Par exemple, celle d'un officier à la retraite, qui parle de « génocide du peuple russe » et offre un stock de cigarettes soviétiques desséchées, ou bien celle d'un neuro-chirurgien se proclamant « patriote », venu offrir des massages de dos aux mineurs fatigués. Des chefs de partis politiques ont fait le déplacement, dont le communiste Guennadi Ziouganov, accueilli avec réserve. Vendredi, une vedette est apparue : le chanteur de variétés Iosif Kobzon, député à la Douma (Chambre basse), connu pour ses liens avec la pègre, s'est présenté avec un groupe de gardes du corps et d'« hommes d'affaires ». Il a entonné un refrain, en cadeau aux mineurs, les assurant de son sincère soutien.

Agathe Duparc

## Monica Lewinsky reconnaîtrait avoir eu une liaison avec Bill Clinton

APRÈS plus de cinq mois d'enquête sans résultat probant, Kenneth Starr, le procureur en charge de l'affaire Lewinsky, s'appuie à interroger, le mardi 30 juin, un témoin clé, Linda Tripp. L'« amie » de l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche, par qui le scandale est arrivé, avait pendant des mois enregistré à son insu les confidences téléphoniques de Monica Lewinsky. Puis, elle était allée volontairement remettre ces enregistrements en janvier au procureur indépendant, Kenneth Starr.

### AMOUR, FRUSTRATION ET COLÈRE

Dans ces conversations, Monica Lewinsky s'était confiée sans méfiance à sa collègue du Pentagone. Elle lui avait raconté son amour pour le président, ses frustrations, puis sa colère au fur et à mesure qu'il se faisait plus distant. Elle montrait également dans ces enregistre-

ments toute sa détermination à mentir à la justice pour cacher leur liaison, qui s'est terminée selon elle à l'automne 1997.

« Monica m'a raconté tous les détails de sa liaison (...). De plus, j'étais là quand elle a reçu un appel, tard dans la nuit, du président », avait affirmé le 29 janvier Linda Tripp, dans un communiqué destiné à justifier sa conduite.

Elle avait alors indiqué qu'on lui avait « demandé de participer à un complot visant à cacher la vraie nature des relations de Monica Lewinsky et du président ». Quelques jours plus tôt, dans une déclaration sous serment à la justice, Linda Tripp avait daté les débuts de la liaison de Bill Clinton et de Monica Lewinsky au 15 novembre 1995, et affirmé que l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche lui avait demandé avec insistance « de mentir et de nier qu'elle m'avait dit quoi que ce soit sur

une liaison avec le président Clinton ». Linda Tripp, l'un des derniers témoins clés que le procureur Starr doit encore interroger, est selon ses proches déterminée à coopérer pleinement, et son témoignage ne peut qu'accroître la pression sur Monica Lewinsky, pour que celle-ci sorte de son silence.

### IMMUNITÉ CONTRE COOPÉRATION

Les nouveaux avocats de la jeune femme négociant depuis plusieurs semaines avec M. Starr pour obtenir une immunité judiciaire en échange de sa coopération, Monica Lewinsky serait maintenant disposée à reconnaître qu'elle a eu une liaison avec M. Clinton.

Cela étant, elle dément que le président ait fait pression pour qu'elle mente à la justice ou qu'il ait usé de son influence pour qu'elle obtienne un emploi en échange de son silence. Cette version des événements ne sa-

tisferait pas M. Starr à la recherche d'éléments pouvant établir que le président Clinton s'est rendu coupable de parjure, d'obstruction à la justice et de subornation de témoin.

Mais le procureur indépendant a contre lui une opinion publique désabusée, qui le voit comme un républicain partisan, et un Congrès réticent à se saisir d'une affaire impopulaire, alors même que se préparent les élections parlementaires de novembre.

M. Starr n'a donné aucune indication sur la durée de son enquête, qui l'a encore conduit jeudi à faire témoigner, pour la troisième fois, un conseiller en communication de la Maison Blanche, Sidney Blumenthal. Sortant du tribunal, celui-ci a affirmé que ce qu'il avait dit au grand jury « était complètement en accord avec ce que le président a dit au peuple américain ». - (AFP)

## Des manifestations contre M. Eyadéma font un mort et trente blessés au Togo

LOMÉ. De violents incidents ont eu lieu au Togo, vendredi 26 juin, deux jours après la proclamation de la victoire du général Gnassingbé Eyadéma à l'élection présidentielle. Une personne a été tuée et trois blessées, vendredi 26 juin, à Afangnan. A Lomé, une trentaine de personnes, dont neuf gendarmes, ont été blessées lors d'affrontements dans le quartier populaire de Bè. Les manifestants ont érigé des barricades et incendié des pneus. Le siège de l'Union des forces de changement (UFC, dont le candidat Ghchrist Olympio a affirmé avoir remporté l'élection) a été saccagé par la brigade anti-émeutes qui y a mis le feu et a passé à tabac ceux qui s'y trouvaient. Aux cris de « Eyadéma voleur », les manifestants contestent la version du ministère de l'intérieur qui donne le président sortant vainqueur avec 52,13 % des voix. M. Olympio a menacé jeudi de déclencher une « guérilla politique ». L'Union européenne et les Etats-Unis se sont déclarés très préoccupés. Le calme est revenu à Lomé vendredi après-midi. - (AFP, Reuters.)

## Kosovo : l'émissaire américain

Richard Holbrooke parle d'impasse

PRISTINA. Au terme d'une mission de quatre jours au Kosovo, l'émissaire américain dans les Balkans, Richard Holbrooke, a avoué vendredi 26 juin ne pas avoir de solution-miracle pour résoudre la crise. « Je n'ai ni formule ni baguette magique à vous offrir pour la paix », a-t-il déclaré à l'issue d'une réunion avec le leader kosovar modéré, Ibrahim Rugova. « Notre principal objectif est d'empêcher que les combats qui se déroulent actuellement ne dégénèrent en conflit généralisé », a-t-il précisé, ajoutant que des dizaines d'observateurs occidentaux accrédités auprès de Belgrade arriveraient bientôt dans la région. Depuis le début des affrontements entre forces de sécurité yougoslaves et séparatistes albanais, en mars, plus de 300 personnes ont été tuées et 65 000 autres ont été déplacées dans la région. - (Reuters.)

## Un ancien ministre gaulliste traite

M. Loukachenko de dictateur

CRANS-MONTANA. Le président de Biélorussie, Alexandre Loukachenko, a qualifié de « provocation » le récent départ de Minsk de sept ambassadeurs, vendredi 26 juin, au cours d'une séance orageuse du forum économique de Crans-Montana (Suisse), pendant laquelle Jacques Baumel, député RPR et ancien ministre, l'a publiquement traité de « dictateur ». Au moment des questions du public, M. Loukachenko a été interpellé par M. Baumel, qui lui a lancé : « Vous parlez comme un dictateur et vous finirez comme tous les dictateurs ». S'essuyant fréquemment le front, les traits figés, M. Loukachenko a rétorqué qu'il y avait plus de démocratie en Biélorussie qu'aux Etats-Unis, en France et en Allemagne réunies. Les ambassadeurs d'Allemagne, Bulgarie, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce et Italie à Minsk ont été rappelés lundi par leurs gouvernements après avoir été empêchés de regagner leurs résidences situées en-dehors de la capitale biélorusse, pour cause d'agrandissement du domaine présidentiel. - (AFP.)

## Israël souhaite que la France favorise

d'autres échanges

de prisonniers au Liban

PARIS. Après que l'échange de prisonniers et de corps entre Israël et le Liban se fut déroulé vendredi 26 juin selon le scénario prévu (Le Monde du 27 juin), le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a souhaité que le président de la République française, Jacques Chirac, contribue à d'autres opérations du même genre. Dans un message adressé à M. Chirac, M. Nétanyahou le remercie sa « contribution personnelle » et ses « efforts soutenus » qui ont conduit à l'échange. Qualifiant de « déterminante » l'assistance de la France dans cette affaire il affirme nourrir « l'espoir qu'il pourra en être ainsi pour obtenir la libération du navigateur israélien Ron Arad, à propos duquel je sais vos persistants efforts ». Cinq des soixante Libanais remis en liberté vendredi 26 juin par Israël et sa milice auxiliaire libanaise, dans le cadre d'un échange de dépouilles et de prisonniers entre l'Etat juif et le Liban, ont préféré rester sur place. - (AFP.)

### ■ DÉPÊCHE

■ RUSSIE/LETTONIE : la Russie envisage de supprimer à la Lettonie « la clause de la nation la plus favorisée », en raison du différend sur le traitement de la minorité russeophone vivant dans ce pays balte, a indiqué vendredi 26 juin le ministère russe des affaires étrangères. Le Parlement letton a assoupli lundi la loi sur la citoyenneté, facilitant certaines naturalisations pour les russophones, mais Moscou s'affirme toujours préoccupé par la situation de cette communauté. - (AFP.)

**CALVITIE**

Des cheveux naturels et définitifs grâce aux techniques médicales les plus modernes.

**CLINIQUE MATIGNON**  
1, AVENUE MATIGNON 75008 PARIS

RENSEIGNEMENT ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE  
TEL. 01 53 53 79 79 - 3617 INFO CHAUVÉ - www.clinique-matignon.com



## M. Chirac prône un partenariat avec l'Afrique du Sud

Le président français poursuit sa tournée en Afrique australe, placée sous le signe des échanges économiques

**JOHANNESBURG**  
de notre envoyé spécial  
Nelson Mandela avait abandonné ses traditionnelles chemises chamarrées pour accueillir Jacques Chirac, vendredi 26 juin, au bas des marches de l'Union Building, le siège de la présidence et du gouvernement sud-africain à Pretoria. Portant avec chic un costume anthracite égayé d'une cravate aux reflets mordorés, le président Mandela a donné l'accolade à Jacques Chirac, l'appelant affectueusement, à l'afrikaans, « my broer » (mon frère).

Les deux hommes ont écouté les hymnes nationaux avant de se diriger vers l'imposant bâtiment de pierre rose d'inspiration néo-renaissance qui domine la ville. Nelson Mandela, qui fêtera ses quatre-vingts ans le 18 juillet, éprouve de plus en plus de difficultés à se déplacer. Il a cherché le soutien du bras de M. Chirac pour monter la volée de marches qui devait mener les deux hommes vers leur premier tête-à-tête.

Au terme d'un entretien de plus d'une heure, les deux chefs d'Etat ont assisté à la signature formelle de trois accords de coopération entre Hubert Védrine, le ministre français des affaires étrangères, et les ministres sud-africains des transports, des affaires étrangères et des sports. Ils ont ensuite répondu à quelques questions au cours d'un bref point de presse, le président Mandela estimant que cette visite ne marquait pas « un nouveau départ » dans l'histoire des relations entre la France et l'Afrique du Sud, mais plutôt « la continuité ». Il a souligné que François Mitterrand avait été le premier chef d'Etat à le recevoir après sa sortie de prison, lui ouvrant les portes de l'Europe. Il a aussi rappelé que François Mitterrand avait été le premier à venir en visite officielle en Afrique du Sud, en juillet 1994, peu après l'élection de M. Mandela. « Il a ouvert les portes de l'Afrique du Sud à votre pays », a-t-il dit à l'intention de M. Chirac.

Nelson Mandela, qui se retirera de la vie politique en mai 1999, à l'expiration de son mandat, a précisé qu'il connaissait M. Chirac de longue date, à l'époque où celui-ci était encore maire de Paris. « Je ne

manquais pas de le rencontrer à chacune de mes visites en France, et nous avons développé une belle amitié », a-t-il dit. Jacques Chirac a convenu que longtemps la politique africaine de la France avait été centrée sur l'Afrique francophone. « Nos relations avec ces pays ne changeront pas, a-t-il souligné, mais nous pensons désormais qu'il est important d'établir des relations de partenariat et de confiance avec les pays d'Afrique australe, et notamment l'Afrique du Sud, qui sera de plus en plus le moteur de l'Afrique. »

« COMPLÉMENTARITÉ »  
Après avoir déjeuné avec M. Mandela, M. Chirac a participé dans l'après-midi à la clôture d'un forum économique auquel de nombreux chefs d'entreprise françaises et sud-africaines ont assisté. Le président français et le vice-président sud-africain, Thabo Mbeki, successeur désigné de M. Mandela, ont exprimé, avec le même enthousiasme, la nécessité de « renforcer les liens, trop faibles encore, entre la France et l'Afrique du Sud ». Ils ont insisté sur « la complémentarité » des deux pays, notamment dans leurs relations avec les autres pays africains, les deux hommes considérant la France et l'Afrique du Sud comme des « puissances régionales ».

Dans un accès de gentillesse, M. Mbeki a affirmé « ne pas croire qu'on puisse être africain sans parler français », précisant toutefois que le langage n'était pas, loin s'en faut, « le seul produit français que l'Afrique du Sud veuille importer ». Le vice-président sud-africain a dit attendre avec impatience la conclusion des négociations entre son pays et l'Union européenne sur leurs relations commerciales, estimant qu'un accord était important pour le développement de toute l'Afrique australe. Le président Chirac avait affirmé, plus tôt dans la journée, que cet accord avait été trop longtemps discuté et qu'il était urgent de le conclure, précisant qu'après la visite de M. Mandela au sommet européen de Cardiff, il pensait qu'une solution avait été apportée aux derniers problèmes en suspens.

Frédéric Fritscher

## M. Clinton dénonce à la télévision chinoise la répression du printemps de Pékin

Le président américain fait l'apologie des libertés publiques

Au cours d'une conférence de presse diffusée en direct par la télévision chinoise, le président Bill Clinton a dénoncé, samedi 27 juin, « l'usage de

la force » lors de la répression de la place Tiananmen en juin 1989. Un long entretien avec son homologue chinois, Jiang Zemin, n'a, semble-t-il,

guère permis de progrès sur des dossiers comme celui de Taïwan ou celui de l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce.

**PÉKIN**  
de notre correspondant  
Il l'a dit. En visite d'Etat à Pékin, Bill Clinton a dit haut et fort, samedi 27 juin, ce que l'opinion américaine - mais aussi de larges fractions de l'opinion chinoise - attendaient qu'il dise. Au cœur même du Palais du peuple, situé en bordure de la très symbolique place Tiananmen, M. Clinton a évoqué le souvenir de la répression sanglante du printemps démocratique de juin 1989 en expliquant que le « l'usage de la force » et « la perte de vies humaines » avaient alors été une « erreur ».

Il a échauffé en faisant l'apologie de la « liberté d'expression, d'association et de religion ». Tous les Chinois ont pu entendre ces mots : la conférence de presse était diffusée en direct

par la chaîne centrale CCTV. Ni brouillage inexpliqué ni rupture du son accidentelle n'ont entravé la retransmission. Evénement surréel.

Situé aux côtés de M. Clinton, Jiang Zemin a pris un air légèrement pincé à l'évocation de l'« erreur » de Tiananmen et quand M. Clinton a souligné que les deux gouvernements « étaient toujours en désaccord sur la signification de ce qui s'était alors passé ». Mais il a su garder contenance.

Il ne sera donc pas dit que M. Clinton a bradé les idéaux de l'Amérique en voulant frayer avec les hiérarches communistes de Pékin. Il fallait redresser pour l'Histoire cette sulfureuse image d'un président américain foulant le tapis rouge déroulé en bordure de la place Tiananmen alors qu'il passait en revue, samedi en début de matinée, un détachement de l'Armée populaire de libération. Cette image, Bill Clinton peut estimer l'avoir redressée. Il peut aussi se féliciter d'avoir été le premier chef d'Etat étranger à avoir exposé, en direct à la télévision chinoise, tout le mal qu'il pensait de la répression de Tiananmen. Il n'aura pas désespéré tous les Chinois qui pensent que les Etats-Unis et l'Occident n'ont pas à mettre leur drapeau humaniste dans leur poche.

### ARRESTATION DE DISSIDENTS

Les incidents survenus la veille à Xian l'avaient-ils conforté dans sa résolution à ne pas fléchir sur cette question de Tiananmen ? Le fait est qu'il avait essuyé un grave camouflet frisant l'humiliation lors de la première étape de sa visite d'Etat de neuf jours qui le conduira aussi à Shanghai, Guilin et Hongkong.

Venu dans la capitale de la province du Shaanxi s'informer des procédures d'élections locales dans les villages et visiter le fameux tombeau de l'armée en terre cuite de Qin Shi Huangdi, le fondateur de l'empire (221 avant J.-C.), il avait été vite rattrapé par le dossier des droits de l'homme. Peu avant son arrivée, quatre dissidents de Xian avaient été arrêtés par la police locale.

### Le « ciblage » des missiles nucléaires

Le changement de cible d'un missile nucléaire est une initiative plus politique, et donc symbolique, que réellement militaire. En effet, à tout moment, il est techniquement possible d'affecter à un « vecteur » un objectif déterminé à partir des coordonnées conservées en mémoire par les ordinateurs de bord et ceux des centres de commandement.

Les cibles sont choisies - et renouvelées périodiquement, voire modifiées en fonction de la conjoncture internationale - par les responsables politiques sur une liste d'objectifs potentiels que tiennent à jour, après les avoir repérés et identifiés, les états-majors et les services de renseignement. Leurs coordonnées informatiques précises figurent sur des disquettes contenant des données qui sont transmises au « vecteur » juste avant le tir et que le missile va stocker en mémoire. Les missiles aéroportés et les missiles de sous-marins sont ainsi constamment alimentés en informations, et seul l'ordre de tir permet de « verrouiller » ces « vecteurs » sur l'objectif.

## Pretoria veut vendre des hélicoptères de conception française à l'Algérie

**FRANÇAIS** et Sud-Africains ont des discussions confidentielles sur la possibilité offerte à Pretoria de vendre à l'exportation des matériels militaires fabriqués en Afrique du Sud mais conçus, à l'origine, à partir de licences françaises. Il s'agit notamment d'hélicoptères qui pourraient intéresser l'Algérie, un pays soumis à des restrictions de la France.

Le 25 avril 1997, le groupe public sud-africain d'armement Denel et le groupe franco-allemand Eurocopter (détenu à 70 % par la société française Aerospatiale) ont scellé une alliance stratégique par laquelle les deux entreprises coopéreront, en matière industrielle et commerciale, pour leur gamme d'hélicoptères de combat et de transport militaire. Cet accord amplifie une entente précédente selon laquelle Denel est autorisé à assembler l'hélicoptère militaire Puma sous licence française. Au total, quelque soixante-dix Puma ont été produits pour l'armée de l'air sud-africaine.

L'accord de 1997 va plus loin. Denel et Eurocopter se sont entendus de façon à présenter, à tout client potentiel, une proposition commune. Ce qui signifie, en clair, que les deux groupes éviteront de rivaliser pour des matériels plus complémentaires que concurrents, tels, d'un côté, le Rooivalk et l'Oryx sud-africains et, de l'autre, le Tigre franco-allemand et le Super-Puma français. Or, et c'est là que le bât blesse, le Rooivalk et l'Oryx emparent beaucoup à la technologie française et ils peuvent même em-

porter des armements français, tels que le missile antichars Hot. D'où la nécessité contractuelle, pour Denel, d'obtenir le « feu vert » préalable - des partenaires français dans le cadre d'une exportation.

Récemment, l'Algérie, pays avec lequel Pretoria a noué des relations commerciales y compris pour des équipements militaires, a manifesté son souhait d'acquiescer des hélicoptères de combat Rooivalk. La cellule de cet hélicoptère s'inspire beaucoup de celle du Puma. Le Rooivalk dispose d'avioniques françaises. Il est propulsé par deux turbines françaises et il emporte des missiles Hot. L'Algérie estime ses besoins à plusieurs dizaines de Rooivalk. A l'heure actuelle, la France n'est pas disposée à en faciliter la vente, même si elle a autrefois livré des Puma à Alger.

Il semble, en revanche, que le gouvernement sud-africain, malgré une opposition interne qui se renforce, tiende assez à conclure le marché avec Alger. Au nom des relations anciennes entre les deux pays. Déjà, au début de cette année, Pretoria a vendu, pour un montant évalué à 130 millions de francs, quatre engins télécommandés de reconnaissance Seeker produits par Denel. Pretoria a expliqué que ces matériels serviraient à la surveillance des côtes et des frontières algériennes, ainsi qu'à celle des sites pétroliers. Mais le Seeker peut contribuer à la sécurisation de l'intérieur de l'Algérie et faciliter la traque des maquis islamistes.

Jacques Isnard

« Un copieur qui envoie des fax, un fax qui fait imprimante... Et si Force Bureaulique s'appelait Force Numérique ? »



**Force Bureaulique :**  
toute la force du numérique.

Le GP 215 F numérique de Canon : une imprimante laser, un fax, un scanner, un photocopieur...

**Force Bureaulique**  
La spécialiste Canon

Le service à votre service

47, avenue George V - 75008 Paris  
Tél. : 01 47 20 6000 - Fax : 01 47 20 13 20

**CHAMPAGNE TAITTINGER**  
Reims  
FRANCE

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle de TAITTINGER qui s'est tenue à REIMS le 22 juin 1998, sous la présidence de M. Claude TAITTINGER, a approuvé les comptes de l'exercice 1997, ainsi que les différentes résolutions qui ont été soumises à son approbation par le Conseil d'administration.

Le dividende, coupon net 33,00 F + crédit d'impôt 16,50 F, soit 49,50 F, contre 36 F pour l'exercice précédent, sera payable aux actionnaires ainsi qu'aux titulaires de certificats d'investissements à compter du 23 juillet 1998.

L'Assemblée Générale a réélu comme administrateur, pour une durée de six années, M. Pierre-Christian TAITTINGER et M. Pierre-Emmanuel TAITTINGER.

Au cours d'une réunion tenue le même jour, le Conseil d'administration a renommé M. Pierre-Emmanuel TAITTINGER comme Directeur Général pour une durée qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2002.

Au cours de son allocution, le Président a procédé à une analyse de la situation de la profession champenoise et a rappelé les principaux axes stratégiques de la politique du Groupe.

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire a été tenue une Assemblée Générale Extraordinaire au cours de laquelle les actionnaires ont approuvé les propositions du Conseil d'administration de renouveler l'autorisation d'augmenter le capital en période d'offre publique d'achat ou d'échange portant sur les titres de la Société.

**ASSURANCE-MALADIE** Le Conseil d'Etat a annulé, vendredi 26 juin, la convention liant les caisses d'assurance-maladie aux médecins spécialistes. La convention propre

aux généralistes pourrait, elle aussi, être rapidement cassée. Ce sont ainsi deux points forts du plan mis en œuvre par Alain Juppé pour redresser les comptes de la Sécurité sociale

qui sont invalidés. ● LES ASSURÉS ne souffriront pas de ce vide juridique, mais les médecins vont voir leurs propres cotisations sociales augmenter. Leurs syndicats vont devoir négocier avec les caisses d'assurance-maladie de nouvelles conventions. Le gouvernement leur donne quatre mois pour le faire. ● MARTINE AUBRY doit annoncer, vendredi 3 juillet,

une série de mesures destinées à enrayer la dérive des dépenses de médecine de ville, qui ont recommencé à augmenter depuis le début de l'année. (Lire notre éditorial page 22.)

## Le gouvernement contraint de rouvrir des négociations avec les médecins

La décision du Conseil d'Etat d'annuler la convention des spécialistes, et probablement celle des généralistes, plonge le système de soins dans une zone de turbulences. Martine Aubry, ministre de la solidarité, devrait annoncer des mesures vendredi 3 juillet

Le système conventionnel qui lie les médecins libéraux aux caisses d'assurance-maladie est entré dans une de ces crises qui ponctuent depuis trente ans l'histoire mouvementée des relations entre les « toubibis », la « Sécu » et le gouvernement. En annulant, vendredi 26 juin, la convention qui précise les droits et devoirs des spécialistes, le Conseil d'Etat a fait plus que rendre un arrêt attendu : dans un contexte de forte reprise des dépenses médicales (Le Monde du 24 juin), il a ouvert une période d'incertitudes et de tensions qui risque de durer de longs mois. Deux ans et demi après l'annonce tonitruante du plan Juppé, le gouvernement de Lionel Jospin est contraint d'intervenir dans l'urgence sur un dossier qu'il a donné le sentiment de négliger.

Martine Aubry annoncera, vendredi 3 juillet, une série de mesures destinées à freiner la progression des dépenses de soins, qui flambent depuis le début de l'année sans qu'aucune raison épidémiologique ne le justifie. Après avoir gelé la revalorisation des honoraires des dentistes prévue au 1<sup>er</sup> juillet, la ministre de l'emploi et de la solidarité devrait prendre des dispositions sur le médicament (prix, marges des grossistes-répartiteurs, classes thérapeutiques) et les actes de radiologie, deux postes en très forte augmentation ces derniers mois. Après ces annonces, elle s'exprimera, le 8 juillet, devant le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAAMTS).

Mme Aubry devrait y expliquer la manière dont elle conçoit les relations entre l'Etat et la plus importante des caisses de Sécurité sociale (500 milliards de francs de dépenses annuelles). Le même jour, le Conseil des ministres pourrait nommer le nouveau directeur de cette caisse en remplacement de Bertrand Fragonard, qui a démissionné le 2 juin. Jeudi, lors d'une réunion de travail avec le président de la CNAAMTS, Jean-Marie Spaeth (CFDT), et son vice-président, Georges Jollès (CNPF), la ministre de la solidarité a accepté, dans le cadre d'un avenant à la convention d'objectifs et de ges-

tion Etat-CNAAMTS, d'alléger sa tutelle sur la « Sécu », sans pour autant donner à la caisse nationale la pleine autonomie réclamée par les partenaires sociaux.

### EFFETS PÉNALISANTS

Dans l'immédiat, le gouvernement doit gérer les conséquences de l'annulation de la convention des 50 000 spécialistes : le Conseil d'Etat l'a cassée parce qu'il a estimé que Jacques Barrot, le ministre de l'époque, n'aurait pas dû juger représentative l'Union collégiale des chirurgiens et spécialistes français (UCCSF), seul syndicat à avoir signé ce texte, le 12 mars 1997.

Mme Aubry a transmis à la caisse nationale un « règlement conventionnel minimal ». Prévu par le plan Juppé, ce texte est une convention bis plus rigoureuse pour les médecins. Toutefois, pour ne pas hypothéquer les négociations à venir avec le corps médical, Mme Aubry a accepté d'en limiter les effets pénétrants.

Pendant les quatre prochains mois, la baisse de la prise en charge par les caisses des cotisations sociales des médecins du secteur 1 (tarifs conventionnés), qui s'élève en moyenne à 65 000 francs par an, ne sera que de 5 %, soit une dépense supplémentaire de

3 000 francs pour les médecins. Pour leur part, les médecins du secteur 2 (honoraires libres) devront réduire leurs dépassements de 2 %. Passé ce délai, ces pénalités seront respectivement de 15 % et 5 %. Aux représentants des médecins et aux caisses, le gouvernement donne donc jusqu'à fin octobre pour sortir du vide conventionnel.

Ce vide, qui n'entraînera pas de modification des remboursements pour les assurés sociaux, devrait d'ailleurs s'étendre à la convention des généralistes. Vendredi, le commissaire du gouvernement auprès du Conseil d'Etat a plaidé, en effet, pour l'annulation de ce texte signé en mars 1997 par MG-France. Il ne s'agit pas, cette fois, de la représentativité de l'organisation signataire, mais d'un problème de fond : ce magistrat, qui exprime son avis personnel et non pas celui du gouvernement, estime que les modalités de calcul du reversement d'honoraires en cas de dépassement des objectifs de dépenses « portent atteinte au principe d'égalité » entre les praticiens.

### AGIR VITE

Selon ce juriste, Christine Mangué, « il pourrait conduire à ce que deux médecins exerçant la même spécialité mais dans des régions différentes et ayant un volume d'activité comparable soient l'un assésé au reversement et l'autre exempté ». Le système de pénalités prévu par le plan Juppé est ainsi fait qu'un médecin raisonnable peut être sanctionné parce qu'il exerce dans une région qui a dépassé son enveloppe, alors qu'un praticien dont l'activité a dérapé peut échapper à toute pénalité s'il exerce dans une région ayant globalement respecté son objectif de dépenses. Mme Mangué conteste également les « contrats de suivi médical » (abonnement chez le généraliste), non dans le principe, mais dans la procédure : les partenaires conventionnels « n'avaient pas compétence » pour le mettre en place.

Le Conseil d'Etat, qui, le plus souvent, suit l'avis du commissaire, devrait annuler la convention des généralistes dans quelques jours. Un an après son arrivée rue de Grenelle, Mme Aubry se trouve contrainte d'agir vite. Elle va demander à ses services une enquête de représentativité des syndicats de spécialistes. Ce n'est qu'une fois connus ceux qui sont représentatifs que les négociations caisses-médecins pourront s'engager. Elles s'annoncent difficiles, tant sont grandes les divergences de vue entre les organisations de praticiens, notamment la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), qui s'oppose au plan Juppé, et la Fédération des médecins généralistes

(MG-France), qui le défend et se dit « prêt à renouer avec les caisses dans les plus brefs délais ».

Depuis deux ans, MG-France est le seul interlocuteur des caisses. Le gouvernement sait que, pour bien fonctionner, le système conventionnel doit avoir une assise plus large. Il souhaite que la CSMF rentre dans le jeu conventionnel. Or la première organisation médicale place la barre très haut. Elle exige une convention unique et la réouverture du secteur à honoraires libres, refuse les sanctions financières maintenues dans le règlement conventionnel et menace le gouvernement d'un « conflit ma-

### Accord avec les internes sur les tarifs de nuit

Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, et les syndicats d'internes hospitaliers ont signé, vendredi 26 juin, un protocole d'accord portant sur la revalorisation des tarifs des gardes de nuit. Ceux-ci passeront au 1<sup>er</sup> juillet à 550 francs brut pour les internes (spécialistes) et les résidents (généralistes) de première et de deuxième année (contre 465 francs) et à 700 francs pour les internes et résidents de troisième année et plus (au lieu de 580 francs).

L'accord prévoit également une modification par décret du statut des internes et de leurs conditions de travail : les internes pourront notamment refuser d'effectuer deux gardes de nuit de suite et bénéficieront d'une « responsabilité civile professionnelle ». Négocié après une grève début juin, mais très peu suivie, l'accord, signé par les principaux syndicats d'internes (ISNHI, SRP, SNJMG, FNSIP), devrait coûter à l'Etat « un peu plus de 100 millions de francs », selon M. Kouchner.

Jeur » sur ce dernier point. Mais la CSMF a surtout pris un virage ultralibéral en prônant - avec l'appui du groupe AXA - la mise en concurrence de la « Sécu » et des assurances privées.

Le gouvernement est prêt à faire un geste en direction des médecins, notamment en leur donnant un large accès à l'information médicale dont ils sont eux-mêmes les collecteurs. En revanche, il n'est pas disposé à accepter ce tournant libéral. « Nous ne sommes pas du bout de nos peines », reconnaît Bernard Kouchner, vendredi, en évoquant la maîtrise des dépenses de santé.

Jean-Michel Bezat

### Les assurés à la recherche de réponses individualisées

PEUT mieux faire. Ainsi pourrait être résumé le rapport annuel 1997, rendu public mercredi 24 juin, consacré par l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) aux relations des usagers avec les différents organismes de la Sécurité sociale. Certes la centaine d'inspecteurs de l'IGAS ont observé une amélioration dans la qualité des services depuis leurs précédents rapports (1993 et 1995), mais leur constat reste « en demi-teintes ».

Ainsi l'IGAS observe-t-elle que, si les caisses ont bonifié les conditions d'accueil des usagers (extension des horaires d'ouverture, réaménagement des locaux), le contact téléphonique « suscite une insatisfaction chronique » et les courriers adressés aux allocataires restent « laconiques, abscons et impersonnels ».

Précisation économique et vieillissement démographique ont, pourtant, insisté le rapport, profondément modifié les demandes. Aussi il est nécessaire de proposer « des réponses plus individualisées » à des assurés sociaux qui « expriment des besoins de plus en plus spécifiques ». Mais ceux-ci se heurtent à l'enfer-

vêtement des dispositions législatives et réglementaires, et à l'éclatement des multiples organismes, « un système complexe, générateur de dysfonctionnements et d'insatisfactions ». Le rapport des inspecteurs de l'IGAS préconise donc une simplification des formalités administratives, afin d'éviter l'émiettement des traitements des dossiers.

Le rapport donne acte aux caisses d'avoir privilégié leurs missions de base : liquider les prestations dans les délais, recouvrer au mieux les cotisations tout en faisant face à un accroissement de leur charge de travail. Mais « des possibilités d'amélioration demeurent », principalement dans le suivi des liquidations où subsistent des erreurs « sous forme de rappels ou de versements indus aux allocataires » qui, indique le rapport, « représentent des enjeux financiers non négligeables », citant les caisses d'allocations familiales ou la branche vieillesse de la Sécurité sociale. Enfin, l'IGAS pointe « la faiblesse du contrôle interne », qui souffre d'un manque de « réflexion stratégique ».

B. C.

## Les médecins girondins entre inquiétude et révolte

### BORDEAUX

Deux ans et demi après le lancement de la réforme Juppé sur la Sécurité sociale, les médecins girondins en dressent un bilan mitigé. Sur la croissance des dépenses de santé pendant les quatre premiers mois de 1998, que Martine Aubry a qualifiée d'« injustifiée », chacun a son explication. Bernard Plédran, président de MG France Gironde, se rassure : « A la différence des spécialistes et en particulier des radiologues, les généralistes sont dans les clous. Il faut ajouter l'épidémie de grippe jusqu'en avril. » Mais il accuse aussi : « Il n'y a eu aucun portage politique du plan Juppé par le gouvernement actuel, ce qui a incité les médecins ou laïques. Il ne s'est pas non plus attaqué en profondeur au secteur hospitalier, alors que la moitié des dépenses de médicaments sont dues aujourd'hui à l'externalisation des dépenses des hôpitaux. Le me demande même si la Confédération

des syndicats médicaux français n'a pas la stratégie de faire exploser les comptes de la Sécurité sociale pour imposer une assurance privée. »

« Pour ces gens issus de l'ENA, ce sont les chiffres qui parlent. Ils ne savent pas ce qu'est un homme »

La CSMF est en effet favorable à une assurance santé privée et à une évaluation individuelle des pratiques. « Mais les dépenses de santé augmentent toujours, assure Jean-Pierre Bouscau-Faure, président départemental de la

confédération et vice-président national. A cause des progrès médicaux et de l'allongement de la durée de vie. » Pour lui, l'ancien premier ministre et actuel maire de Bordeaux, « n'avait rien compris. Pour ces gens issus de l'ENA, ce sont les chiffres qui parlent. Ils ne savent pas ce qu'est un homme ».

Les médecins spécialistes restent eux dans l'expectative. Certains craignent le « laxisme » du gouvernement actuel, d'autres parlent de réflexion à mener. « Martine Aubry semble voir qu'on ne peut pas prendre des décisions de manière comptable », estime Michel Compain, spécialiste bordelais. Il reproche au plan Juppé la rigidité du taux d'évolution des dépenses et le système du médecin référent, selon lui une entrave à la liberté de choix du patient. Frédéric Laurentjoly, président du conseil de l'Ordre des médecins en Gironde, est du même avis mais demeure plus nuancé : « Le nouveau gouvernement a hérité d'une

situation, héritage du précédent gouvernement qui avait lui-même hérité, etc. Il va maintenant falloir trouver un équilibre entre l'économie de santé et le respect du patient. Cette mission ne sera remplie qu'avec la bonne volonté des médecins, des patients et des politiques. D'ailleurs, nous souhaiterions que le conseil de l'Ordre soit associé à titre consultatif aux prochaines discussions paritaires ».

Le président girondin de MG France, lui, considère le corps médical sous-informé sur le sujet et regrette qu'il soit naturellement peu poussé au changement : « Les médecins ont l'impression que ce sont de vrais libéraux alors qu'un tiers de leurs revenus est assuré par la Sécurité sociale. S'il existe d'autres moyens [que la réforme Juppé], pourquoi pas, mais je crains qu'on ne puisse pas échapper à notre responsabilité économique ».

Claudia Courtois

## Le plan Juppé : un vaste mouvement social et deux ans et demi d'incertitudes

● Le 25 juillet 1995, la commission des comptes de la Sécurité sociale annonce que le régime général est menacé d'un déficit cumulé proche de 180 milliards de francs, pour les années 1994, 1995 et 1996.

● Le 15 novembre 1995, Alain Juppé, premier ministre, présente un plan de refonte du système de santé. Principale mesure : c'est le Parlement qui fixera chaque année, dans le cadre d'un loi de financement de la Sécurité sociale, l'évolution des dépenses. Des conventions d'objectifs et de gestion seront conclues avec les caisses nationales. Parmi les dispositifs de maîtrise des dépenses d'assurance-maladie, est instauré un système de reversement si les médecins dépassent le taux annuel fixé par le Parlement.

● Novembre-décembre 1995, c'est la longue grève des agents de la fonction publique, qui refusent que leurs régimes de retraite spécifiques soient rattachés au régime général des salariés, ce que prévoyait le plan Juppé.

● Le 25 avril 1996, publication au Journal officiel de trois ordonnances concernant l'organisation de la Sécurité sociale, la maîtrise médicalisée des dépenses de santé et la réforme de l'hospitalisation publique.

● Le 16 juillet 1996, Jean-Marie Spaeth, secrétaire national de la CFDT, est élu président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAAMTS), à la suite d'un accord entre le patronat et trois syndicats (CFDT, CFTC et CFE-CGC). M. Spaeth met ainsi fin à la suprématie de FO, qui détenait ce poste depuis 1967.

● Le 4 septembre 1996, le gouvernement nomme, en conseil des ministres, les vingt-deux directeurs d'agence régionale de l'hospitalisation. Ils ont pour charge de gérer les dotations financières allouées à ce secteur, de préparer des contrats d'objectifs avec les établissements et de procéder aux restructurations.

● A l'automne 1996 le Parlement vote le premier projet de loi de financement de la Sécurité sociale, présenté par le gouvernement Juppé. Le déficit du régime général est fixé à 30,4 milliards de francs pour 1997 : différentes mesures de prélèvement et d'économie, d'un montant de 17,5 milliards de francs, ont été prises. L'objectif du gouvernement est de réduire le déficit à 12,3 milliards de francs en 1998 et à 7,8 milliards de francs en 1999.

● Le 28 février 1997, MG-France, syndicat majoritaire chez les médecins généralistes, signe une convention avec la CNAAMTS, qui prévoit, notamment, des reversements en cas de dépassement des dépenses. L'UCCSF (chirurgiens) signe cette convention pour les médecins spécialistes. Trois autres syndicats (CSMF, FFM et SMF) refusent le principe de ce reversement.

● Au printemps 1997 les internes, contestant la réforme Juppé,

suivent un mouvement de grève des soins et des urgences, qui dure plus d'un mois. Ils refusent principalement le principe des sanctions financières en cas de dépassement.

● Durant l'été 1997, après la victoire de la gauche aux élections législatives, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, tentent de renouer le dialogue avec les médecins, tout en affirmant que le nouveau gouvernement n'a pas l'intention de relâcher la pression sur la maîtrise des dépenses de santé.

● A l'automne 1997 la deuxième loi de financement de la Sécurité sociale est adoptée. Elle intègre différentes mesures d'économie et des nouveaux prélèvements, pour un montant de 21 milliards de francs. Le gouvernement s'est engagé à réduire le déficit du régime général à 12 milliards de francs pour 1998 et à atteindre l'équilibre en 1999.

● En mai 1998, selon les estimations de la commission des comptes de la Sécurité sociale, le régime général devrait en 1997 un déficit de l'ordre de 12,9 milliards de francs, soit un tout petit peu plus que les objectifs fixés par la loi de financement de 1997.

● En juin, il faut constater que, pour les quatre premiers mois de l'année 1998, les dépenses de l'assurance-maladie ont augmenté de plus de 6 % par rapport à la même période en 1997. La tendance semble de nouveau à l'augmentation des dépenses. Mme Aubry, inquiète de « ces graves dérives », annonce qu'elle prépare des « mesures fortes » pour enrayer la dérive des dépenses.

● Le 26 juin 1998, le Conseil d'Etat, saisi par plusieurs syndicats de médecins qui contestent la convention médicale, annule la convention liant les médecins spécialistes aux caisses d'assurance-maladie.

Bruno Causse

**MASTERS ESG**

12 formations de 3ème cycle en alternance, pour titulaires Bac+4 et plus et cadres

- FINANCES
- AUDIT ET CONTRÔLE DE GESTION
- GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
- ASSURANCE ET PATRIMOINES
- FISCALITE, DROIT DES AFFAIRES
- GESTION DES ENTREPRISES
- MARKETING
- COMMERCE INTERNATIONAL
- TOURISME ET LOISIRS
- EUROPEAN MBA
- AMERICAN MBA
- LATIN AMERICAN MBA

Ecole Supérieure de Gestion  
25 rue Saint-Amand - 75011 Paris  
Tel : 01.53.36.41.00  
Fax : 01.43.55.73.74  
Internet : http://esg.fr

25 من الـ 10

## L'image de la droite dans l'opinion publique s'est profondément dégradée depuis un an

L'association du RPR et de l'UDF n'apparaît pas comme une base de reconstruction convaincante

C'est dans un climat déprimé que les dirigeants du RPR, de l'UDF et de Démocratie libérale célèbrent, samedi 27 juin, à Port-Marly, dans les

Yvelines, la naissance de l'Alliance pour la France. Tous les sondages confirment que cette initiative n'est pas convaincante et que les Fran-

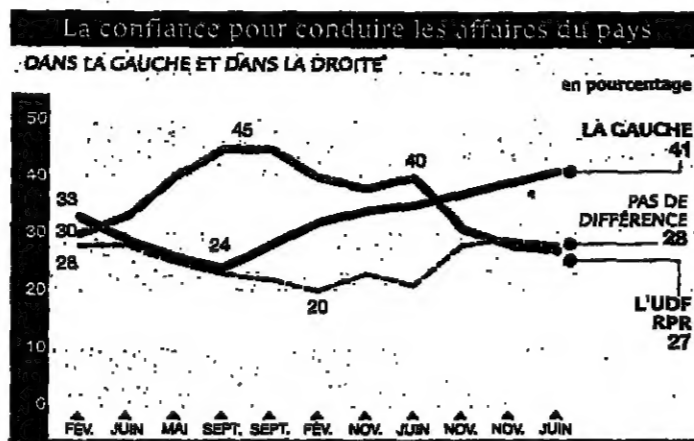
çais ne font pas confiance, actuellement, à l'opposition de droite RPR-UDF pour résoudre les problèmes du pays

SON ÉCHEC aux législatives de 1997 avait assomé la droite et ébranlé son image dans l'opinion publique. Ses nouvelles déconvenues aux élections régionales et cantonales du printemps, son impuissance face à la menace du Front national et les divisions de ses dirigeants ont achevé de la discréditer. Même en 1988-1989, au début du second septennat de François Mitterrand, elle n'avait pas connu situation aussi calamiteuse.

Pour l'heure, rien ne semble plus retentir la droite dans cette dégringolade : ni les hommes, ni les partis, ni les idées. Le baromètre mensuel de la Sofres de juin en témoigne. La cote d'avenir des personnalités de droite - c'est-à-dire l'espoir des personnes interrogées de leur voir jouer un rôle important - y est plus basse que jamais. Le président du RPR, Philippe Séguin, ne recueille plus que 35 % d'opinions positives (en recul de 6 points en un mois), Charles Pasqua 32 %, Edouard Balladur 31 %, Nicolas Sarkozy 28 %. Les frères ennemis de l'UDF sont moins bien lotis encore puisque Alain Madelin, président de Démocratie libérale, recueille 29 % de bonnes opinions et François Bayrou, président de Force démocrate, 26 %. Autrefois coqueluche des sondages, le président sortant de l'UDF, François Léotard s'efface, avec 19 % de bonnes opinions.

Dans le même temps, Lionel Jospin parade à 64 %. Plus encore pour la droite, le premier ministre est en passe de recueillir une majorité d'opinions favorables dans l'électorat du RPR et surtout de l'UDF, aussi bien dans les dernières enquêtes de Louis-Harris que de l'Ifop ou d'Ipsos. Les sympathisants de la droite républicaine, eux-mêmes, se montrent très sévères pour les leaders du RPR et de l'UDF : 77 % d'entre eux considèrent que les rivalités entre ces responsables sont l'un des principaux facteurs de discrédit de la droite.

L'image des partis politiques de droite n'est pas meilleure. Depuis un an, les deux principales d'entre eux ont perdu une dizaine de points. En juin, selon la Sofres, le RPR ne recueille plus que 32 % de bonnes opinions, contre 38 % de mauvaises. La situation de l'UDF est encore pire : 26 % de bonnes opinions contre 63 % de mauvaises. En mars déjà, un sondage réalisé par



La question posée par la Sofres est la suivante : « A qui feriez-vous le plus confiance pour conduire les affaires du pays : à la gauche ou au RPR et à l'UDF ? »

la Sofres sur l'image des formations politiques faisait apparaître que l'UDF avait pratiquement perdu toute identité politique aux yeux des Français : moins de 10 % d'entre eux l'estimaient capable d'assurer le bon fonctionnement de l'économie (contre 25 % au RPR et 37 % au PS), 6 % de défendre les intérêts des Français (contre 21 % au RPR et 36 % au PS).

### PRÉÉMINENCE DE LA GAUCHE

Cet effondrement de l'image de l'UDF et, à un moindre degré, du RPR, est d'autant plus spectaculaire que, dans le même temps, le crédit des partis de la majorité est au plus haut : 56 % des personnes interrogées ont une bonne opinion du Parti socialiste (contre 36 % de mauvaises), tandis que les Verts sont crédités de 49 % de bonnes opinions et le Parti communiste de 35 %.

Une enquête réalisée du 27 au 29 mai par la Sofres sur l'image comparée de la droite et de la gauche fait ressortir encore plus brutalement l'absence actuelle d'alternative crédible à la gauche. Deux Français sur cinq (41 %) font davantage confiance à cette dernière pour conduire les affaires du pays, contre 27 % seulement à la droite. Cet avantage de 14 points est sans précédent depuis que la Sofres réalise cette enquête (1984).

Domaine par domaine, cette prééminence de la gauche s'est renforcée depuis un an. Celle-ci était traditionnellement créditée d'une

plus grande capacité pour lutter contre l'exclusion, maintenir les avantages sociaux, voire créer des emplois. Depuis la nomination de Lionel Jospin à Matignon, elle a accentué son avance dans ces do-

maines. 51 % des personnes interrogées font davantage confiance à la gauche pour lutter contre l'exclusion (contre 15 % à la droite) et 44 % la jugent plus capable de créer des emplois (contre 17 % à la droite).

Mais, dans le même temps, la gauche a fortement renforcé son crédit en matière économique. 37 % des Français la jugent désormais mieux à même d'assurer le bon fonctionnement de l'économie française (en hausse de 7 points depuis novembre 1997), contre 27 % qui font davantage confiance à la droite. La gauche devance également la droite sur ses points forts traditionnels : la défense du franc, la diminution des impôts et des charges, la réduction des déficits. Elle fait même jeu égal quand il s'agit de faire face au problème de l'immigration. La crédibilité de la droite ne reste plus forte qu'en matière de lutte contre l'insécurité et de renforcement du rôle de la France dans le monde. Malgré son socle pour reconstruire une opposition.

Gérard Courtois

## Le SNUI plaide pour une « profonde réforme fiscale »

LE SYNDICAT NATIONAL UNIFIÉ DES IMPÔTS (SNUI), majoritaire dans l'administration fiscale, plaide en faveur d'une « profonde réforme fiscale ». Estimant que « l'impôt sur le revenu doit redevenir un outil de redistribution des richesses », il estime qu'« il faut redonner un sens à sa progressivité, notamment en supprimant ou en limitant fortement les moyens d'y échapper qui sont indûment accordés aux détenteurs des plus hauts revenus » au travers « des prélèvements libératoires, de l'avoir fiscal, des exonérations ou réductions d'impôt ». Pour l'impôt sur la fortune, le SNUI se prononce pour un élargissement de l'assiette aux biens professionnels et aux œuvres d'art. « Sans changement de taux, conclut-il, cette taxation deviendrait ainsi autre chose qu'un symbole. »

### DÉPÊCHES

■ **VICHY** : la ville de Montpellier, dirigée par le socialiste Georges Frêche, aura sa rue de « Vichy » (22 juin 40-6 juin 44), bordant le conseil régional Languedoc-Roussillon, a décidé, vendredi 26 juin, son conseil municipal, malgré la présence d'une délégation de Vichy, conduite par son maire (UDF), Claude Malhuret. Les quarante-neuf élus de gauche ont précisé que le mot « Vichy » serait entouré de guillemets et suivi des deux dates limitant la période. Un élu de droite a voté contre, cinq de ses collègues et un élu FN s'étant auparavant abstenus. M. Frêche entend ainsi dénoncer « l'alliance entre le FN et le président de la région, Jacques Blanc », exclu de l'UDF.

■ **EUROPE** : l'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors, a critiqué, vendredi 26 juin, sur l'antenne de France-Inter, les « conceptions » européennes de Jacques Chirac et de Lionel Jospin. « Ce sont des Européens de raison et non pas des Européens de cœur », a expliqué M. Delors. « Ils veulent une Europe forte avec des institutions faibles. Ça ne marchera jamais. » Ce socialiste a également regretté que la France soit « le seul pays des quinze dans lequel, après un conseil européen, le premier ministre ne va pas au Parlement pour expliquer ce qui s'est passé ».

■ **ALSACE** : le conseil régional d'Alsace a donné son accord de principe pour la construction d'un nouvel hôtel de la région, à Strasbourg, a-t-on appris samedi 27 juin. L'UDF, le RPR, le Mouvement régionaliste d'Alsace et les écologistes, qui totalisent 24 voix, ont approuvé l'affectation de 35 millions de francs pour l'hôtel, dans le cadre du budget supplémentaire adopté de 986 millions de francs, dont 150 millions pour les dépenses nouvelles. Les 22 voix du PS et du FN se sont opposées au projet.

## L'Alliance n'est crédible que pour le tiers des sympathisants du RPR et de l'UDF

LANCÉE le 14 mai par Philippe Séguin et François Léotard pour regrouper tous les courants de la droite républicaine et reconstruire l'opposition sur des bases neuves, l'Alliance pour la France avait été saluée, sur le moment, comme la première initiative positive du RPR et de l'UDF, un an après la dissolution manquée du printemps 1997. Quelques semaines plus tard, l'opinion publique a tranché. L'Alliance n'apparaît guère que comme un replâtrage manqué, et ses dirigeants le savent bien qui ont réduit au strict minimum, samedi 27 juin, à Port-Marly, ce qui devait être la grande fête de lancement de l'Alliance.

Deux sondages réalisés les 15 et 16 mai, au lendemain de l'annonce de leur projet par les présidents du RPR et l'UDF, témoignaient déjà d'un sérieux scepticisme. Selon CSA, 35 % des personnes interrogées faisaient confiance à l'Alliance pour proposer un projet et une alternative crédible à l'actuelle majorité de gauche : 41 % en revanche ne faisaient pas confiance à cette structure et 24 % ne se prononçaient pas. Toutefois, une majorité de sympathisants de la droite (56 %) à l'UDF et 62 % au RPR) voulaient quand même y croire.

L'enquête d'Ipsos, au même moment, le confirmait. L'Alliance était accueillie par les Français avec « indifférence » (43 %) et

« scepticisme » (22 %), tandis que 21 % saluaient cette initiative avec « espoir ». Même chez les sympathisants du RPR et de l'UDF l'espoir (43 %) ne l'emportait que d'extrême justesse sur l'indifférence et le scepticisme (41 %) ; mais les deux tiers d'entre eux, tout de même, croyaient que l'Alliance permettrait de mettre en place un nouveau projet répondant à leurs attentes.

Il n'a pas fallu longtemps pour que les Français, de gauche comme de droite, concluent à l'échec de cette opération. Un sondage de CSA, réalisé le 28 mai, a fait apparaître que moins du quart des personnes interrogées (23 %) pensent qu'avec l'Alliance la droite est en bonne voie pour se reconstruire et il ne s'en trouve guère plus de cet avis parmi les sympathisants de droite (36 %). En revanche, 59 % des Français et presque autant chez les électeurs de droite (57 %) concluent, dès ce moment, que la droite ne pourra s'en sortir qu'en changeant totalement d'équipiers dirigeants et d'idées. Plus cruel encore, une nette majorité de Français estime que le RPR et l'UDF ont beaucoup à apprendre de la gauche sur la manière d'expliquer sa politique, la capacité à renouveler ses dirigeants et l'organisation d'une majorité « plurielle ».

G. C.



## Le déroulement du baccalauréat et du brevet des collèges a connu quelques aléas

Des couacs sous forme d'enveloppe ouverte par erreur ou de sujet déjà donné l'an passé

Le seul candidat aveugle au baccalauréat, à qui l'on a confié, en braille mais prématurément, le sujet d'anglais, a dû dormir dans l'appartement

du proviseur de l'établissement où il passait l'épreuve, pour prévenir tout risque de fuite. Moins anecdotique et plus grave, les candidats

à l'épreuve anticipée de français ont, eux, étudié un texte déjà donné l'an dernier dans l'académie de la Réunion.

LE DÉROULEMENT du baccalauréat comporte toujours quelques aléas de gravité variable. La session 1998 n'a pas échappé à la règle, bien qu'elle n'ait pas atteint les sommets de 1995, et a livré en prime l'une des histoires les plus originales que l'on ait jamais entendues sur le sujet. Mercredi 17 juin, un candidat aveugle de l'académie d'Aix-Marseille, le seul sur le territoire national, devait composer sur l'une des épreuves, transcrite en braille, qui n'était pas l'anglais. Mais c'est cette enveloppe que l'on a ouvert par erreur. Et le candidat a travaillé toute la matinée sur le texte d'anglais que plus de 300 000 de ses condisciples devaient découvrir le lendemain matin.

Immédiatement prévenu, le directeur des enseignements scolaires, Bernard Toulemonde, a adopté une mesure qui, pour être de bon sens, n'en était pas moins audacieuse. Plutôt que de faire acheminer des sujets de secours dans quelques milliers de centres d'examen - c'était le risque de cette session à épreuves nationales -, M. Toulemonde a demandé au proviseur du lycée dans lequel s'était déroulée l'épreuve de garder le candidat avec lui, afin de prévenir toute fuite. Pour atténuer la rigueur de cette mise au secret, la famille du candidat l'a rejoint peu après et tout le monde a passé la nuit... chez le proviseur. Quand il le faut, l'éducation nationale sait faire preuve d'hospitalité ! Et d'imagination.

Ce n'est pas toujours le cas des inspecteurs généraux qui choisissent les sujets du baccalauréat. Ces derniers ont tant aimé le « *texte argumentatif* » proposé en 1997 dans l'académie de la Réunion pour l'épreuve anticipée de français qu'ils l'ont repropose cette an-

née aux candidats des séries générales sur tout le territoire métropolitain. De leur côté, les éditions Nathan l'avaient tant apprécié qu'elles l'ont fait figurer dans leurs annales.

Bon nombre de petits chancieux avaient donc étudié en classe ce texte de Fontenelle tiré des *Entretiens sur la pluralité des mondes* (1686), ou en avaient lu le corrigé dans leurs annales préférées. Un syndicat d'enseignants, le Snaic (Syndicat national des lycées et collèges) s'en est ému et dénonce « la légèreté qui a présidé au choix de ce sujet national ». Quelques professeurs rebelles du Calvados ont même écrit au recteur de l'académie de Caen, Maryse Quéré, qu'ils ne corrigeraient aucune copie, en guise de protestation. Mais « puisque le ministre de l'éducation nationale n'avait pas décidé d'annuler l'épreuve », le recteur a prié les enseignants par retour de courrier d'assurer leur rôle de correcteur.

Sans doute conquis comme leurs collègues de lettres par le bon précepte *Bis repetita placent*, les inspecteurs d'espagnol l'ont également appliqué au baccalauréat technologique et professionnel. Le même texte d'espagnol a été proposé le matin aux candidats du « bac techno » et l'après-midi à ceux du « bac pro ». On n'en avait peut-être pas trouvé d'autre.

Les philosophes ont eu plus de goût, que les puristes se rassurent. Certains d'entre eux s'étonnaient que l'on ait pu donner pour l'épreuve de philo de la série S un texte signé d'Aristote dont l'authenticité est discutée dans la communauté savante. Pierre Aubenque, spécialiste incontesté de la pensée aristotélicienne, indique

que ce texte sur l'*alter ego* fait partie de l'« *Aristote perdu* », identifié par fragments ou écrit par ses disciples après sa mort. « Ce n'est pas une grossière erreur de l'avoir donné à des candidats au bac. Même si Aristote n'a pas écrit ce texte, il en a développé l'idée ailleurs, dans une rhétorique payée moins bonne », explique-t-il. Out.

### FAUTE D'ORTHOGRAPHE

Certains candidats au BTS ont eu moins de chance. Le sujet qui leur était proposé dans une discipline technique comportait trois erreurs. Ils en ont été informés au fur et à mesure de l'épreuve, jusqu'à 11 h 58, deux minutes avant le moment fatidique du ramassage des copies. On leur a accordé alors une heure de plus pour composer. Tant pis pour ceux qui étaient déjà partis faute d'avoir tout compris.

Quant aux candidats du brevet des collèges, ils ont passé cette année un excellent galop d'essai en matière de couacs. Des élèves de troisième dans l'académie de Paris ont failli tomber de leur chaise en lisant le sujet de français : une vi-

laine faute d'orthographe y figurait ! On demandait de rédiger « un article de journal » : « *Voire réch, vos descriptions, outre qu'ils informèrent le lecteur, leur [sic] donneront à réfléchir sur la lâcheté et le courage des êtres humains.* » Les collègues des académies méditerranéennes (Aix-Marseille, Montpellier et Nice) devront repasser lundi 29 juin leur épreuve d'histoire et géographie, en raison de l'ouverture prématurée d'une enveloppe de sujets. Les recteurs des académies de Toulouse et de Corse ont en revanche jugé que les risques de fuite avaient été minimes et qu'il ne s'agissait pas d'un concours. Les élèves de ces académies ne retourneront donc pas au collège lundi. Quant aux autres, auxquels on avait dit qu'il était inutile de revenir le 29 juin, car les livres étaient rendus, les conseils de classe passés et les professeurs disparus pour cause de correction, ils en seront pour leurs frais. Les absents à l'épreuve auront zéro. Et le sentiment d'une copieuse injustice.

Béatrice Gurrey

## Réclusion criminelle pour les deux meurtriers néo-nazis de Bordeaux

LA COUR D'ASSISES de la Gironde a condamné, vendredi 26 juin, Vincent Parera et Philippe Vigneau, deux anciens militants néo-nazis, jugés depuis le 22 juin pour le meurtre d'un garagiste bordelais et l'agression d'un médecin toulousain, en 1995 (*Le Monde* du 27 juin). Le premier s'est vu infliger une peine de vingt ans de réclusion criminelle. Le second a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une peine de sûreté de vingt-deux ans. Les deux hommes, anciens membres du Parti nationaliste français et européen (PNFE), puis du Front national, avaient choisi leurs victimes en fonction de leurs patronymes, à consonances juive et asiatique. Philippe Vigneau, qui a nié l'ensemble des faits, a en outre été reconnu coupable de l'assassinat d'un jeune homme de Montpellier, qu'il avait tué, toujours en 1995, pour prendre son identité. Dans son réquisitoire, l'avocat général, Marc Robert, avait stigmatisé l'obsession de « la suprématie de la race blanche » des deux meurtriers, les estimant « dangereux pour la société ». (Corresp.)

## Nouvelles interpellations en Corse dans les milieux agricoles

DEUX AGRICULTEURS nationalistes corses sont actuellement visés par une information judiciaire liée à l'assassinat du préfet Claude Erignac. Gérard Serpentin, a été mis en examen et écroué, vendredi 26 juin, par le juge d'instruction parisien Laurence Le Vert pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Il est soupçonné d'avoir participé à des opérations d'intimidation à l'encontre de M. Erignac dans le cadre d'actions syndicales agricoles. Mathieu Filidori, dont le nom figurait parmi les bénéficiaires de prêts abusifs consentis par la caisse régionale du Crédit agricole de Corse, est également suspecté d'avoir contribué aux manœuvres de déstabilisation ayant précédé le meurtre du préfet Erignac. Son placement éventuel en détention provisoire sera décidé par le juge, mardi 30 juin, à l'issue d'un débat contradictoire. Si la piste des milieux agricoles semble toujours privilégiée par les enquêteurs, depuis l'interpellation de Marcel Lorenzoni (*Le Monde* du 11 février), aucun élément déterminant ne semble avoir été découvert à ce jour pour identifier les assassins du préfet.

## M. Chevènement émet des réserves sur le concert de Jean-Michel Jarre prévu pour le 14 juillet

A UN PEU PLUS de deux semaines du 14 juillet, le concert géant de Jean-Michel Jarre annoncé par le maire de Paris, Jean Tiberi, est assez mal parti. Devant une centaine de journalistes de la presse française et internationale, conviés le 25 juin à l'Hôtel de Ville, les deux hommes avaient présenté cette « *nuît électronique* » qui devait célébrer, au soir de la fête nationale et sur le Champ de Mars, la fin du Mondial. Cette annonce en fanfare a dû siffler aux oreilles du préfet de police de Paris : Philippe Massoni venait d'exprimer sa « *réserve* », le 22 juin lors du Conseil de Paris, face aux problèmes de sécurité posés par le spectacle du compositeur fétiche des maires successifs de la Ville, Jacques Chirac et Jean Tiberi. « Dans l'attente du dossier technique » promis par la mairie, le préfet s'était alors déclaré dans l'impossibilité d'apprécier « les forces de renfort nécessaires » à la sécurité d'une manifestation « pouvant rassembler jusqu'à un million de spectateurs ».

Le bras de fer implique désormais le ministre de l'intérieur, dont dépend l'affectation des forces mobiles de sécurité sur l'ensemble du territoire. Par une lettre adressée vendredi 26 juin au maire de Paris, Jean-Pierre Chevènement a appuyé la démarche de M. Massoni, rendant plus hypothétique la manifestation prévue par la mairie : « Le préfet de police m'a rendu compte qu'il ne disposait pas, à ce jour, des dossiers techniques relatifs tant au feu d'artifice du 14 juillet qu'au concert de Jean-Michel Jarre, nécessaires à l'examen par ses services des mesures de sécurité devant être adoptées pour ce type de manifestations, en dépit des demandes qui ont été adressées en ce sens à vos services. » Alors que les membres des CRS et de la gendarmerie mobile ont été mis à rude épreuve par le Mondial et qu'ils ont droit à des repos, avant d'être à nouveau mobilisés par des

événements comme le Tour de France, « la disponibilité des forces mobiles, indispensables pour permettre le déroulement de ces manifestations le 14 juillet, ne saurait être acquise », a souligné le ministre. Les villes de villégiature attendent en outre leurs renforts saisonniers en effectifs et « le report, ne fût-ce que de quelques jours, de la prise en charge de telles missions ne manquerait pas de susciter de vives réactions de la part des élus et des populations concernées ».

### « INITIATIVE PRÉCIPITÉE »

A ces arguments techniques, et compte tenu des batailles déchirant le RPR, le groupe PARIS, présidé par Jacques Toubon, a ajouté des considérations plus polémiques. « L'initiative précipitée » de M. Tiberi ferait courir « un danger extrême » à cause du « désordre » des hooligans restés à Paris, deux jours après la fin du Mondial, et serait surtout destinée « à consoler les Parisiens de leur déception consécutive à la fête des géants ». A quoi M. Tiberi a répondu : « La Coupe du monde sera derrière nous le 14 juillet, il n'y a donc aucune raison objective pour s'opposer à ce genre de concert. »

Le rappel à l'ordre du ministre, qui invite le maire « à transmettre les dossiers techniques afférents (...) dans les meilleurs délais possibles au préfet de police », sera-t-il entendu ? Vendredi 26 juin en soirée, la préfecture n'avait reçu, en guise de dossier technique, qu'une « simple lettre d'intention » envoyée par l'organisateur du spectacle, Jean-Claude Camus, producteur habituel de Johnny Hallyday et signataire de la liste de soutien au candidat Jacques Chirac en 1995. Dans l'attente d'éléments plus complets, personne ne sait vraiment, à ce jour, ce qu'il adviendra de la « *nuît électronique* » du 14 juillet.

Erich Inciyan

PROFITEZ DU DYNAMISME DES MARCHÉS D' ACTIONS EN MAÎTRISANT LE RISQUE :



Téléphone : 0 800 800 100  
Fax : 01 55 37 56 10

DERRIÈRE LES CHIFFRES, IL Y A LES HOMMES.

Je souhaite recevoir sans engagement de ma part une documentation sur AXA Patrimoine Vitalité

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Tél Domicile ..... Tél Bureau .....

A compléter et renvoyer à AXA Investment Managers Paris, Service des placements, 46, avenue de la Grande Armée, 75017 Paris.

## HORIZONS

ENQUÊTE

## 6 VOYAGE INDISCRET AU CŒUR DE L'ÉTAT

## La faillite en 2010 ?

**Sous les coups de boutoir du marché, l'Etat est poussé à se comporter comme un agent économique ordinaire. Il tarde à le faire, parce que ses experts financiers savent qu'à ce compte l'accumulation des dettes - retraites des fonctionnaires et des agents des services publics ouverts au capital privé, « sinistres » du type Crédit lyonnais, endettement des autoroutes, etc. - aboutirait à un dépôt de bilan**

**L** est des histoires qui ont été si souvent racontées que l'on pense en avoir percé tous les mystères. Il en va ainsi de cette sombre affaire dite de la « soule » de France Télécom. A première vue, ce n'est jamais que l'un des innombrables tours de passe-passe budgétaires qui ont fleuri au cours de ces dernières années dans les cerveaux très imaginatifs des hauts fonctionnaires de la direction du budget, quand la mission leur est confiée, tantôt par un gouvernement de gauche, tantôt par un gouvernement de droite, de « bouclier » un projet de loi de finances a priori infaillible.

Quand, durant le printemps 1996, le gouvernement d'Alain Juppé s'est mis à préparer le projet de budget pour l'année suivante, celui de 1997, les experts de Bercy se sont, en effet, vite rendu compte que la France était menacée d'une véritable catastrophe. Alors qu'à la fin de cette année 1997, elle devait impérativement abaisser ses déficits à 3 % du produit intérieur brut (PIB) pour être au rendez-vous de Maastricht, il était clair qu'il manquerait une bonne quarantaine de milliards de francs pour boucler l'exercice, de telle sorte qu'il soit en conformité avec les sacro-saints critères de convergence.

C'est alors que les « crânes d'œuf » de Bercy ont fait cette trouvaille. Ils ont eu l'idée biscornue de monter une « tuyauterie » entre les comptes de France Télécom et ceux de l'Etat, l'établissement public versant une soule de 37,5 milliards de francs à l'Etat, et ce dernier prenant à sa charge, en contrepartie, le paiement des retraites des agents de la société. Une opération un peu tirée par les cheveux, mais qui a très opportunément permis au gouvernement d'abaisser ses déficits publics de 0,45 point de PIB. Sans cela, la France ne se serait pas qualifiée pour l'euro.

Voilà donc ce que l'on a retenu de l'épisode : une astuce pour que la France ne rate pas le départ du train de l'euro. Dans cette affaire, il y a, pourtant, un autre versant, autrement plus important. Un versant sur lequel on rencontre une question rarement évoquée, mais qui, dans les prochaines années, pourrait devenir explosive : s'il ne modifie pas ses règles de fonctionnement, l'Etat ne risque-t-il pas de connaître prochainement une crise financière majeure ?

**D**ANS le « deal » entre France Télécom et l'Etat, on a surtout retenu les 37,5 milliards de francs que la première apportait très opportunément au second. On s'est assez peu intéressé à la contrepartie : la prise en charge des retraites des agents de France Télécom par l'Etat. Or, cette contrepartie constitue une véritable « bombe » budgétaire : l'Etat va devoir payer les retraites des agents des télécommunications sur les trente ou quarante ans qui viennent, pour un montant évalué, par un rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale, à 251 milliards de francs. Sur ce montant, France Télécom a donc apporté une « soule » de 37,5 milliards de francs, à laquelle s'ajoutera une contribution employeur, versée annuellement, pour un montant qui devrait permettre de couvrir 99 milliards de francs de charges de retraites actualisées. Au total, la charge transférée sur le budget de l'Etat atteindra donc la somme fabuleuse de 114,5 milliards de francs actualisés.

Comment sera-t-elle financée ? Qui paiera : les contribuables d'aujourd'hui ou bien ceux de demain ? Questions sans objet : l'Etat, qui par définition est toujours solvable, verra plus tard... Ainsi le veut le principe intangible de l'« annuité » budgétaire : provisionner plusieurs années, voire plusieurs décennies à l'avance des charges, même inéluctables, reviendrait à préjuger du choix des électeurs et des décisions du législateur, dont l'une des principales prérogatives est le vote, chaque année, du

budget. Ce serait donc contrevenir à un principe démocratique essentiel, garanti par la Constitution et traduit dans la loi organique de 1959 sur les finances publiques.

Le budget de la France est, en effet, par construction, assez proche de la trésorerie d'une épicerie de village, tout juste un peu plus sophistiquée. C'est une comptabilité de caisse, avec des entrées (les recettes) et des sorties (les dépenses), mais rien de plus. Rien à voir, donc, avec le bilan d'une entreprise. « Cela peut paraître surréaliste, à l'approche du XXI<sup>e</sup> siècle, mais c'est ainsi : l'Etat ne sait que très approximativement ce qu'il possède et n'a aucune idée de la valeur de ces

Dans le « deal » entre France Télécom et l'Etat, on a surtout retenu les 37,5 milliards de francs que la première apportait très opportunément au second. On s'est peu intéressé à la contrepartie : la prise en charge des retraites des agents de France Télécom par l'Etat

biens : il n'a pas la moindre idée du coût de ses services ; il se soucie encore moins de mettre de l'argent de côté, même quand il sait qu'il a devant lui des charges financières incontestables ; et il ignore tout des pratiques d'amortissement, en vigueur dans le secteur privé. Bref, les comptables de l'Etat méconnaissent totalement ce qu'est un bilan : il n'y a aucun moyen de connaître l'actif et le passif de l'entreprise « France ». Il n'y a ni provisions, ni immobilisations... », admet un haut fonctionnaire de Bercy.

S'il fallait faire ainsi le décompte de la valeur du patrimoine public, sait-on à combien il conviendrait de « valoriser » le réseau routier ? Et sur quelle période faudrait-il prendre en compte l'amortissement : sur vingt, trente ou quarante ans ? Ce sont des thématiques qui sont totalement étrangères à la comptabilité publique. Pour illustrer cette bizarrerie, le directeur du budget, Christophe Blanchard-Digne, aime à citer l'exemple de la loi de finances pour 1996 : cette année-là, il avait fallu renouveler la flotte d'hélicoptères de la protection civile, ce qui a pesé à hauteur de 1 milliard de francs sur les comptes publics, alors que, si les appareils avaient été amortis, il y aurait eu de l'argent en réserve, et l'opération aurait été quasi neutre pour le budget de l'Etat.

Dans le petit microcosme de Bercy, l'affaire de la « soule » de France Télécom a agi comme un révélateur. On s'est pris à penser que des bombes à retardement de ce genre-là, il y en a d'autres, beaucoup d'autres, et qu'il serait peut-être temps d'en faire le recensement... Pire : ces bombes risquent, au moins pour certaines d'entre elles, d'exploser beaucoup plus vite qu'on ne le pense. Et puis, surtout, il y a une dernière raison, qui risque de bousculer les règles anciennes de fonctionnement du budget. Une raison qui tient aux effets de la mondialisation et de la déréglementation, et que cette affaire de « soule » révèle également.

Le débat entre ceux qui défendent le rôle traditionnel de l'Etat, estimant qu'il obéit à des règles propres et ne peut s'appliquer simplement celles des marchés, et ceux qui, partisans du libéralisme, préconisent une adaptation des procédures publiques pour qu'elles tiennent mieux compte des impératifs de compétitivité, est, de fait, ancien. La controverse scolastique entre les partisans du vieux principe de l'annuité budgétaire et ceux qui souhaitent que l'Etat dispose d'un bilan, au même titre qu'une banale entreprise, aurait pu se poursuivre durant des lustres, sans que rien change.

Mais, précisément, quelque chose a changé. Et ce « quelque chose » risque d'avoir des effets bouleversants, modifiant très profondément la place de l'Etat dans l'économie.

C'est, en effet, ce que révèle aussi l'affaire France Télécom. « A cause d'évolutions irréversibles liées à l'ouverture à la concurrence et à un mouvement mondial de déréglementation », explique un membre de la direction du Trésor, le gouvernement a été contraint, même s'il ne l'a pas avoué de but en blanc, d'ouvrir le capital de l'entreprise. Comme à chaque fois que l'on fait appel au marché, il a donc fallu avoir recours à des experts-comptables pour qu'ils certifient ses comptes. Or, bien évidemment, ceux-ci auraient refusé de le faire sans qu'apparaisse, d'une manière ou d'une autre, dans les

comptes de l'entreprise, cette charge extraordinaire de 251 milliards de francs de retraites. Pour l'Etat, accepter qu'une telle somme figure au bilan de l'entreprise, dont la valeur est à peine supérieure aux alentours de 300 milliards de francs - était tout autant inconcevable : la mise sur le marché serait devenue de facto impossible, à moins de brader l'entreprise.

C'est donc la véritable origine de la « soule » : puisque la privatisation partielle se passe bien, l'Etat n'a pas eu d'autre solution que de déléster France Télécom de ce boulet des retraites et de le prendre à sa charge. En quelque sorte, on a appliqué à l'entreprise un vieux principe libéral : les pertes ont été « socialisées », et les profits à venir ont connu un début de privatisation. De l'aveu du directeur financier d'une grande entreprise publique, « cette décision est donc

symptomatique d'une évolution qui risque de s'accélérer au fil des ans ». « De plus en plus, dit-il, les marchés financiers exigent de l'Etat les règles de transparence habituelles qui prévalent pour les entreprises. » En quelque sorte, sous les coups de boutoir du marché, l'Etat est de plus en plus contraint, en même temps qu'il réduit ses déficits, à faire la clarté dans ses comptes et à ne plus user de ses tours de passe-passe habituels.

En clair, la question explosive du bilan de l'Etat, toujours caché, toujours mystérieux, est devenue une question d'actualité. Quand, en 1996, Jean Arthuis a demandé à l'agent comptable central du Trésor, Jean-Jacques François, d'engager une réflexion sur la comptabilité patrimoniale de l'Etat, tout le monde a cru qu'il ne s'agissait que de la lubie d'un ministre des finances, lui-même ancien expert-comptable. En fait, il y a beaucoup plus que cela. Dans de nombreux pays développés, le débat émerge, et les experts en finances publiques se passionnent pour la Nouvelle-Zélande, pays qui joue les précurseurs en matière de comptabilité patrimoniale : le gouvernement y publie, chaque année, un véritable bilan de l'Etat, avec actif, passif, immobilisations et provisions. Le management national rend ainsi, régulièrement, des comptes à ses citoyens-actionnaires...

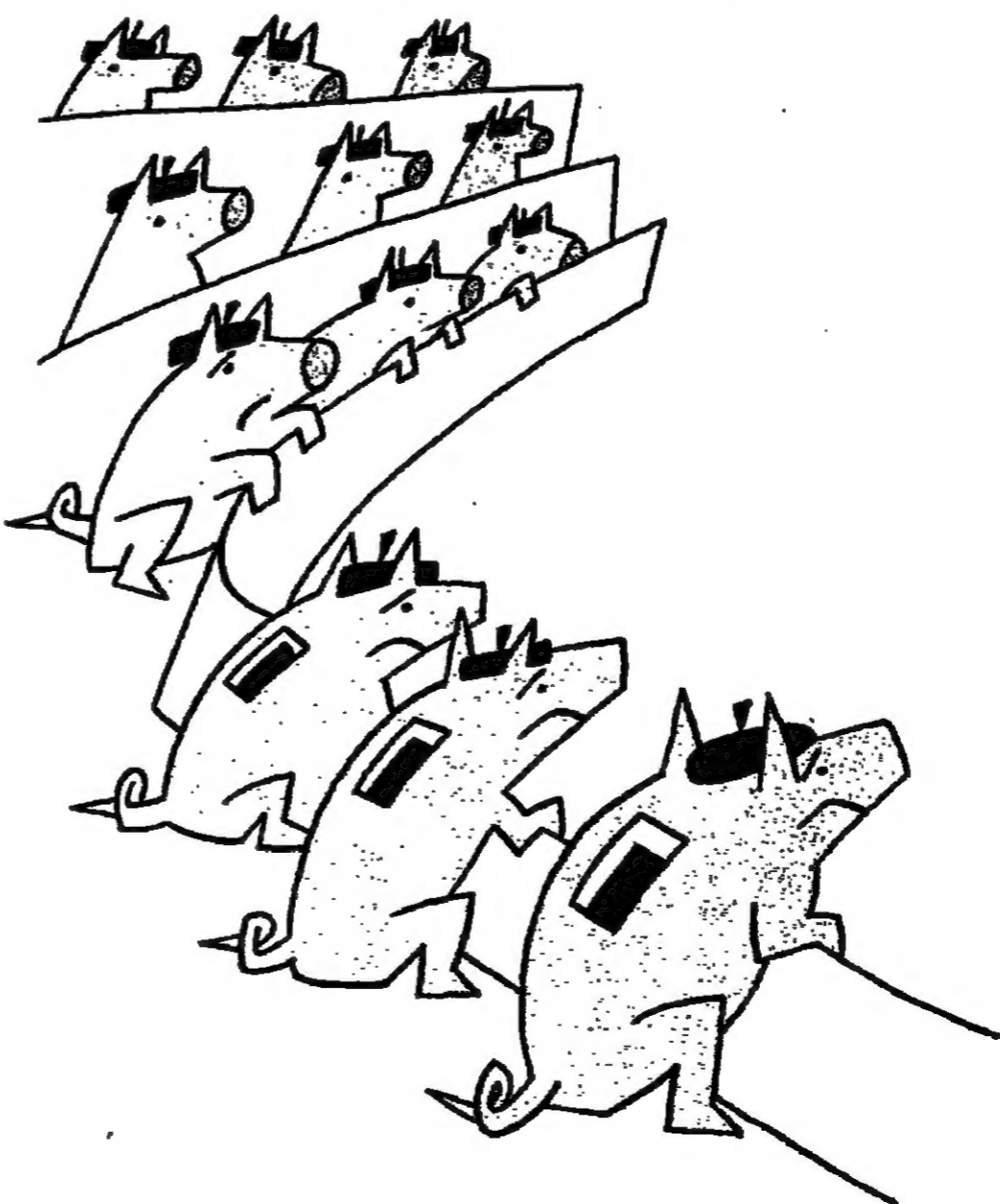
Quel serait, en France, le véritable « bilan » de l'Etat, dont un élément caché - un pardi de nombreux autres - a fini par apparaître au grand jour quand il s'est résolu à vendre une partie du capital de France Télécom ? Il est, en fait, impossible de le savoir. Aussi surprenant que cela puisse paraître, à chaque alternance, les nouveaux gouvernements ont pris l'habitude de commander un « audit » de la gestion de l'équipe précédente, mais, même quand le travail est parfaitement mené - ce fut le cas en 1997, sinon en 1993 -, les experts ne révèlent rien qu'on ne savait déjà, car le mandat qui leur est confié est, en quelque sorte, de faire le point sur « l'exécution » de la loi de finances. C'est-à-dire de parler des comptes publics officiels. Pas

des comptes réels, autrement plus inquiétants, mais dissimulés.

Par la force de l'habitude, le gouvernement de Lionel Jospin, au lendemain de la dissolution, a donné instruction à M. François de poursuivre sa mission, mais en la retranscrivant sur les règles de la comptabilité publique, sans chercher à dresser la liste des risques financiers majeurs auxquels la France pourrait être exposée à moyen et long termes. La raison de cette soudaine prudence ne manque pas d'intérêt. Le gouvernement sait que ces risques financiers majeurs, ce que l'on pourrait appeler, par abus de langage, le « hors-bilan » de l'Etat - « le hors-bilan d'un bilan qui n'existe pas », rectifie Pierre Joxe, premier président de la Cour des comptes -, ne pourront pas éternellement rester cachés. Le cas de France Télécom fera forcément exemple. Mais on murmure, au ministère des finances, que la direction du Trésor s'est inquiétée qu'à l'approche du lancement de la monnaie unique, la France puisse soudain être plus transparente que ses grands voisins. « Regardez l'Allemagne, observe-t-on à Bercy : elle masque, par exemple, une partie de sa dette en la faisant porter par les Länder. » Le gouvernement a donc finalement décidé qu'il était urgent... d'attendre ! Les travaux de M. François resteront secrets.

**C** est cependant possible de l'esquisser à grands traits. D'ailleurs, depuis plus d'un an, beaucoup d'experts travaillent sur le sujet : ceux de la direction du budget, évidemment, mais aussi les magistrats de la Cour des comptes qui, sous la férule de M. Joxe, sont conscients des risques qui se profilent.

Au premier chef, il y a le coût des retraites des fonctionnaires et de tous les régimes spéciaux qui vont, très prochainement, être pris dans des turbulences identiques à celles de France Télécom. Dans ce cas, l'Etat ne tient aucun compte du danger budgétaire, que l'on sait imminent. Année après année, il puise dans le budget les sommes nécessaires pour le paiement de



251 milliards de francs

retraites de l'exercice concerné, mais ne fait aucune provision pour les risques à venir. C'est la contrepartie du principe démocratique de l'annuité budgétaire : l'Etat pilote à échéance d'un an ; au-delà, il est aveugle. Or, cette cécité risque de conduire à une véritable catastrophe budgétaire : selon des estimations confidentielles, qui circulent à Bercy, « le coût des retraites pour les seuls fonctionnaires, si les règles actuelles de liquidation sont maintenues, devrait augmenter, en suivant des marches d'escalier, de 15 milliards de francs par an, à partir de l'an 2005, pour atteindre un surcoût de près de 100 milliards de francs annuels à l'horizon 2015 », confie un spécialiste, fortement anonyme.

On en connaît les raisons. Compte tenu des évolutions démographiques prévisibles, le nombre des actifs, au mieux, restera stable, tandis que celui des retraités va considérablement augmenter à partir de 2005. Commandé par le gouvernement d'Alain Juppé, un rapport du commissariat général du plan, élaboré par Raoul Briet, apportait des indications concordantes : il suggérait que le coût des retraites, pour les fonctionnaires de l'Etat, pourrait passer de 108 milliards de francs (francs 1995) en 1995 à 153 milliards de francs en 2005, puis 226 milliards de francs en 2015. A des degrés divers, tous les régimes spéciaux de retraite sont concernés par des évolutions aussi périlleuses.

La dette sociale de l'Etat - puisque c'est lui, au dernier chef, qui est le garant de ces risques - apparaît donc comme le premier élément d'un hors-bilan proprement calamiteux. Un hors-bilan qu'il faudra bien prendre en compte, dans le budget, à partir de 2005 pour les fonctionnaires et, pour les agents des services publics, au gré des avancées prochaines de l'ouverture à la concurrence. Au total, la dette viagère de l'Etat pour-

rait, selon certaines estimations confidentielles, être de l'ordre de 8 000 à 10 000 milliards de francs, dont pas le moindre centime n'est provisionné. A titre d'indication, c'est presque autant, sinon légèrement plus, que la production nationale d'une année en France.

Les ministres du secteur public financier constituent un deuxième élément préoccupant de ce hors-bilan. Et, là encore, les ingrédients sont les mêmes : si le Crédit lyonnais, le GAN, le Comptoir des entrepreneurs ou, encore, le Crédit foncier se sont, tour à tour, noyés, au cours de ces dernières années, dans des pertes abyssales, celles-ci n'apparaissent nulle part. « Il s'est même trouvé un ministre de l'économie - c'était Edmond Alphandéry - pour jurer ses grands dieux que cela ne coûterait pas un sou aux contribuables », rappelle, perfide, un responsable du ministère des finances. C'est évidemment faux. Dans le cas du seul Crédit lyonnais, on a maintenant une mesure précise de ce que ce désastre a coûté : selon l'analyse d'un haut fonctionnaire connu de Bercy, dont l'étude a été publiée sous un pseudonyme par la revue *Esprit* (n° 236, octobre 1997), sans doute de 30 à 40 milliards de francs de pertes étaient-ils inévitables quand la crise a été découverte, ce à quoi il faut ajouter une somme identique, résultant du temps perdu à admettre la catastrophe et à définir plusieurs plans de redressement, et, de nouveau, le même montant, découlant de la gestion erratique de la structure de défaisance, le CDR. Soit, au bas mot, 120 milliards de francs.

Or, ces sommes, comme celles découlant des pertes des autres géants du secteur public financier, devraient figurer au passif dans le bilan de l'Etat, si celui-ci en établissait un. Cela ne veut pas dire, pour autant que, l'Etat ne publiant pas

de bilan, les finances publiques n'en sont pas affectées. Dans le cas du Crédit lyonnais, le patrimoine public s'est appauvri d'un montant correspondant, et la politique budgétaire devra inévitablement trouver des financements dans les années qui viennent pour faire face à ces sinistres.

Un troisième volet de ce hors-bilan de l'Etat résulte des pratiques curieuses qu'il a adoptées pour le financement de sa politique autoroutière. Voici près de quarante ans, quand elle prit conscience de son

la dette a grandi au fur et à mesure de la construction des autoroutes ; ces autoroutes, elles-mêmes, sont devenues de plus en plus coûteuses car, au fil des ans, leur développement est passé par des tronçons de plus en plus difficiles à réaliser, tandis que les travaux étaient encadrés par des contraintes écologiques de plus en plus exigeantes.

Progressivement, admet un expert, « les perspectives de rentabilité sont donc devenues de plus en plus lointaines, et l'endettement a connu un mouvement exponentiel ».

**La dette viagère de l'Etat pourrait, selon certaines estimations confidentielles, être de l'ordre de 8 000 à 10 000 milliards de francs, dont pas le moindre centime n'est provisionné. L'équivalent de la production nationale d'une année en France...**

retard en matière de construction d'autoroutes, la France n'a pas voulu recourir à un système de financement classique, par crédits budgétaires, parce que les sommes nécessaires étaient trop importantes. L'Etat a donc mis au point un système assez méconnu du grand public, mais qui s'apparente à de la pure et simple cavalerie. Des sociétés concessionnaires ont été créées, agissant dans la majeure partie des cas comme de véritables « faux nez » de l'Etat ou de la Caisse des dépôts et consignations. Ces sociétés concessionnaires ont eu recours, ensuite, à l'emprunt pour financer les projets autoroutiers, sans que les péages puissent suffire à couvrir le financement des travaux.

On devine le résultat, fréquemment dénoncé, dans l'indifférence générale, par la Cour des comptes :

Les derniers rapports publics de la Cour des comptes suggèrent, ainsi, que le total de l'endettement des sociétés d'économie mixte autoroutières est passé de 40 milliards de francs, fin 1985, à 65 milliards, fin 1990, puis 105 milliards, fin 1996. De sources gouvernementales, on admet que les projections confidentielles, liées au plan autoroutier, retiennent une provision de 180 milliards de francs de dette autoroutière à l'horizon 2004.

Or, comme dans le cas de France Télécom, l'ouverture à la concurrence et la déréglementation progressive de l'économie risquent, progressivement, de changer les règles du jeu, alors qu'elles ont longtemps permis à l'Etat d'entretenir le flou sur ses comptes réels. Bruxelles est, en effet, entré dans la danse, depuis quelques mois - l'affaire de TEO, le boulevard périphérique de Lyon, en est l'une des illustrations -, pour faire valoir que la construction de nouveaux tronçons doit être dévolue dans le cadre d'une mise en concurrence réelle. Le Conseil d'Etat a validé cette thèse.

Du coup, c'est toute la politique autoroutière française qui est menacée d'implosion. Jusqu'à

présent, en effet, il était admis que la construction de nouveaux tronçons était attribuée aux sociétés qui avaient obtenu les concessions voisines. De la sorte, les tronçons déjà amortis pouvaient, grâce aux péages, contribuer aux financements des tronçons complémentaires. Avec la mise en concurrence, le système de cavalerie risque donc d'être interdit, et l'Etat voit arriver une menace, celle de devoir débiter des « subventions d'équilibre ». En clair, là encore, le budget de l'Etat pourrait bien en faire les frais, dans un proche avenir. En tout état de cause, ces 180 milliards de francs, il faudra bien un jour ou l'autre que quelqu'un les paie : le contribuable ou l'automobiliste.

Un autre volet de ce « hors-bilan » est fréquemment cité par les experts : il s'agit du financement du démantèlement des centrales nucléaires d'EDF, qui coûtera une véritable fortune dans les années qui viennent. On touche là, pourtant, la limite du raisonnement auquel ont recourus les nouveaux partisans de la comptabilité patrimoniale.

De prime abord, en effet, le problème n'en est pas un. Dans la confusion générale qui prévaut pour les comptes publics, EDF fait exception : l'établissement a commencé à faire des provisions pour financer le démantèlement de ses centrales. Même s'il l'ignore, tout abonné à EDF paie, en effet, dès à présent, quelques fractions de centimes par kilowattheure pour faire face à ces risques futurs. Les provisions d'EDF pour le démantèlement de ses centrales atteignent ainsi, déjà, 37 milliards de francs, et il est prévu qu'elles montent, à terme, jusqu'à 100 milliards de francs.

Ces sommes seront-elles suffisantes ? Selon la plupart des experts, il n'est pas permis d'en douter. « Si les exigences écologiques du pays restent approximativement ce qu'elles sont aujourd'hui, la somme devrait pouvoir aux frais que l'on peut craindre », affirme un spécialiste du dossier. Mais qu'advient-il si, d'ailleurs, le cahier des charges auquel EDF est soumis devait, dans l'avenir, être modifié ? A combien devraient s'élever les provisions si la contrainte à laquelle l'entreprise est soumise était alourdie par une pression de l'opinion ? On peut, en effet, concevoir que l'attente de la société change : alors qu'aujourd'hui, en caricaturant à peine, EDF peut se permettre d'attendre la baisse graduelle de la

radioactivité pour transformer le site en pelouse au bout de quarante ans, on pourrait imaginer que, demain, il lui soit demandé d'aller beaucoup plus vite, pour permettre d'installer une école, par exemple, sur le même terrain, dans les deux années suivantes ? « Dans cette hypothèse, la charge financière serait évidemment multipliée par deux ou par trois, sinon plus », admet-on à Bercy. Et l'entreprise, qui est soumise aux nouveaux impératifs de l'ouverture à la concurrence, ne pourrait y survivre. Là encore, l'Etat pourrait donc être contraint de jouer les ambulances, en prenant à sa charge un risque financier que l'établissement serait incapable d'assumer.

Qui doit décider si le niveau des provisions choisi par EDF est le bon ? Qui doit décider si le consommateur d'aujourd'hui doit assurer une « sur-couverture » du risque financier qui, au fil des ans, peut évoluer considérablement, en même temps que le jugement de la société sur le problème d'environnement ? C'est là que réside tout le débat que suscite le concept récent de la comptabilité patrimoniale.

Dans la conception classique de l'Etat, celle qui a inspiré jusqu'à présent les règles des finances publiques, la question n'a pas d'objet. Si l'Etat a un rôle, c'est précisément celui d'assurer une sorte de mutualisation des risques. Si le consensus social au sujet du nucléaire évoluait dans les prochaines décennies, ce serait donc à l'Etat d'en assumer les conséquences financières.

D'inspiration très libérale, la nouvelle philosophie de la comptabilité patrimoniale présuppose, elle, que l'Etat est un agent économique comme les autres, assujéti aux mêmes règles, celles de la compétitivité. Elle implique donc que l'Etat redéfinisse son mode de fonctionnement et se soumette, selon la formule d'un expert de Bercy, « à la dictature des chiffres », en « préemptant par avance » certaines solutions qu'auparavant il renvoyait à plus tard.

La dictature des chiffres... La formule vaut tout autant pour EDF que pour le très difficile dossier des retraites des fonctionnaires. Car, même dans ce cas, l'Etat, en bon gestionnaire, devrait-il effectivement provisionner par avance les quelque 100 milliards de francs supplémentaires qu'il pourrait avoir à déboursier annuellement à l'horizon de 2015 ? « Le débat, est, en fait plus complexe que ne le suggère la présentation comptable des choses. Si l'on se fie à cette estimation moyenne de 100 milliards de francs, la situation budgétaire paraît effectivement catastrophique, et les politiques semblent irresponsables de ne rien faire pour éviter le choc que vont connaître les finances publiques. Il reste que nul ne connaît ce que sera la croissance d'ici cette échéance et,

selon le niveau qu'elle atteindra, le problème du financement sera aggravé ou allégé », met en garde un expert gouvernemental. De surcroît, la gravité du problème financier à résoudre sera fonction, aussi, de nombreux autres paramètres : l'évolution des effectifs de la fonction publique, le niveau des pensions servies par l'Etat, celui des prélèvements auxquels seront assujettis les actifs...

Recensant tous ces risques, certains des hauts fonctionnaires qui, à l'époque de M. Arthuis, ont été les premiers à réfléchir à cette problématique nouvelle de la comptabilité patrimoniale, sonnent donc l'alarme. « Si l'on parvenait, dit l'un d'eux, à dresser le véritable bilan du pays, avec actif d'un côté, passif de l'autre, le résultat ne ferait guère de doute : la France est vraisemblablement en faillite. » Du moins à l'horizon 2010-2015.

Exagération ultralibérale ? Le rôle de l'Etat est, en tout cas, en passe d'évoluer. Jusqu'à présent, il avait toujours été conçu comme le garant de l'intérêt général et pouvait, au moins partiellement, échapper aux lois coercitives de la concurrence. Aujourd'hui, sous la pression des marchés financiers, qui exigent de lui une transparence croissante, il est sommé de se comporter comme un agent économique ordinaire. A chacun de juger si c'est un mal ou un bien.

Laurent Mauduit  
Dessin : Sergueï

FIN





LA CHRONIQUE  
DE PIERRE GEORGES

Leur vie  
est un couloir !

RONALDO, bien sûr Ronaldo, et les contrats de Ronaldo, et la fiancée de Ronaldo, et les buts de Ronaldo, et le génie de Ronaldo. Vieri, évidemment Vieri, la masse athlétique de Vieri, Bierhoff, naturellement Bierhoff, la tête de Bierhoff. Et Batistuta alors. Et Salas donc. Et Shearer aussi. Et Henry. Et tous les autres.

Bon, arrêtons là le générique. Les noms des marqueurs de buts, ceux qui assurent la recette, déclenchent les foules, mobilisent les photographes et affolent les groupes, y figurent toujours en grosses lettres. Si tant est qu'une équipe, par définition, constitue la République des égaux, ils y sont nettement plus égaux que d'autres. C'est une loi du genre puisque eux, au moins, œuvrent dans le concret, le durable, le marbre : ils marquent, donc ils sont !

Ils ont leur classement. Ils ont leur statut. Une réputation à défendre et des cachets à préserver. Si le football est hiérarchie, ils sont classés hors hiérarchie. Si l'économie du football a son échelle des salaires, ils y campent à des sommets vertigineux. Si la popularité se fonde sur quelque indice, ils le performent à coups de tatane ou de tête.

TUEUR À GAGES

Un tueur est un tueur à gages comblé ou congedié. Il est star ou n'est pas, premier violon ou simple tambourinaire. Il existe ou est inexistante. Et maintenant que les choses sérieuses commencent à O.K. Mondial, ils vont avoir à justifier cette réputation et ce rang. Plus d'autre choix que celui-ci : inscrire des buts ou finir, le ballon comme tête sous le bras, direction la sortie des artistes.

Pour autant, et puisque que le tri est fait désormais - par exemple les formidables Japonais s'en retournent à la maison pour y préparer la suivante et chercher ce qui leur manque le plus, un tueur -, on a presque envie d'user d'un contre-pied. Les stars, les vraies stars du premier tour, furent ailleurs.

Ce n'est pas goût du paradoxe. Mais un choix résolument parisien. Aussi sûrement que deux et deux font quatre, deux paires d'arrière latéraux ont écrasé de leur présence le début de l'épreuve. Car ces stars-là, vont comme les gendarmes, par paire. La première est brésilienne. La seconde française. Autrement dit, dans un cas, Roberto Carlos, un Kojak survitaminé, et Marcos Cafu, l'homme qui monte plus vite que son ombre. Et, dans l'autre, Lilian Thuram, c'est lui le grand, et Bixente Lizarazu, c'est lui le petit.

QUATRE PISTONS

Ces quatre-là sont dits, en jargon de bord, des « joueurs de couloir ». Sait-on bien ce qu'est un couloir en football ? Un espace à la fois imaginaire et bien réel de cent cinq mètres de long, d'un bout à l'autre du terrain, le long de la ligne de touche. Les maîtres des couloirs sont les absolus régents de cet espace infini. Ils y ont tout pouvoir. Ils en ont toutes les clés. Y compris celle des champs et des matches. Ils doivent défendre leur fameux corridor avec toute la férocité et la vigilance d'une biguole embusquée, en interdisant l'accès à tous les colporteurs de buts.

Et, quand ils ont fini de défendre, ils attaquent. Ou l'inverse, dans un mouvement perpétuel. Leur vie est un couloir ! Ils montent, ils descendent. Ils vont de l'avant, ils filent vers l'arrière. Ils ne doivent pas se laisser déborder. Ils doivent déborder. Ils ferment les portes autant qu'ils les enfoncent.

Ils sont ces hommes dédoublés, toujours de quart en proue comme en poupe, avec deux consignes formelles : faire barrage et contourner celui des autres. La mission est éreintante. Il y faut une fameuse santé. Ils l'ont. Regardez-les jouer. C'est un spectacle extraordinaire que celui de ces quatre pistons qui font marcher leurs machines !

# Le Mondial



CHARLES PLATON/REUTERS

LES TEMPS FORTS

LE DERNIER WEEK-END de juin est marqué par le début des huitièmes de finales du Mondial, avec notamment la rencontre France-Paraguay, dimanche 28 juin, à 16 h 30, à Lens, où les Bleus compteront sur le volume de jeu de leur arrière droit, Lilian Thuram. En cas de match nul, les équipes en viendront à la prolongation (deux fois quinze minutes). Pour la première fois dans un Mondial, la règle du but en or (golden goal) est adoptée : l'équipe qui marquera la première durant la prolongation aura gagné. Au cas où aucun but ne serait inscrit, viendraient les classiques tirs au but.

A LA TÉLÉVISION

● **SAMEDI 27 JUIN**  
France 2 et Canal Plus : Italie-Norvège, à 16 h 30.  
TF 1 et Canal Plus : Brésil-Chili, à 21 heures.  
Eurosport : Brésil-Chili, à 20 h 45.

● **DIMANCHE 28 JUIN**  
TF 1 et Eurosport : France-Paraguay, à 16 h 15.  
Canal Plus : France-Paraguay, à 16 h 30.  
France 2 : Nigeria-Danemark, à 20 h 50.  
Canal Plus : Nigeria-Danemark, à 21 heures.

● **LUNDI 29 JUIN**  
France 3 : Allemagne-Mexique, à 16 h 30.  
Eurosport : Allemagne-Mexique, à 16 h 15.  
France 3 : Pays-Bas - Yougoslavie, à 20 h 50.  
Canal Plus : Pays-Bas - Yougoslavie, à 21 heures.

REGARD

Fabien Barthez, le gardien de but de l'équipe de France, en piste pour une séance d'entraînement à Clairefontaine avant la rencontre, dimanche 28 juin, contre le Paraguay.

## Pour la France, tout commence à Lens

LA PHASE PRÉLIMINAIRE de la Coupe du monde est à peine terminée que les seize nations sorties indemnes du premier tour - quarante-huit matches en dix-sept jours -, pour la plupart des habitués durs au mal, repartent à la charge. Elles vont, en quatre jours, s'affronter en des combats directs et sans retour : Brésil-Chili et Italie-Norvège (27 juin), Nigeria-Danemark et France-Paraguay (28 juin), Pays-Bas - Yougoslavie et Allemagne-Mexique (29 juin), Argentine-Angleterre et Roumanie-Croatie (30 juin). Une nouvelle compétition commence avec l'application, si les équipes n'ont pu se

départager durant le temps réglementaire, de la règle du « but décisif », appelée aussi « mort subite ». La première équipe qui marquera durant la prolongation aura partie gagnée. Si tel n'est pas le cas, on reviendra à la dramaturgie des tirs au but, aussi injuste qu'excitante. Il a fallu attendre le 26 juin pour connaître la plus belle affiche de ces huitièmes de finale : d'un côté, l'Argentine, qui l'emporte sur la Croatie (1-0) et termine première du groupe H, avec trois victoires en trois matches - seule la France a fait aussi bien ; de l'autre, l'Angleterre qui, en battant la Colombie (2-0), a retrouvé son football, son

prodige David Beckham, et accroche la deuxième place du groupe G derrière la Roumanie.

En route donc pour cet alléchant Argentine-Angleterre, le 30 juin, à Saint-Etienne ! Les deux équipes sont considérées comme deux postulants possibles à la victoire finale. Toutes deux sont conduites par des entraîneurs charismatiques. Daniel Passarella, l'Argentin, était capitaine de l'équipe qui a remporté le Mondial, en son pays, il y a vingt ans exactement. Quant à l'Anglais Glenn Hoddle, l'entraîneur le plus élégant du tournoi. Il a pour mission de rapporter dans l'île un trophée qui lui échappe depuis 1966. Ce match prend du sel quand on sait que la dernière confrontation des deux nations en Coupe du monde fut explosive. C'était en 1986, au Mexique, quatre ans après la guerre des Malouines. Une faute d'arbitrage attisa un peu plus les rancœurs. Ce jour-là, « la main de Dieu » de Maradona avait permis aux Argentins de l'emporter et de leur ouvrir le chemin du titre.

UN PARCOURS DE FOUCAUT

Angleterre-Argentine symbolise aussi la lutte d'influence entre l'Europe et l'Amérique latine et centrale, les deux continents forts de ces huitièmes de finale, avec respectivement dix et cinq équipes. Le dernier fautif revient au Nigeria, seul rescapé des cinq pays africains en compétition. Les Super Eagles ont annoncé qu'ils joueraient « pour toute l'Afrique », contre le

Danemark, et rêvent déjà de rencontrer le Brésil en quarts de finale. L'Asie est en revanche absente, le Japon et la Corée du Sud préparant déjà un Mondial 2002 qu'ils coorganisent.

Deuxième grand choc des huitièmes de finale, le match Pays-Bas - Yougoslavie est d'un pronostic incertain. Le vainqueur se prépare, en tout cas, un parcours de forçat, puisqu'il rencontrera le gagnant du match Argentine-Angleterre. Puis, peut-être, le Brésil en demi-finales ! En France, tout le pays du foot a appris à connaître le Paraguay, l'adversaire surprise des Bleus dans l'après-midi du dimanche 28 juin, à Lens. Les titulaires et le capitaine Deschamps sont de retour, mais pas Zidane le suspendu - Lionel Jospin vient de lui conseiller de « ne pas se prendre la tête ».

Le collectif et le gardien fantasmagique Chilavert sont les points forts du Paraguay. « Je veux mettre la France à genoux », ne cesse de clamer ce dernier. Si la France l'emporte, ce dont le pays ne doute pas, elle affrontera, en quarts de finale, le vainqueur du match Italie-Norvège, qui s'annonçait comme un match sévère et de pure stratégie, le 27 juin à Marseille. L'autre rencontre du 27 juin devait être la cinquante-septième confrontation entre le Brésil et le Chili. Les statistiques donnent le premier largement favori. Mais le Brésil est toujours empoisonné par des chamailleries, tandis que, dans le camp d'en face, l'attaquant Zamora

rano dit avoir « fait un rêve ». On peut imaginer lequel.

C'est aussi tout l'intérêt des matches à élimination directe que de faire monter la qualité du jeu, d'injecter un peu de folie, de faire émerger des joueurs qui imposent jusqu'ici dominés par des « collectifs » et des soldats. Et de laisser s'exprimer des buteurs afin qu'ils maintiennent la moyenne respectable de 2,62 buts par match.

AMBIANCE LOURDE

Sur le terrain des hooligans, un fort redouté Angleterre-Allemagne ne pourrait éventuellement se produire qu'en finale. Mais il est à craindre que ce problème - comme le scandale de la billetterie - hante le Mondial jusqu'au 14 juillet, date du concert de Jean-Michel Jarre à Paris. Car si les débordements sont maîtrisés, l'ambiance générale est lourde et la fête souvent gâchée par les mesures de sécurité. Quelques heures avant la rencontre Angleterre-Colombie, plusieurs incidents ont éclaté à Lens et à Lille, donnant lieu à une trentaine d'interpellations et treize gardes à vue.

La Colombie a perdu. Au pays, le frère d'Andrés Escobar, le footballeur assassiné après la Coupe du monde de 1994, craint pour la vie des joueurs. Il a fait passer ce message à la radio : « Avant d'être des footballeurs, ces gars sont des êtres humains ».

Michel Guerrin

Tableau de la phase finale			
HUITIÈMES DE FINALE	QUARTS DE FINALE	SEMI-FINALES	FINALE
<p>● <b>BRÉSIL - CHILI</b> le 27/6 à Paris (21 heures)</p> <p>● <b>NIGERIA - DANEMARK</b> le 28/6 à St-Denis (21 heures)</p> <p>● <b>PAYS-BAS - YOUGOSLAVIE</b> le 28/6 à Toulouse (21 heures)</p> <p>● <b>ARGENTINE - ANGLETERRE</b> le 30/6 à St-Etienne (21 heures)</p>	<p>● <b>ITALIE - NORVÈGE</b> le 27/6 à Marseille (16 h 30)</p> <p>● <b>FRANCE - PARAGUAY</b> le 28/6 à Lens (16 h 30)</p> <p>● <b>ALLEMAGNE - MEXIQUE</b> le 29/6 à Montpellier (16 h 30)</p> <p>● <b>ROUMANIE - CROATIE</b> le 30/6 à Bordeaux (16 h 30)</p>	<p>● <b>À NANTES</b> le 30/6 à 21 heures</p> <p>● <b>À MARSEILLE</b> le 30/6 à 18 h 30</p> <p>● <b>À ST-DENIS</b> le 30/6 à 21 heures</p> <p>● <b>À LYON</b> le 30/6 à 21 heures</p>	<p>● <b>À PARIS</b> le 30/6 à 21 heures</p>

## LE CHIFFRE DU JOUR

126

C'est le nombre de buts marqués lors de la première phase du Mondial 1998, en 48 matches : soit une moyenne de 2,62 buts par rencontre. 93 buts avaient été inscrits en 1994 (24 équipes étaient alors en jeu et avaient disputé 36 matches, soit 2,58 buts par rencontre). Au total, 1 710 buts ont été marqués depuis la première Coupe du monde, en 1930. L'équipe qui a marqué le plus de buts dans ce Mondial est la France (9 buts), et toutes les formations en course ont marqué au moins un but. Treize pénalités ont été sifflées. Ils ont tous été réussis. 16 cartons rouges ont été distribués (contre 8 en 1994 et 1990).



BUT Moldovan offre à la Roumanie la première place du groupe G en égalisant contre la Tunisie (1-1), permettant ainsi à son équipe d'éviter l'Argentine en huitième de finale.

## LES ARBITRES

**FRANCE-PARAGUAY**  
Le match France-Paraguay sera arbitré par Ali Mohamed Buisson, des Emirats Arabes Unis, dimanche 28 juin, à Lens, à 16 h 30.

**NIGERIA-DANEMARK**  
L'Espagnol José-Manuel García Aranda arbitrera la rencontre Nigeria-Danemark, qui a lieu, dimanche 28 juin, au Stade de France, à 21 heures.

## Fin de rire

PAR JEAN-JACQUES BOZONNET

IL Y A des dimanches après-midi comme ça. Pas question de regarder la Semaine des Guignols sur Canal Plus. A quelques dizaines de minutes du coup d'envoi de France-Paraguay, le sélectionneur français a forcé la tête ailleurs. Pourtant, Aimé Jacquet est un fidèle des Guignols de l'info, même depuis le 28 mars 1996, date de la première apparition à l'écran de sa propre marionnette. « Je suis très bon public, dit-il. Dans ce qu'ils font, on est obligé d'admettre qu'il y a de la vérité. Ils tapent fort, mais juste. » Le patron des Bleus ne se reconnaît pas toujours dans ce personnage irascible, constamment sur les nerfs, mais il en rit volontiers : « Le côté dérisoire me plaît, ça me détend. » Aimé Jacquet établit un net distinguo entre l'émission humoristique et « une certaine prose » qui se serait livrée à des « attaques personnelles inadmissibles ». « Ce qui me fait mal, ce sont les mots. » Les mots écrits noir sur blanc.

Ceux qui restent, quand les paroles se sont envolées. En s'insurgeant contre les critiques qu'il estime injustes, l'entraîneur reprend aussitôt les accents de sa marionnette : « Si je n'avais pas de problèmes, si j'étais un minable, OK, mais là... » L'équipe des Guignols a toujours pris garde de ne pas s'inscrire dans une campagne anti-Jacquet. « Nous ne sommes que les rieurs du fond de la classe, nous choisissons un personnage, puis il entre dans nos ficelles, explique Yves Le Rolland, directeur artistique de l'émission. Jacquet a une vraie personnalité, un caractère bien trempé. Pour la comédie, c'est bien pratique. » Dimanche soir, on sera peut-être fini de rire, fini de faire rire à propos des hésitations et des non-choix prêtés au sélectionneur. Celui-ci se trouve au pied du mur. Une défaite face au Paraguay en huitièmes de finale, et c'est l'échec définitif, puisque sa mission - qu'il a acceptée - est de conduire l'équipe de France au moins jusqu'en quarts de finale.

En cas de victoire, le sursis s'applique, les Guignols peuvent continuer à ricaner, la France du foot à espérer. Pour Aimé, l'espoir est mince d'être réhabilité : le patron de L'Equipe n'a-t-il pas déclaré dans Libération que, même si la France était championne du monde, le quotidien sportif ne ferait « jamais de Jacquet un héros » ? Pour ce dernier, le réconfort pourrait alors venir de cette province qu'il incarne : « J'ai eu beaucoup de soutien de la part des journaux régionaux. J'étais allé les voir quand j'ai constaté qu'il y avait tant de désinformation. Je retournerai les voir après. Ceux qui m'ont bafoué n'auront rien. Normal, non ? » Comme dirait l'autre, sur Canal.

## Derniers préparatifs sur la pelouse de Clairefontaine

France-Paraguay. Les Bleus pensent contourner la défense adverse grâce à leurs arrières latéraux, Thuram et Lizarazu.

A SEPT HEURES, Gabriel Jouglain descend jusqu'au terrain Michel-Platin. Le jardinier de Clairefontaine prend soin de ne pas réveiller les joueurs de l'équipe de France qui rêvent de leur prochain match contre le Paraguay, dimanche 28 juin, à Lens. La tondeuse à gazon ne pèteradera que dans une petite heure, le temps de remettre en place les buts sur la pelouse du stade d'entraînement et de ranger quelques matériels. Bientôt, des adolescents de la Ligue de football de Mayotte viendront assister à l'entraînement qui commence à 10 heures. Ils sont là pour offrir aux Bleus un chapeau de paille de leur île et recevoir en échange des autographes. Bientôt, la ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, arrivera, elle aussi, saluer les héros.

De quoi faire oublier à la troupe d'Aimé Jacquet l'angoisse qui pourrait l'envahir avant de rencontrer un adversaire dont elle ne sait pas grand-chose. De quoi lui faire oublier aussi qu'en fin de soirée, elle se livrera à la traditionnelle séance de travail à huis-clos qui la rapprochera encore un peu plus de l'échéance.

Il n'est alors plus question de chapeau de paille, de rencontre ou d'autographes mais de mise en place. Après un échauffement sérieux, les Français échauffent des ballons deux à deux puis disputent de petites oppositions sur une partie du terrain bichonné par Gabriel Jouglain. Le sélectionneur national a tout son effectif à disposition, à l'exception de Christophe Dugarry et de Lionel Charbonnier qui ne sont pas remis de leurs blessures. Pas question en tout cas de performance ou de tactique. Il s'agit de récupérer et de se décontracter. De toute façon, Aimé Jacquet sait tout de l'adversaire. Il sait surtout que la dernière rencontre entre les deux équipes avait tourné à l'avantage des Tricolores. Mais c'était en Suède, lors de la Coupe du monde 1958. Just Fontaine avait vaincu par quatre fois la défense paraguayenne contribuant ainsi largement à la victoire finale (7-3).

Mais les souvenirs ne suffisent pas. L'entraîneur français s'est donc fait livrer les cassettes des dernières rencontres des Sud-Américains pour décrypter les mystères de leur jeu. « Les sous-es-



David Trezeguet et Thierry Henry à l'entraînement à Clairefontaine.

timer serait de notre part une faiblesse, affirme-t-il. Il faut se méfier de ces adversaires qui sont-ils dit - n'auraient pas dû se qualifier ou qui ne possèdent pas de grands noms car, souvent, ils compensent avec un très fort collectif. » Aimé Jacquet a bien retenu que le Paraguay n'a encaissé qu'un seul but au cours de la phase préliminaire face à une équipe du Nigeria qui peut se vanter de posséder quelques-uns des meilleurs attaquants du football moderne. Il sait aussi que cette performance est largement due à la présence dans les buts du phénomène José Luis Chilavert.

« J'aime bien ce type de gardien habillé par l'âme d'un joueur de champ. On est un peu de la même famille, même s'il convient avant tout de ne pas oublier notre rôle premier, remarque Fabien Barthez, dernier défenseur du but français. J'essaie de m'inspirer de Bats ou de Schuster, d'être un peu leur synthèse. » Aux excès médiatiques de José Luis Chilavert - provocateur et mégalo-mane -, Fabien Barthez préfère la discrétion. « Je n'ai jamais fait de bruit. Tu n'existes pas en dehors du terrain. Pour moi, il n'y a rien d'autre que le terrain, insiste le joueur, qui fêtera son

27<sup>e</sup> anniversaire, dimanche, à Lens. L'essentiel est de se qualifier et de se protéger contre toute forme de suffocation. Sur ce plan-là, on est à l'abri. »

Aimé Jacquet n'en doute pas : son gardien est une des clés de la rencontre. « Le Paraguay, dit-il, joue admirablement bien le contre. C'est une équipe très compacte, difficile à contourner. » La stratégie à laquelle il pense n'est pas différente de celle appliquée depuis le

début de la compétition : maîtrise du ballon et direction du jeu. Après avoir donné leur chance aux remplaçants face au Danemark, le 24 juin, il devrait revenir à une formation assez proche de l'équipe-type qui a débuté à Marseille, le 12 juin, face à l'Afrique du Sud (3-0). La ligne de défense à laquelle il est attaché va retrouver sa configuration « Mondial » : Thuram-Blanc-Desailly-Lizarazu. Le sélectionneur national compte en

particulier sur Lilian Thuram et Bixente Lizarazu pour prêter main-forte aux attaquants et bousculer la défense adverse en l'absence de Zinedine Zidane.

« Il faudra que le jeu vienne des latéraux, indique Aimé Jacquet, tout en redoutant que Thierry Henry ne puisse utiliser pleinement sa pointe de vitesse faute d'espace. » En milieu de terrain, Didier Deschamps va reprendre le brassard de capitaine pour une 73<sup>e</sup> sélection qui en fera le troisième joueur français le plus capé après Maxime Bossis et Manuel Amoros. Côté attaque, Aimé Jacquet pense à reconduire l'association Diomède-Djorkaeff. « Youri doit continuer à être utilisé dans son rôle (milieu axial) car c'est celui qui est le meilleur pour l'équipe », souligne le sélectionneur, qui pourrait décider de relancer Stéphane Guivarch, remis de sa blessure au genou : « Il est aussi compétitif que David Trezeguet. »

Samedi matin, les Bleus quittent Clairefontaine pour rejoindre l'hôtel de La Chartraine, à Gossay (Pas-de-Calais). « De Marseille à Lens, affirme Youri Djorkaeff, il n'y a qu'un seul public, celui de la France. »



Emmanuel Petit après son but contre le Danemark.

## « Il n'y a plus que les gamins pour nous considérer comme des héros »

Emmanuel Petit. Le milieu de terrain rebelle a pris le parti de s'assagir sans renier ses principes

HUIT ANS après sa première sélection, Emmanuel Petit (vingt-sept ans) s'est imposé comme milieu de terrain de l'équipe de France dans la foulée d'une saison extraordinaire avec son club, Arsenal, vainqueur du championnat anglais et de la Cup. Souvent critiqué avec les Bleus quand il était encore monégasque, cet impétueux pourfendeur des injustices a trouvé à Londres un environnement plus propice à son épanouissement. L'ancien rebelle a pris le parti de s'assagir sans renier ses principes.

« Avant le Mondial, vous étiez souvent jugé sévèrement lors de vos apparitions en équipe de France. Vous voilà presque titulaire incontestable. Comment interprétez-vous ce retournement de situation ?

« J'évolue désormais au milieu de terrain, où je peux exprimer mes qualités. Longtemps, j'ai été aligné comme arrière gauche, où je suis moins à l'aise. J'aurais aimé que l'on tienne compte de ce handicap au lieu de m'enfoncer. Je me souviendrai toute ma vie du mal que m'a été fait en équipe de France. Je ne méritais pas cet acharnement. Je ne suis pas un génie du foot, mais personne ne peut me reprocher un manque d'engagement. Je suis bien placé pour comprendre ce qu'a vécu Christophe Dugarry ces derniers

mois. Comme il a dû être costaud pour résister aux campagnes de presse. Mais qui sont ces humains qui se permettent de juger sur des a priori ? Si j'avais pas tant de pognon autour du foot, cela n'arriverait pas. »

« Que voulez-vous dire ?

« La presse désigne des boucs-émissaires pour des raisons purement commerciales. Il ne faut pas être naïf. L'argent fausse tout. Il n'y a plus que les gamins pour nous considérer comme des héros, mais, avec l'âge, ils raisonneront comme leurs parents en nous traitant de parias. Rien n'échappe à l'emprise du fric. Si un mec moche conduit une Rolls, on va dire qu'il est beau. C'est ça la réalité. »

« N'êtes-vous pas, vous aussi, un privilégié ?

« C'est vrai. J'ai dû faire beaucoup de concessions comme d'autres en font dans la société. Je vis dans mon siècle. Avec les médias, il a fallu m'adapter. Je ne veux plus passer pour l'éternel rebelle, même si c'est bien de sortir du moule. Quand j'étais jeune, je voulais être le Zorro qui dénonce les injustices. Quand je relis le titre de certains entretiens que j'ai accordés, j'en rigole. Je dénonçais le football corrompu et pourri. Aujourd'hui, je ne lis plus les journaux, je ne regarde plus la télé té-

tement. Certaines émissions me donnent le vertige quand je mesure le gouffre de la bêtise qui y est véhiculée. Le décès de mon frère et, plus récemment, mon divorce m'ont changé. J'ai le sentiment que ma personnalité s'est densifiée. De mon malheur, j'ai retiré des choses positives. Je ne me prends plus la tête avec la première contrariété, même si les cicatrices ne s'effacent pas. J'ai fait ma propre psychanalyse. Comme les Tibétains, j'ai appris à me découvrir, même si on ne se connaît jamais entièrement. »

« Vous avez quitté Monaco pour le club londonien d'Arsenal en juillet 1997. Avez-vous trouvé en Angleterre un climat plus propice à votre épanouissement ?

« Oui. En Angleterre, on n'est pas jugé sur ses opinions. C'est le comportement du terrain qui est analysé à la loupe, et rien d'autre. Voilà pourquoi Eric Cantona est devenu une star à Manchester United alors qu'il était inconnu en France, où on cherche toujours ce qui ne va pas. C'est insupportable. »

« Qu'avez-vous appris, professionnellement, à Arsenal ?

« J'ai mis un peu de temps pour m'habituer. La pression est plus forte qu'en France, le jeu plus rapide et les duels plus nombreux.

J'ai beaucoup progressé. Je ne sais pas ce que je serais devenu si on ne m'avait pas fait confiance pour jouer au milieu de terrain. Ce qui est le plus frappant en Angleterre, c'est la chaleur du public et la mentalité des joueurs. Même si une équipe est menée par cinq buts d'écart à un quart d'heure de la fin, elle ne se résigne pas. En France, le match est fini si tu mènes 3-0 à une demi-heure de la fin, mais je ne veux pas dénigrer mon pays. Je suis fier d'être Français, mais, en voyageant, on apprend que personne ne dément la vérité. C'est bien de découvrir de nouveaux horizons. J'essaie de m'aérer l'esprit pour ne pas mourir intérieurement. »

« Êtes-vous surpris par le parcours de l'équipe de France depuis le début du Mondial ?

« Non. C'est l'environnement qui doute, pas les joueurs. Maintenant que nous avons suscité un engouement populaire, il s'agit de le préserver, voire de le renforcer. Avec les matches à élimination directe, on n'a plus de joker. Le Paraguay, avec sa défense intransférable, ne sera pas un adversaire facile, mais nous avons les arguments pour nous qualifier pour les quarts de finale. »

Propos recueillis par Elie Barth

Paulo Cesar Carg  
de la petite surpi

THOMAS QUENTIN  
RUBEN BARRI  
SAGUEN

1. Pensez-vous que...  
2. Les joueurs...  
3. Les entraîneurs...

BOUCHES COMPLEXES  
Les joueurs de la France ont des problèmes de confiance...  
Les entraîneurs ont des problèmes de communication...

COUPS DE LA REVUE DE L'ÉQUIPE  
Les joueurs de la France ont des problèmes de confiance...  
Les entraîneurs ont des problèmes de communication...

THE BURNING  
Attention, les joueurs de la France ont des problèmes de confiance...  
Les entraîneurs ont des problèmes de communication...

THE BURNING  
Attention, les joueurs de la France ont des problèmes de confiance...  
Les entraîneurs ont des problèmes de communication...

THE BURNING  
Attention, les joueurs de la France ont des problèmes de confiance...  
Les entraîneurs ont des problèmes de communication...

THE BURNING  
Attention, les joueurs de la France ont des problèmes de confiance...  
Les entraîneurs ont des problèmes de communication...

THE BURNING  
Attention, les joueurs de la France ont des problèmes de confiance...  
Les entraîneurs ont des problèmes de communication...

## Paulo Cesar Carpeggiani, l'artisan de la petite surprise paraguayenne

L'entraîneur brésilien a réussi à bâtir une équipe disciplinée

IL DÉTIENT un record exceptionnel : voilà maintenant deux ans et demi que le Brésilien Paulo Cesar Carpeggiani occupe les fonctions de sélectionneur de l'équipe nationale du Paraguay. En Europe, personne n'oserait parler d'exploit. Au Paraguay, si. Ce petit pays de 4,8 millions d'habitants, coincé entre le Brésil et l'Argentine, a toujours cultivé cette tradition bien latine de changer d'entraîneur à la moindre contre-performance ou à la première peccadille. Pour la seule année 1995, pas moins de cinq techniciens se sont ainsi succédé à la tête de la sélection.

La relative « longévité » de Paulo Cesar Carpeggiani à son poste trouve son explication, en premier lieu, dans les résultats obtenus par le Onze national. Les chances de réussite de cet ancien international brésilien de quarante-neuf ans étaient pourtant, au départ, bien minces. Peu de temps avant sa nomination, le tirage au sort des qualifications à la Coupe du monde avait en effet joué un vilain tour au football paraguayen : pour ses trois premiers matches, la Sélection allait devoir se déplacer sur les terrains de trois grands ténors sud-américains : la Colombie, l'Uruguay et l'Argentine. Avant même que ne soit donné le coup d'envoi de la première rencontre, Carpeggiani semblait condamné à passer lui aussi sur le billot, à brève échéance.

Trente mois plus tard, la présence des Paraguayens en huitièmes de finale de la Coupe du monde est la meilleure illustration du travail accompli par le Brésilien. A partir d'une équipe dépourvue de joueurs de talent - exception faite de son célèbre gardien de but, Jose Luis Chilavert -, Paulo Cesar Carpeggiani a réussi à bâtir une formation disciplinée, rigoureuse et sûre d'elle sur le plan psychologique.

### ENORME COMPLEXE

Le football paraguayen souffrait d'un énorme complexe : privé de véritable attaquant, il était incapable de marquer des buts. Chilavert étant obligé, parfois, d'assumer cette besogne, sur coup franc ou sur pénalty. Carpeggiani a refusé de faire de cette carence une idée fixe. Sa formation revendique aujourd'hui un statut d'équipe défensive, spécialisée dans l'art de résister aux poussées de l'adversaire. Au-delà des résultats obtenus, le grand mérite de cet expert-tacticien aura été de créer le consensus autour de sa propre personne. Son passé dans le football l'a très certainement aidé. Seize fois international avec le Brésil entre 1974 et 1979, Paulo Cesar Carpeggiani fut ensuite l'entraîneur de Flamengo, l'un des clubs de Rio, et remporta avec celui-ci un titre de champion du Brésil, une Copa Libertadores (l'équivalent de la Ligue des champions) et une Coupe intercontinentale. Arrivé au Cerro Porteno d'Asuncion en 1994, ce père de trois enfants semblait l'homme idéal pour accepter le rôle de sélectionneur, le rôle le plus exposé du pays.

« Comme le Paraguay n'a pas d'accès à la mer, la venue d'étrangers a toujours été perçue comme une curiosité, mais aussi comme un moyen d'ouverture sur le monde. De ce point de vue-là, Carpeggiani nous a beaucoup apporté », indique l'un des cadres de la fédération paraguayenne. « Paulo Cesar est originaire de Porto Alegre, qui est une ville à la dimension du Paraguay. Nous n'aurions pas pu prendre un entraîneur de Rio ou de Sao Paulo. Il y aurait eu de trop grandes différences de mentalités », abonde un de ses collègues.

D'un naturel peu communicatif, ne s'exprimant qu'en portunol, ce mélange de portugais et d'espagnol, Paulo Cesar Carpeggiani va néanmoins avoir le mérite de mener sa barque en toute indépendance, ce qui n'est pas une mince affaire au Paraguay. Ses prédécesseurs peuvent en témoigner. Entre l'impatience des dirigeants, la pression du public et celle des clubs pour que leurs joueurs deviennent internationaux (afin de les transférer à meilleur prix au Brésil ou en Argentine), mieux vaut avoir les nerfs solides.

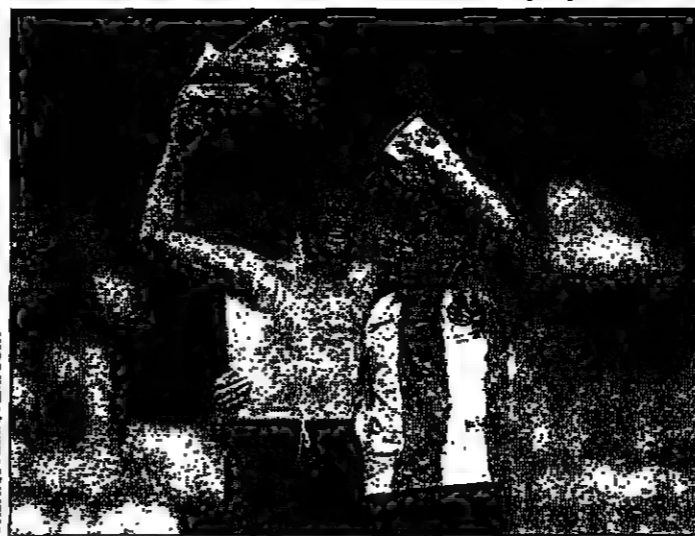
Mais tout concentré à sa tâche, Paulo Cesar Carpeggiani va peu à peu gagner les faveurs du peuple paraguayen. Il ira jusqu'à refuser une proposition de Flamengo (et un salaire quatre fois supérieur à celui qu'il gagne actuellement). Il réussira même à composer harmonieusement avec l'exubérant Jose Luis Chilavert, ce que personne avant lui n'était parvenu à faire. Il se dit d'ailleurs que les deux hommes se voueraient un respect important. Interrogé récemment sur les ambitions politiques du fantasme gardien de but, Paulo Cesar Carpeggiani formulait un avis sans ambiguïté : « Si d'avenir il se présentait à l'élection présidentielle au Paraguay, je voterais sans aucun doute pour lui. »

R.P.  
à Clapiers (Hérault)

### TROIS QUESTIONS À... RUBEN BAREIRO SAGUIER

1 Poète et ancien exilé politique à Paris, vous êtes aujourd'hui ambassadeur du Paraguay en France. Quelles répercussions ont, dans votre pays, les résultats de votre équipe nationale de football à l'occasion de cette Coupe du monde ?

Juste après la victoire obtenue contre le Nigeria, l'ensemble du pays est sorti dans les rues pour fêter cette qualification. Il est intéressant de noter que le Paraguay vit actuellement une période un peu particulière puisque le 15 août aura lieu une passation de pouvoirs à la présidence de la République. Il y a, en ce moment au Paraguay, des problèmes internes liés à cette situation. Mais j'ai la certitude qu'actuellement la population oublie toutes ces discordances, en raison des exploits de son équipe. Le football a toujours accompagné l'histoire et l'évolution de notre pays. A chaque fois que le Para-



La joie de Cardozo et Ayala après le match contre le Nigeria.

guay a connu des progrès sociaux et économiques, le niveau de son football s'est également amélioré. Pendant les périodes de troubles, en revanche, il était au plus bas.

2 Le Paraguay est un pays très peu connu en Europe. En quoi cette participation à la Coupe du monde est-elle importante ?

Il s'agit d'une chance unique pour un petit pays d'attirer l'attention du monde entier sur son existence. Nous avons profité du Mondial pour organiser un certain nombre d'expositions et de manifestations culturelles en France. Des acteurs économiques paraguayens ont également lié des relations commerciales ici. Et 3 000 supporters sont actuellement présents à la Coupe du monde, ce qui est énorme pour un pays comme le nôtre. Il me semble que la prestation de nos joueurs est plutôt honorable pour le moment. Tout cela est extrêmement positif pour l'image du Paraguay.

3 La forte personnalité du gardien de but José Luis Chilavert est-elle une bonne publicité ? Ne vous semble-t-elle pas disproportionnée, exubérante ?

Non. Chilavert est un personnage emblématique. On dit qu'il pourrait se présenter un jour à la présidence de la République. Je crois que l'on exagère un peu à ce sujet. Ses origines modestes ont fait de lui un homme très sensible aux problèmes sociaux. Il a donné beaucoup d'argent pour la création de centres d'animation dans des quartiers pauvres ou dans son village, près d'Asuncion. Chilavert est un représentant exceptionnel pour le Paraguay. Quant à son tempérament, je l'ai trouvé assez calme ces derniers temps. Après le match contre l'Espagne, je l'ai entendu dire que le meilleur gardien du monde n'était pas lui, mais Zubizarreta. Chilavert honore tous les Paraguayens.

Propos recueillis par  
Frédéric Potet

La photographie d'Hugues de Wursterberger.

Place de la Gare, à Lens, un récepteur de télévision a été mis à disposition des gardiens qui surveillent l'antenne mobile de France 3.

## Un hooligan recherché depuis les violences de Lens a été arrêté

LES POLICIERS de Hambourg ont arrêté, vendredi 26 juin, un Allemand de vingt-trois ans qui était recherché depuis les violences de Lens du dimanche 21 juin, au cours desquelles un gendarme avait été grièvement blessé à la tête (il est toujours dans le coma depuis). Le jeune homme a reconnu qu'il était bien l'une des personnes figurant sur des photos. Son frère jumeau et un autre jeune de dix-huit ans, également interpellés vendredi, ont, en revanche, été remis en liberté. La police allemande est toujours à la recherche d'autres hooligans. Deux Allemands avaient déjà été mis en examen, mardi, en France pour « tentative d'homicide volontaire » après l'agression du gendarme.

## Le PDG de PSI a été mis en examen

DOUGLAS KNITTLE, le PDG américain de Prime Sports International (PSI), tour-opérateur s'affirmant victime d'un vol de 15 000 billets pour la Coupe du monde de football, a été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire, vendredi 26 juin. M. Knittle s'est vu signifier les chefs d'accusation : « escroquerie, tromperie et dénonciation mensongère d'un délit », à l'issue de sa garde à vue. La justice estime que le PDG serait à l'origine de l'escroquerie maquillée en cambriolage. Les trois autres personnes placées, jeudi, en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur le vol commis à PSI ont été remises en liberté.

## L'oreillette de Pierre Issa était un collier

LE MYSTÈRE est éclairci : l'oreillette que semblait porter le joueur sud-africain Pierre Issa, le 24 juin à Bordeaux, contre l'Arabie saoudite (2-2), n'était autre qu'un collier. Lors d'une action de jeu, le bijou s'était soulevé au niveau de l'oreille, donnant l'impression sur une photo qu'il portait une oreillette. Le document avait été soumis, jeudi 25 juin, à la Fédération internationale (FIFA), qui l'avait pris très au sérieux. Il aurait pu s'agir, en effet, d'un système permettant de recevoir des informations pendant un match, ce qui aurait constitué une « première » et un geste antisportif.

● RETOUR : des milliers de Marocains sont venus accueillir en héros à l'aéroport de Rabat les joueurs de leur équipe nationale de retour du Mondial, vendredi 26 juin. Les Lions de l'Atlas avaient été éliminés de justesse après un Mondial jugé excellent. Les 22 joueurs de l'équipe ont ensuite traversé la ville sous escorte policière juchés sur un camion à ciel ouvert et se sont rendus au palais du roi Hassan II. - (AFP)

● DÉCEPTION : des supporters brésiliens mécontents de la défaite du Brésil contre la Norvège (2-1), mardi 23 juin, ont lancé des pierres sur la maison des parents de Junior Balano, à Bahia. Junior Balano est à l'origine du penalty à l'origine de la victoire des Norvégiens. - (AFP)

● FORFAIT : Alessandro Nesta a subi une opération des ligaments croisés du genou droit, vendredi 26 juin, à Rome. L'international italien de la Lazio Rome, blessé lors du match de Coupe du monde Italie-Autriche (2-1), le 17 juin, devrait rester indisponible pour une durée de six à neuf mois.

● TRANSFERT : Arsène Wenger, l'entraîneur d'Arsenal, tient absolument à récupérer son ancien joueur de l'AS Monaco Thierry Henry, mais le FC Barcelone est également sur les rangs. L'AS Monaco a déjà songé au remplacement de sa jeune vedette en nouant des contacts avec Stéphane Chapuisat, l'attaquant suisse du Borussia Dortmund.

● COLOMBIE : le frère d'Andrés Escobar, le footballeur colombien assassiné après la Coupe du monde de 1994 pour avoir marqué un but contre son camp qui avait privé son équipe du second tour, a lancé un appel au calme, vendredi 26 juin, après l'élimination de la Colombie. « Avant d'être des footballeurs, ces gens sont des êtres humains. Ils ont essayé de représenter notre pays avec dignité. Les bons résultats leur ont fait défaut, malheureusement. Mais ce n'est qu'un jeu, dans lequel on peut perdre, gagner ou faire match nul », a déclaré Santiago Escobar Saldarriaga à la radio.





# Le gardien enlève l'ensemble le bas

**TRADITIONS.** Le gardien de but de football est un des derniers sportifs du siècle hormis les gardiens de handball - à évoluer en pantalon. Autrefois, il s'agissait pour lui de se protéger de la rudesse des surfaces proposées au jeu - mauvais gazon, terre battue tassée, stabilisé pas vraiment tabilisé. Si les terrains sont désormais normalisés et de bonne qualité, les portiers n'en sont pas moins attentifs à leur physique, d'autant plus que les contacts avec les attaquants sont, eux, toujours aussi rudes. Résultat : ils ne sont pas très nombreux à jouer en short.

● **VIVE LE PROGRÈS !** Il aura fallu attendre les années 80 pour que le pantalon s'adapte aux spécificités du poste. Auparavant, le goal - puisque c'est ainsi qu'on l'appelait - utilisait un bas de survêtement renforcé de genouillères de coton épais afin de protéger des articulations exposées aux chocs de toute nature. Mais la taille baillait et le reste flottait, donnant à l'infortuné portier un air de Bibendum grotesque. Les équipementiers se sont penchés sur le problème.

● **REMBOURRAGES.** Le pantalon de gardien est désormais noir - plus rarement bleu marine ou gris souris - près du corps et rembourré sur les hanches et aux genoux. « Si les amateurs se félicitent de cette innovation qui leur permet de mieux amortir les chutes sur les terrains stabilisés ou synthétiques sur lesquels ils jouent habituellement, les professionnels, eux, se débarrassent



presque systématiquement des rembourrages aux hanches, qui les gênent. En revanche, ils renforcent parfois de genouillères supplémentaires, elles-mêmes rembourrées, portées sous les pantalons », explique Antoine Latscha, responsable de la société BGB, spécialisée dans l'équipement des gardiens de but.

● **MATÈRE.** Le tissu employé est fait de polycoton ou de polyester, les rembourrages sont composés de mousses d'intensité et d'épaisseurs différentes (8 mm aux hanches, 10 mm aux genoux) suivant les endroits où elle est posée. Le pantalon se porte serré à la taille et, la plupart du temps, rentré dans les chaussures. En magasins à partir de 250 F.

Michel Dalloni

## LES HOMMES DE L'OMBRE LES LUSITANOS DE SAINT-MAUR

Tous les jours,  
la banlieue  
défie le Brésil

LA PREMIÈRE FOIS, ce fut comme un émerveillement teinté d'angoisse. Johnny et Eric se sont demandés s'ils allaient être à la hauteur, s'ils n'allaient pas passer à travers un grand bonheur de football. Et puis ils se sont vite habitués à leur rôle. Comme les autres, ils sont entrés dans le vestiaire discret du stade des Trois-Sapins, à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne) ; comme les autres, ils ont enfilé le maillot jaune et vert que le monde entier reconnaît au premier coup d'œil. Ils ont écouté respectueusement les consignes de Mario Zagallo, le mal-aimé entraîneur national.

Eric Martineau, vingt-six ans, et Johnny Sousa, vingt-cinq ans, les deux joueurs du club des Lusitanos de Saint-Maur (Val-de-Marne), qui évolue en National 1, viennent renforcer l'équipe des remplaçants que Mario Zagallo oppose toujours aux titulaires pour préparer les rencontres de la Coupe du monde. Dans son club, Eric Martineau occupe le poste de stoppeur. Dans les matches d'entraînement, cette position lui vaut d'affronter Ronaldo, et de faire de chaque face-à-face un merveilleux souvenir. « L'autre jour, raconte le défenseur, il m'a mis cinq mètres dans la vue en un quart de seconde. Il s'est arrêté. Je suis revenu. J'ai tâté, et j'ai récupéré le ballon ».

L'épisode, pour glorieux qu'il soit, n'a pas rendu Eric Martineau, le « petit » joueur de National, dupe un instant. « Évidemment, ajoute-t-il aussitôt, à l'entraînement ils sont à 30 % ou à 40 % de leur valeur, tandis que nous, nous sommes à 200 %. » Tous les deux ont cependant apprécié la gentillesse des stars brésiliennes, leur soud de les mettre en confiance, de ne pas les traiter de haut. Sur le terrain d'Ozoir-la-Ferrière, ils sont des Brésiliens comme les autres. Ou presque. Car ils échappent à la ferveur des supporters, et aux boussolades des journalistes, toujours en quête d'un mot ou d'une mimique.

● **PAS DE MANIÈRES.** Leonardo, le milieu de terrain qui parle français depuis son passage au Paris-Saint-Germain, restera leur favori. Il s'est comporté en « véritable gentleman », disent-ils, unanimes. Il leur a parlé. Il les a écoutés. Johnny Sousa possède un avantage sur son coéquipier. D'origine portugaise, comme beaucoup des joueurs des Lusitanos, ce milieu offensif ou rehyeur peut converser avec les Brésiliens dans leur langue. « Ils sont vraiment abordables, confie-t-il, ils ne font pas de manières. » C'est ainsi qu'il s'est surpris à échanger quelques mots sur le terrain avec Dunga, le capitaine de la Selecao, un joueur qu'il qualifie d'« impressionnant ». « Il est vraiment le patron sur le terrain, affirme-t-il. Tous les ballons passent par lui. À l'entraînement comme en match. Lui, ils ont un patron ».

Le 10 juillet, Johnny Sousa et Eric Martineau reprendront le chemin des entraînements ordinaires, avec leur club. Le championnat de France de National 1 reprend dès le 8 août. Les deux Brésiliens d'occasion se promettent déjà de montrer à leurs copains quelques trucs appris au contact de Ronaldo et des siens. Même si Eric Martineau, dans un moment de franchise, reconnaît bien volontiers que son jeu s'inspire beaucoup plus du « style allemand » que de celui des quadruples champions du monde.

Pascal Ceaux,  
à Ozoir-la-Ferrière

## ● LA PHRASE DU JOUR

« Ne me demandez pas de vous donner le nom de mes joueurs préférés. Pour moi, les vingt-deux sont bons. Regardez : contre le Danemark. Les autres joueurs de l'équipe de France ont très bien tenu la baraque. D'une manière générale, j'ai été frappé aussi par l'explosion d'Henry, par l'expérience de Dugarry, et par Barthez aussi, qui rigole sous les boulets. »

Lionel Jospin, premier ministre français, à Toulouse, au cours d'une conversation avec des journalistes reprise par l'AFP.

## Les Pays-Bas face à la question serbe

Pays-Bas - Yougoslavie. Malmenés par le Mexique et en mal de leader, les Néerlandais parient d'abord sur leur travail et sur leur cohésion pour battre les Yougoslaves

COMMENT rebondir vite sur un sujet de satisfaction quand vos joueurs vous ont sacrément déçu la veille ? Guus Hiddink, l'entraîneur néerlandais, a trouvé la solution vendredi matin 26 juin, au lendemain du match nul (2-2, après avoir mené 2-0) concédé aux Mexicains dans les ultimes secondes. Ceux qui ont joué sur la pelouse de Saint-Etienne ont eu droit à une séance d'entraînement raccourcie, à base d'exercices de récupération. Les autres, les remplaçants, se sont alors mis au boulot sous un soleil à faire rougir les gens du Nord. La baignade était bien au programme de toute l'équipe, mais plus tard, dans l'après-midi de liberté concédée aux joueurs avant de se concentrer sur le délicat huitième de finale, lundi 29 juin, à Toulouse, face aux Yougoslaves.

Du beau travail fourni par les « hommes du banc » : des exercices de tirs au but, de dribbles et de centres, où Patrick Kluivert et Clarence Seedorf, ceux qui ont perdu leur place depuis le début du tournoi (le premier pour suspension, le second par choix de l'entraîneur), se sont montrés particulièrement brillants. Et pour finir d'enjouer la moustache de Guus Hiddink, tous les garçons se sont livrés avec beaucoup d'engagement et de volonté à un petit match entre eux. « Je suis très satisfait de la façon dont les remplaçants se sont livrés. Seedorf et Kluivert ont été bons », a commenté le sélectionneur national. Mais ça ne veut pas dire que ce dernier fera sa rentrée face aux Yougoslaves. Philip Cocu aussi a été bon contre les Coréens et les Mexicains, comme le sou-

ligne l'entraîneur, et « Patrick a manqué deux matches ; il doit retrouver le rythme de la compétition ». Mais, on s'en doute, les Pays-Bas ne sont pas là pour se voir décerner le titre des meilleurs remplaçants du monde. Guus Hiddink l'admet : « Nous sommes satisfaits d'avoir atteint notre premier objectif, terminer en tête du groupe, mais pas de la manière dont nous y sommes parvenus. Il n'y a pas eu de champagne à l'hôtel quand nous sommes rentrés ».

### MANQUE DE MAÎTRISE

Les Orange ont donc remis les pieds sur terre, et les voilà confrontés au problème serbe. Aux Pays-Bas, juste avant que ne débute la Coupe du monde, de nombreuses voix s'élevaient pour exiger l'exclusion de la Yougoslavie si elle ne retirait pas ses troupes du Kosovo. Ni politique, ni diplomatie, le camp néerlandais est surtout satisfait d'avoir évité l'Allemagne. « Les Yougoslaves jouent bien, dit Dennis Bergkamp, ils jouent, ils jouent, mais ils ont des trous de mémoire. Ils n'ont pas la mentalité à toute épreuve des Allemands ».

Et les Hollandais alors ? Ils jouent, ils jouent, eux aussi, mais, quand les Belges s'entendent à faire bloc, quand les Mexicains s'accrochent à leurs mollets, ils oublient eux aussi de rester la belle équipe qui en fait rêver plus d'un. Lors d'une seule rencontre - face à la Corée du Sud (5-0) - le rêve du beau jeu en triangle et en passes redoublées a rencontré la réalité de l'efficacité. Mais, face aux Belges comme face aux Mexicains, les

Néerlandais ont cruellement manqué de réalisme. « Jeudi, nous avons été bons en première période et excellents pendant les dix premières minutes de la seconde, jusqu'au tir de Cocu sur la transversale, analyse Guus Hiddink ; si on avait su mettre ce troisième but, avec toutes les occasions créées, cela aurait été un autre match. » Mais le troisième but n'est pas venu et ses hommes se sont retrouvés pour la première fois soumis à un pressing agressif. Et là, ils ont dévoilé une grande fragilité défensive et une manque de maîtrise qu'on ne soupçonnait pas.

« Nous n'avons pas, comme dans les grandes équipes hollandaises du passé, de leader qui résoud sur le terrain les situations problématiques », constate l'entraîneur. Il ne peut désormais plus rien y faire. Guus Hiddink n'en perd pas pour autant le moral. Il a même l'air plutôt content de voir ses joueurs baisser la tête, au bon moment : « Je les avais prévenus qu'il y a une division d'écarts entre l'équipe du Mexique et celle de Corée, mais ils ne m'ont pas cru. Ils n'ont pas eu peur. Pour préparer le huitième de finale, je n'aurai pas ce genre de problèmes. » Et de décrire rapidement l'adversaire yougoslave : « Une formation avec de très fortes individualités. Ils sont très forts et très malins. Mijatovic [incertain, après sa blessure au genou face aux États-Unis] est un attaquant dont je connais bien les qualités ; c'est moi qui l'ai fait venir en Espagne quand j'étais l'entraîneur de Valence ».

Christian Jaurena,  
à La Turbie



Winter, Bergkamp, Bogarde (de gauche à droite) : les Orange se veulent sereins avant d'affronter la Yougoslavie.

## « Nous partons à égalité de chances »

Dusan Maravic. Le vice-président de la fédération yougoslave ne craint pas l'équipe néerlandaise

« Êtes-vous satisfait du premier tour de la Yougoslavie ?

— Nous étions venus en France avec des ambitions raisonnables. Dès le tirage au sort, notre objectif était de finir deuxième du groupe derrière l'Allemagne, qui nous paraissait alors intouchable. Le contrat est donc rempli. Cette qualification n'était pourtant pas acquise d'avance, compte tenu du handicap que représentait pour nos joueurs l'absence de toute compétition internationale depuis huit ans. Du premier tour, il reste toutefois une légère déception qui tient au jeu pratiqué par notre équipe dans les deux matches, présumés les plus faciles, contre l'Iran et contre les États-Unis. Lorsque la Yougoslavie est en position de favorite, elle ne se montre pas convaincante. Quand elle est en situation d'outsider, elle développe un jeu bien supérieur. C'est plutôt de bon augure avant le huitième de finale contre les Pays-Bas !

— Comment expliquez-vous ce manque de régularité ?

— Si elle est motivée et concentrée à 100 %, la Yougoslavie est capable de battre les meilleures équipes au monde. Mais, pour y parvenir, la mise en condition par l'entraîneur et le staff technique ne suffit pas. Nos joueurs ont besoin d'une sorte de « challenge », qu'ils se fixent à eux-mêmes, pour pouvoir se surpasser, mettre en œuvre leurs qualités techniques, leur jeu collectif appuyé sur une défense solide et des individualités

capables à tout moment de faire la différence.

— Le match contre les Pays-Bas devrait vous fixer sur votre niveau réel.

— Vous avez raison, et je répète que nous ne sommes jamais aussi bons que dans un rôle d'outsider. Et puis, nous partons à égalité de chances. Les Pays-Bas sont un pays de football. La Yougoslavie aussi. Le jeu hollandais repose sur un collectif soudé, une technique

« Nous ne sommes  
jamais aussi bons  
que dans un rôle  
d'outsider »

subtile, de fortes individualités. Le jeu yougoslave aussi. Cette équipe a montré qu'elle pouvait connaître des phases de relâchement. La nôtre aussi.

— Quel est l'état de vos forces avant ce match décisif ?

— Nous sommes inquiets pour l'état de santé de Predrag Mijatovic, touché et remplacé dès le début du match contre les États-Unis. L'entraîneur, Stobodan Santrac, prendra la décision de l'aligner à la lecture des résultats des examens qu'il doit subir. Pour moi, Predrag Mijatovic est l'un des meilleurs attaquants au monde, une forte personnalité qui a un grand rayonnement sur toute l'équipe, non pas comme Zinedine

Zidane au milieu du terrain, mais à la pointe, comme Gabriel Batistuta l'Argentin. Il fait partie de ces joueurs qui peuvent ne toucher que trois ou quatre fois le ballon dans une mi-temps et marquer un but ou en faire marquer un. Mais nous avons récupéré Dejan Savičević en fin de partie contre les États-Unis. S'il n'est pas revenu à son meilleur niveau, deux mois après avoir été blessé, il peut jouer à un rythme élevé pendant une demi-heure. Son retour est bon pour le moral de l'équipe.

— Cette Coupe du monde aurait-elle permis de révéler de nouveaux talents dans vos rangs ?

— Les plus grandes satisfactions viennent pour moi de la confirmation du talent de jeunes joueurs comme Peica Ognjenović et Dejan Stanković. Avec eux, c'est l'ossature de l'équipe de l'Euro 2000 qui se prépare. Pour une fois qu'on permet à la Yougoslavie de voir loin... L'obstacle vient des grands clubs européens - la Lazio Rome pour Stanković, le Real Madrid pour Ognjenović -, qui les veulent déjà. Cette situation souligne la fragilité de notre football en de notre pays. Avec la crise économique et politique, nos clubs sont obligés de vendre leurs meilleurs éléments. La fédération yougoslave cherche les moyens de limiter le départ à l'étranger des joueurs âgés de moins de vingt-quatre ans. Y parviendra-t-elle ?

Propos recueillis par  
Henri Tincq,  
à Saint-Galmier

## Luis Hernández n'est plus un mal-aimé

Le buteur mexicain a fait taire les critiques

LE MONDIAL 1998 n'est pas avare de bons sentiments. Il s'agit de mal-aimés et fait preuve d'une immense compassion envers les joueurs en quête de réhabilitation. Après l'Italien Roberto Duggeri et le Français Christophe Dugarry, deux attaquants controversés auxquels il a suffi d'un match, d'un but et d'une passe décisive pour se racheter définitivement, c'était au tour de l'avant-centre mexicain Luis Hernández, vingt-neuf ans, de s'avancer sur le chemin grand ouvert de la rédemption, samedi 13 juin, à Lyon.

Le blond mexicain savait qu'il disposait d'une chance unique, face à la Corée du Sud, pour se réhabiliter et - qui sait ? - obtenir le salut de ses censeurs. Le buteur sud-américain revient de loin : très exactement du banc des remplaçants de Boca Juniors, à Buenos Aires. En Argentine, ce géant du football où aucun Mexicain n'a jamais réussi à briller, Luis Hernández était allé chercher un surcroît de gloire et le parfum d'une aventure peu commune pour un footballeur d'Amérique centrale. Il était également en service commandé.

Si le football mexicain sait retenir ses meilleurs joueurs, il ne dédaigne pas les « coups » de marketing. Alejandro Burillo, le vice-président de Televisa, principale télévision privée du Mexique, propriétaire de trois équipes - l'America, l'Atlante et Necaxa -, dispose de ses joueurs à sa guise. En 1997, il s'est servi de Luis Hernández, avant-centre de Necaxa, comme d'un bon d'échange : le

joueur est parti à Boca Juniors contre les droits de télévision du club le plus populaire de Buenos Aires. Alejandro Burillo comptait bien rééditer une opération qui avait fait ses preuves, lorsque les exploits de Hugo Sanchez au Real Madrid assurèrent à Televisa d'excellents taux d'audience.

Mais Hernández n'est pas Sanchez. Son exil argentin a mal tourné : en six mois, le « Canigga mexicain » n'a joué que quatre matches et marqué deux buts. Il y a laissé sa confiance et sa place en équipe nationale, car, tout comme son alter ego français, Aimé Jacquet, le sélectionneur national, Manuel Lapuente, voulait des joueurs titulaires dans leurs clubs pour disputer le Mondial français. Début 1998, Luis Hernández n'avait donc d'autre choix que de regagner son club d'origine, Necaxa, pour regagner les faveurs de l'entraîneur.

Restait à déjouer les sombres pronostics d'une « certaine presse », hostile à son retour. C'est chose faite depuis le 13 juin : auteur de deux des trois buts inscrits par les « Tricolores » mexicains, face à la Corée du Sud, Luis Hernández a donné à son pays sa première victoire sur le sol européen en Coupe du monde avant de lui offrir le but de la qualification pour les huitièmes de finale, contre les Pays-Bas, jeudi 25 juin. A 2-2, le Mexique prolongeait son aventure mondiale et Luis « le mal-aimé » devenait Luis « le héros ».

Eric Collier, à Lyon



Trois légendes du football en action : Johan Cruyff, poursuivi par l'attaquant argentin, dans la Coupe du monde de 1978.

## Cruyff, passements de jambe et poigne de fer

En club, le Néerlandais a tout gagné. Mais Johan Cruyff n'aura disputé qu'une Coupe du monde, pour perdre en finale. C'est qu'il cultive autant l'art de l'esquive qu'une exigence totale, à l'égard de lui-même et des autres

**J**ACK TAYLOR, arbitre anglais, vient de siffler le coup d'envoi d'une prometteuse finale de Coupe du monde. Dans le cadre majestueux du Stade olympique de Munich, en ce 7 juillet 1974, l'ambiance est électrique. Face à face, les Allemands de Franz Beckenbauer et les nouveaux monstres hollandais emmenés par un joueur de génie nommé Johan Cruyff, maître à jouer du FC Barcelone, âgé de vingt-sept ans. L'affiche est exceptionnelle. Et la représentation débute à peine qu'elle réserve un microscopique coup de théâtre.

Cruyff s'est placé en position de dernier défenseur afin de dérouter ses adversaires, qui l'attendaient aux avant-postes : il s'empare du ballon, qui semble dès lors collé à ses pieds ; et, jaillissant du milieu du terrain, celui qui passe pour le meilleur joueur de la planète s'élance à travers les lignes allemandes, percant tous les barrages avec une facilité frisant la provocation. Cruyff évite un, deux, trois Allemands. A l'entrée de la surface de réparation, Ulf Hoeneß tente un tackle par derrière qui déséquilibre l'artiste au maillot orange. On joue depuis exactement cinquante-huit secondes. Les Allemands n'ont pas encore touché le ballon. Sans hésiter, l'arbitre siffle pénalty, le plus rapide jamais accordé en finale de la Coupe du monde. Johan Neeskens le transforme. Les Pays-Bas ouvrent donc le score, mais quatre-vingt-neuf minutes plus tard, les Allemands gagnent la trophée le plus convoité de la planète. Johan Cruyff, lui, vient de disputer la première et dernière finale de Coupe du monde de sa carrière.

Pourquoi celui qui restera à jamais l'un des plus grands joueurs de la planète n'a-t-il participé qu'à une seule phase finale de Coupe du monde ? En dépit de l'énorme pression populaire hollandaise, l'arbitre siffla le coup d'envoi du Mondial 78. Tout simplement parce que je m'étais préparé intellectuellement à prendre ma retraite avant cette

compétition », explique aujourd'hui l'intéressé. A cinquante et un ans, Johan Cruyff reste sveite et élégant, insensible aux regrets.

Son refus de participer au Mondial 1978, en dépit de l'intervention personnelle de la reine des Pays-Bas, est dû à plusieurs facteurs. D'abord la volonté de son épouse, Dany, de ne plus voir son cher Johan s'éloigner deux longs mois du domicile conjugal. Ensuite une certaine lassitude mentale. « Pour disputer une Coupe du monde, il faut être à 200 % de ses moyens, pas 100 %. Et ma philosophie en tant que joueur puis comme technicien a toujours tenu en deux mots : "Amuse-toi !" Je n'étais pas sûr, à trente et un ans, de m'amuser sur les terrains argentins et de supporter un stage en vase-clos pendant six semaines. D'ailleurs, j'ai toujours dit que mes meilleurs moments de footballeur ont eu lieu entre douce et dix-sept ans ! »

Johan Cruyff fut un enfant prodige de la balle ronde, pas un enfant gâté. Né dans un quartier populaire de l'est d'Amsterdam le 25 avril 1947, à quelques centaines de mètres du stade De Meer, fief de l'Ajax, Cruyff quitte son pays natal en août 1973 pour tenter une aventure périlleuse à Barcelone. « A l'époque, Johan était vraiment irrattrable. Si son adversaire direct fixait son corps plutôt que ses pieds, il était perdu. D'un simple déhanchement, Johan pouvait le déséquilibrer », se rappelle

doivent pas faire illusion : dès le début des années 70, ses compatriotes le surnommaient Money Wolf (le « loup en affaires »), car l'argent a toujours eu une importance énorme dans son mode de fonctionnement. Cor Coster, son beau-père, deviendra rapidement son redoutable homme d'affaires. Foot, argent, plaisir de jouer puis de diriger, Cruyff a toujours mené sa vie comme il l'entendait.

**S**ACRÉ meilleur joueur européen en 1971, 1973 et 1974, chef d'orchestre incontesté de l'une des plus fabuleuses équipes de tous les temps, l'Ajax, Cruyff quitte son pays natal en août 1973 pour tenter une aventure périlleuse à Barcelone. « A l'époque, Johan était vraiment irrattrable. Si son adversaire direct fixait son corps plutôt que ses pieds, il était perdu. D'un simple déhanchement, Johan pouvait le déséquilibrer », se rappelle



« Ma philosophie en tant que joueur puis comme technicien a toujours tenu en deux mots : "Amuse-toi !" »

Wim Suurbler, son coéquipier à l'Ajax et en équipe nationale.

Premier joueur de la génération dorée de l'Ajax à tenter l'aventure dans un grand championnat étranger, Cruyff signe au FC Barcelone pour la somme, phénoménale à l'époque, de 10 millions de francs. La vente de La Ronde de nuit de Rembrandt aurait provoqué moins de commentaires ! écrit le journaliste hollandais. L'arrivée de Maître Johan à Barcelone provoque des scènes d'hystérie collective. Quelques mois plus tard, son triomphe est total : le Barça, qui attendait de remporter le titre de champion d'Espagne depuis

quatorze ans, termine en tête de la Liga avec huit points d'avance sur l'Atlético Madrid. Et Cruyff devient un dieu vivant en Catalogne.

Aux Pays-Bas également, Johan reste un monument. Sous le maillot orange de la sélection, il réalise de multiples exploits, inscrivant la bagatelle de 27 buts en 27 rencontres entre décembre 1970 et novembre 1974. Retraite prise, de mauvaises affaires le contraignent à revenir sur le terrain, aux États-Unis d'abord, avec les Los Angeles Aztecs, puis les Washington Diplomats. En Espagne, ensuite, dans le modeste club de Levante. Puis de retour chez lui, à l'Ajax, où, entre 1981 et 1983, il remporte de nouveaux titres, portant son record personnel à 204 buts en 274 matches joués pour le club d'Amsterdam. A la suite d'une dispute avec le président, Cruyff file chez les ennemis de Rotterdam, où, avec le Feyenoord, il remporte, évidemment, le championnat. En mai 1984, âgé de trente-sept ans, il abandonne définitivement la carrière de joueur pour celle d'entraîneur.

Dans ce costume, Cruyff applique ses idées avec poigne : « Le football doit être joué simplement. J'ai toujours demandé à mes joueurs de posséder une bonne technique individuelle et de s'amuser sur un terrain. Le reste vient naturellement. Qu'il en soit, le football d'aujourd'hui me paraît beaucoup moins dur physiquement que celui pratiqué il y a dix ou vingt ans. » A la tête de l'Ajax, il aidera le club de son enfance à remporter, en 1987, son premier trophée européen depuis quatorze ans. Revenu ensuite à Barcelone, il y passera huit années. Le temps de remporter quatre titres consécutifs de champion d'Espagne, deux Coupes d'Europe, et de se ficher définitivement avec Josep Nunez, le président autocrate du Barça.

Installé dans la capitale catalane en compagnie de Dany et de ses deux filles, Johan assistera avec fierté aux débuts professionnels de son fils Jordi, qui migrera ensuite au Manchester United. Libre de tout engagement dans le football, Cruyff s'adonne au jeu. En octobre, il ouvrira à Barcelone, grâce à l'argent de sponsors, une université destinée aux jeunes sportifs. « Ils pourront y apprendre l'un des nombreux métiers ayant un rapport avec le monde sportif, du marketing au journalisme, de la comptabilité aux relations publiques », explique celui que l'on annonce toujours avec insistance à la tête de la sélection hollandaise.

Alain Constant

### LES ÉCRANS DU MONDE UNE TÉLÉVISION PAR JOUR

## La Corée veille tard et promet de rebondir

LE TROISIÈME MATCH de la Corée (contre la Belgique) tombait le 25 juin, jour anniversaire du début de la guerre de Corée. Devant les écrans géants installés dans les rues, les « exhortateurs » orchestraient les réactions de l'audience (notamment lorsqu'il s'agit de se lever pour chanter l'hymne national), mais l'enthousiasme n'a pas été au rendez-vous. Le match nul contre les Diables rouges n'a pas lavé l'humiliation des deux défaites précédentes. Au départ, pourtant, les Coréens avaient bien cru au triomphe mille fois annoncé.

Toute la journée, la veille du match contre le Mexique, la voisine, qui ne connaît rien au football, avait demandé à quelle heure il aurait lieu, bien que les quatre grandes chaînes de télévision aient largement participé à la mise en condition collective de la population. Les téléspectateurs avaient dévalisé les épiceries en alcool et en amuse-gueule pour attendre minuit trente. Seul le voyage du président Kim Dae-jung aux États-Unis avait pu se glisser parmi les informations et autres éditions spéciales sur le Mondial.

Dans un pays où le football est loin d'être le sport national (c'est le base-ball), mais qui coorganise le Mondial 2002 avec le Japon, chacun était inopinément devenu supporteur et spécialiste. Et tous de répéter ce que la télévision a déjà dit et redit. A minuit trente, Séoul brillait comme en plein jour. Deux

appartements sur trois étaient allumés. Les records d'audience volaient en éclat : toute la Corée regardait la Coupe du monde. Trois chaînes diffusaient le match en même temps.

#### AUTOFLAGELLATION COLLECTIVE

Deux heures plus tard, c'était la catastrophe. L'expulsion de l'avant Ha Seok-ju et les trois buts mexicains (en avait-on vu pourtant des publicités montrant des Mexicains terrorisés devant un Coréen buvant un fortifiant !) étaient disséqués à l'infini en attendant que les trois chaînes rediffusent le match. C'est sûr, l'arbitre était fautif. Lundi, le ton avait quelque peu changé. C'était la faute de l'avant coréen, qui avait eu un coup de folie. Autoflagellation collective : les trois chaînes de télévision ont continué à rediffuser des scènes terribles et, dans les épiceries au téléviseur toujours allumé, les clients s'arrêtaient, regardaient encore, hochaient la tête.

L'élimination simultanée des quatre pays asiatiques a mis un peu de baume aux cœurs. Tandis que les images de la défaite ont continué de défiler sur fond noir s'est déployé sur les écrans le slogan : « Ce n'est pas fini... nous rebondirons. » La même formule, mot pour mot, que celle employée au plus profond de la crise financière en décembre.

Patrick Maurus, à Séoul

#### INTERNET

<http://ds.dial.pipex.com/amd-design/worldcup.htm>

POUR CEUX qui veulent avoir l'ultime état du moral des supporters anglais, ce forum est une mine de points de vue. Ils réconcilient aussi les amateurs de commentaires uniquement sportifs, loin des invectives hooliganistiques, bien que le chauvinisme ne soit pas absent des pages. Quelques Français y interviennent d'ailleurs. Ce site structure ces discussions par thèmes : chances en Coupe du monde, l'équipe, les joueurs, l'entraîneur, l'homme du match, les médias et une rubrique « extra », avec cette suggestion :

« Les Spice Girls devraient composer la chanson de l'équipe d'Angleterre et accompagner les joueurs en France en temps que mascottes officielles de l'équipe. »

Retrouvez l'intégralité du supplément quotidien « Le Mondial », les résultats des matches en direct, un forum et des reportages originaux sur Internet à l'adresse [www.lemonde.fr/mondial98/](http://www.lemonde.fr/mondial98/)

**PAROLES DE ZINC**  
LUC ROSENZWEIG

### « Georgescu », zero des Carpates

IL SE PRODUIT, concernant notre belle langue française telle qu'on la pratique dans les lieux de sociabilité pourvus d'une licence IV, quelques phénomènes intéressants, et qui mériteraient l'attention scientifique de nos plus éminents linguistes. Nous avons ainsi pu noter l'apparition de plus en plus fréquente du suffixe *escu* (prononcé « escou ») accolé à un nom propre pour désigner le caractère antiraciste, voire dictatorial d'un individu.

C'est ainsi que Georges Leekens, le sélectionneur des Diables rouges belges sortis par la petite porte du Mondial, n'est plus désigné par ses compatriotes que sous le sobriquet de « Georgescu ». Son arrogance, ses exigences démesurées au regard des résultats obtenus, sa persistance à persévérer dans l'erreur, tout conduit tout droit dans la catégorie des émules supposés du défunt dictateur roumain Nicolae Ceausescu, dit le Génie des Carpates.

Osons une prédiction, exercice passablement périlleux, surtout lorsqu'il concerne l'avenir. Nonobstant, le condottiero roumain aura été depuis longtemps effacé des mémoires que l'on continuera encore à affubler d'un *escu* le nom de nombre de personnages dont on voudrait dénoncer le comportement fondé sur l'arbitraire et le mépris affiché de leurs semblables. Au risque de banaliser ce concept par une utilisation trop systématique, bien souvent exagérée au regard de la situation réelle. Ainsi, traiter son épouse en public de « bobonnescu », comme nous l'entendons dans la bouche d'un client du Toucan, bar bruxellois où nous avons nos habitudes, méconter des reproches formulés par ladite épouse relatifs à son addiction au football, nous semble relever d'un abus de langage.

Cette nouvelle mode linguistique nous paraît également génératrice d'injustices. Il existe, en effet, des prénoms et des patronymes qui se prêtent bien à l'« escusation », d'autres non. Chacun peut en faire l'expérience en s'exerçant sur son entourage : les noms se terminant par des voyelles, en raison d'une collision peu euphonique, sont épargnés par cette mise au pilori. Cela marche pour Jacques Chirac, pas pour Charles Pasqua, pour Lionel Jospin et pas pour Robert Hue.

Toutefois, et nous nous en réjouissons, le chant choral peut bénéficier de cette innovation du parler populaire, comme le prouve cette adaptation d'un classique du folklore lycéen entonnée pour réclamer l'éviction rapide du sélectionneur belge : « Georgescu, si tu continues/Tu seras pendu par la peau des fesses/ Georgescu, si tu continues/Tu seras pendu par la peau du cou ! »

Traiter en public son épouse de « bobonnescu » nous semble relever d'un abus de langage

#### COLUMBIE-ANGLETERRE

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0

1-0



## Les Anglais sont partis, Lens respire

Le match « à risques » Colombie-Angleterre n'a occasionné que des incidents limités dans une ville quadrillée par la police

LA « GUERRE » annoncée n'a donc pas eu lieu. Ni même les bagarres tant redoutées. Quelques échauffourées, vite réprimées, ont juste été signalées. Samedi matin 27 juin, Lens ne cachait pas son soulagement. Les milliers de supporters anglais étaient repartis chez eux, de même que la plupart des mille cinq cents policiers et gendarmes chargés de les surveiller. L'ancienne cité minière commençait à retrouver son visage habituel. La police faisait état de dix-sept mises en garde à vue pour violences ou vols à Lens et de sept gardes à vue pour violences, dont trois concernant des Français, à Lille, mais aucun incident grave n'était à déplorer dans la ville du Pas-de-Calais encore traumatisée par l'agression d'un gendarme par des hooligans allemands. Ce 26 juin fera toute de même date dans l'histoire locale : jamais, la ville des Sang et Or n'avait autant redouté un match de football.

Vendredi matin, au moment de commencer cette journée hors norme, l'ambiance est pourtant bon enfant. Devant la mairie, une fanfare anglaise joue des airs du pays pour deux cents supporters en goguette. Les Lenslois s'étonnent de les découvrir « si sympas ». Autre sujet d'étonnement : la présence, massive, de cannettes de bière. En théorie, l'heure est à la prohibition. Toute consommation d'alcool est interdite sur la voie publique. Mais les visiteurs ont pris leurs précautions. A l'arrière des voitures, les provisions ne manquent pas. A défaut de pouvoir consommer dans les cafés, où la vente d'alcool est prohibée jusqu'au samedi matin 8 heures, ils le font donc à ciel ouvert.

Les nouvelles en provenance d'Ostende (Belgique), où cinquante Britanniques ont été interpellés après avoir commis des actes de vandalisme, inquiètent les commerçants lensois. Plusieurs magasins sont déjà fermés, beaucoup d'autres ne vont pas tarder à baisser le rideau. Les Anglais, eux, n'ont qu'un souci en tête : trouver des billets. Ils déboulent par petits groupes, demandant sans cesse « tickets, tickets ». Au marché noir, les prix grimpent : 1 000, 2 000, 3 000 francs.

MIL ALLEMANN

Au fil des heures, la présence policière prend de l'ampleur. Il faut dire qu'une note des renseignements généraux (Le Monde du 25 juin) fait état de la possible venue de hooligans allemands. L'information paraît cependant très peu crédible, voire inutilement alarmiste : comment imaginer qu'une poignée d'Allemands osaient défer 15 000 Anglais ? A la gare, les physionomistes de Scotland Yard préfèrent se concentrer sur leurs compatriotes. Trois d'entre eux, appartenant à la « catégorie C » (les plus dangereux), sont interpellés. Il s'agit de hooligans des clubs de West-Ham, Oxford City et Sheffield United. En outre, 371 supporters sont refusés aux frontières.

A Lens, les forces de l'ordre cherchent surtout à limiter le nombre des points de fixation, où les supporters se rassemblent en masse. C'est le cas près du stade, où ils sont quelques centaines, agglutinés sur une place, face aux CRS et aux équipes de télévision. Tous, ou presque, ont des cannettes de bière en main. Certains



Dans ce cash and carry de Calais, on trouve « stupide » l'interdiction de vente d'alcool.

commencent à s'en servir comme projectiles. Les CRS se déploient, les journalistes reculent. La police procède à quelques interpellations. Bien que les incidents « très limités » n'aient duré que dix minutes, ils sont grossis sous l'effet de « l'oupe » télévisuel. Plusieurs supporters s'en prennent alors aux journalistes, accusés de voyeurisme.

Les images sont sans doute spectaculaires, mais reflètent-elles la réalité ? Au-delà de ces escarmouches, Lens est plutôt calme. Tendue, inquiète, mais calme. La foule n'a pas suivi les meneurs. « Pour l'instant, cela se passe plutôt bien », se réjouit un responsable policier. Des équipes d'intervention

rapide sillonnent la ville, interpellant plusieurs personnes pour des incidents sans gravité.

PORTES FERMÉES

A l'approche du coup d'envoi, les milliers de « sans billet » fuient, mais ne se révoltent pas. Leur souci premier est de trouver des postes de télévision. La plupart des cafés étant fermés ou bondés, certains repartent vers Lille, où des accrochages sont signalés avec des jeunes des cités (une vingtaine d'interpellations, un blessé côté anglais). D'autres Anglais essaient de traverser les portes lensoises. Peine perdue : la ville se terre. Les habitants qui osent encore sortir constatent pourtant que la police

veille. Les CRS consistent les provisions d'alcool et surveillent les cafés où les « sans billet » parviennent tant bien que mal à suivre la rencontre.

Il reste alors à gérer l'après-match. Là encore, tout se passe beaucoup mieux qu'on ne pouvait le craindre. De ce point de vue, la victoire est une alliée précieuse. C'est une foule heureuse, et résolument pacifique, qui quitte le stade. Le Pas-de-Calais et le Nord vont repartir leurs visiteurs britanniques. Lens peut commencer à préparer « son » huitième de finale France-Paraguay : le temps de la fête est revenu.

Philippe Broussard, à Lens

Autour de la capitainerie du port de Sète

## « En Allemagne, ça peut influencer les élections »

DANS l'enceinte de la ferraille de Sète, la rouille des essieux et des roues des vieux trains se mêle à la poussière face à la mer. Ascension, cinquante-trois ans, remplit de gazole le réservoir de son camion, prend sa douche, boit une bière. Après ce sera le souper et le match en cénant des yeux. Le Mondial, pour ce petit homme né à Tolède et arrivé en France en 1966, c'est en pointillé. Et puis, depuis l'élimination de l'Espagne, la compétition n'a plus le même piment. Tous les jours, il livre la ferraille aux fonderies de Fos-sur-mer et de Barcelonne. Il sourit en disant qu'il est fous, ces Espagnols. « Ils n'auraient que 15 000 pesetas pour vivre, ils achèteraient quand même un peu de stade ».

Derrière la ferraille, se dressent les immenses cuves de vin, plus loin les cuves de pétrole, plus loin encore l'usine d'engrais. Au bord de l'eau, d'événement ses écrans et les liaisons radio, Alain, officier de la capitainerie du port, maugrée contre ce « Mondial à la con ». « Tout ça est en train de nous perturber les mouvements du port. Certains lamenteux et remorqueurs tentent et parviennent parfois, en effet, à modifier les heures d'entrée et de sortie en fonction des matches. » Les

commandants n'aiment pas être dérangés quand leur pays joue. Des plaisanciers prennent contact à la radio. Des « cas sociaux », pour l'officier : « Ben oui, ils se ruinent pour acheter un bateau, après il faut le rentabiliser, et ils n'ont qu'un mois de congés payés. »

« La finale, c'est mal barré. On attend un bateau de bauxite pour Péchiney »

Jürgen, quarante-cinq ans, le « shipchandler », qui fournit les bateaux en nourriture et en pièces détachées, arrive. « Les teutons sont de retour », plaisante l'officier de capitainerie. « J'ai vu le match hier à la télé. Moi, je m'en fous de l'équipe d'Allemagne, mais à entendre les commentaires des journalistes qui espéraient tellement une victoire des Italiens, je me suis mis à être content que l'Allemagne ait gagné. » « Franchement, vous manquez de psychologie ! », répond l'officier. Quand vous voyez la photo du gendarme tabassé... « Arrête, on culpabilise déjà assez sur cette histoire », répond l'Allemand.

Jürgen tente une petite pique : « Un commandant grec m'a dit que votre équipe de France, c'est un peu comme une préparation de réunion. Il y a une table, six chaises et pendant des heures, vous allez discuter, déplacer les chaises ; les remettre et constater », rigole-t-il. De toute façon, pour l'officier de capitainerie, le Mondial, c'est un non-événement. « Ils nous basinent à la télé avec les états d'âme d'un arbitre, la blessure d'un joueur. Pendant ce temps-là, c'est la guerre en Erythrée, on se bouffe au Libéria, mais là, non, tout s'arrête. Et si on constate que la magouille touche même le football, c'est grave pour le supporter de base. Le type qui ne lit pas, il sera encore plus dégoûté de tout. » Jürgen, mi-sérieux, mi-provocateur : « Chez nous, mine de rien, ça peut influencer les élections. Une belle victoire de l'Allemagne et c'est la fierté, la réussite, on se dit : « C'est l'ère Kohl. » Chez vous, ce sera pareil avec Chirac, non ? » L'officier du port : « Qui c'est, Chirac ? »

Au bassin Colbert, le bateau syrien Saphyr fait ronfler ses moteurs pour avoir un peu d'électricité. Dans leur cabine totalement dépourvue, Anouar et Wessam, deux marins de vingt-quatre ans, fument, boivent du café, aiment regarder les matches à la télé. « On en a une. Mais dès qu'on

s'est approché de la France, les images se sont brouillées. En Italie, ça marchait », expliquent-ils, accablés. « Tous les Syriens sont fous du foot des Brésiliens. Eux, ils sont vraiment nos stars. » Le bateau, avec un équipage de quatorze personnes, vient de transporter 3 200 tonnes de phosphate syrien.

P LUS loin, près de l'Hadil, un cargo norvégien, Jean-Jacques, un docker, supervise le déchargement des 68 000 tonnes de coke de pétrole extrait à Houston, Texas. « Ça m'emmerde : tous les soirs, je suis puni de Mondial. Quand je termine à 22 heures, j'ai pas envie de m'enfermer à regarder les résumés, je bouffe dehors avec ma copine. La finale, c'est mal barré. On attend un bateau de bauxite pour Péchiney du Ghana ou de Sierra Leone. » Des montagnes de charbon entourent le navire. A bord, les marins philippins se relaxent au réfectoire. Un petit orchestre a été installé dans un coin. Eux aussi sont privés de télé. « Mais on a toutes les nouvelles par satellite, des dépêches d'agences sur papier », montre Benjamin. La Yougoslavie est qualifiée, indique l'une d'elle. Mais surtout San Miguel a gagné contre Ginebra au basket. « Le football est pour vous ce qu'est le basket pour nous », rigole Benjamin. Sa

femme, Maria Sylvia, cuisinière à bord, a eu le temps de prendre un train pour Lourdes pendant le déchargement. « Elle croit aux miracles ! », précise le mari. A l'entrée du port, les bars de marins sont déserts. A l'Unic Bar, la retransmission d'Angleterre-Colombie interromp les chansons de flamenco de Chico, Marco, Armand et José, gitans catalans, habitant les HLM de Sète.

« Ça me gave, ce foot », craque la serveuse. Quand c'est l'OM qui joue, Armand, vingt ans, est capable de mettre son maillot, son short, ses chaussettes à l'enfide du club et se maquiller les joues de blanc et de bleu devant sa télé. Chico, Marco et les autres se souviennent de l'équipe gitane qu'ils avaient constituée, de la défaite aux tirs au but lors d'une finale de coupe à Palavas-les-Flots. Ce qu'Armand aime au Stade-Vélodrome, c'est que « même si l'OM est dernier, même si un joueur frappe un ballon loin du but, on entend le stade faire un énorme « Whhhhou ! » Dans le monde, dit-il, il n'y a pas un stade qui encourage comme ça. Chico se remet à chanter, les autres tapent des mains. Ce soir, ils partent en boîte rejoindre le boxeur Eric Nicoletta.

Dominique Le Guilledoux, à Sète

### RÉSULTATS ET CLASSEMENTS

GROUPE A	
10/6 Brésil-Ecosse	2-1
10/6 Maroc-Norvège	2-2
16/6 Ecosse-Norvège	1-1
16/6 Brésil-Maroc	3-0
22/6 Brésil-Norvège	1-2
22/6 Ecosse-Maroc	0-3

CLASSEMENT	
	Pts J G N P Bp Bc
1 Brésil	5 3 2 0 1 6 3
2 Norvège	5 3 1 2 0 5 4
3 Maroc	4 3 1 1 1 5 5
4 Ecosse	1 3 0 1 2 2 6

GROUPE B	
11/6 Italie-Chili	2-2
11/6 Cameroun-Autriche	1-1
17/6 Chili-Autriche	1-1
17/6 Italie-Cameroun	3-0
23/6 Chili-Cameroun	1-1
23/6 Italie-Autriche	2-1

CLASSEMENT	
	Pts J G N P Bp Bc
1 Italie	7 3 2 1 0 7 3
2 Chili	3 3 0 3 0 4 4
3 Autriche	2 3 0 2 1 3 4
4 Cameroun	2 3 0 2 1 2 5

GROUPE C	
12/6 Danemark-Ar. saoudite	1-0
12/6 France-Afr. du Sud	3-0
18/6 Danemark-Afr. du Sud	1-1
18/6 France-Arabie saoudite	4-0
24/6 Afr. Sud-Ar. saoudite	2-2
24/6 France-Danemark	2-1

CLASSEMENT	
	Pts J G N P Bp Bc
1 France	9 3 3 0 0 9 1
2 Danemark	4 3 1 1 1 3 3
3 Afr. Sud	2 3 0 2 1 3 6
4 Ar. saoud.	1 3 0 1 2 2 7

GROUPE D	
12/6 Bulgarie-Paraguay	0-0
13/6 Espagne-Nigeria	2-3
19/6 Nigeria-Bulgarie	1-0
19/6 Espagne-Paraguay	1-0
24/6 Espagne-Bulgarie	6-1
24/6 Nigeria-Paraguay	1-3

CLASSEMENT	
	Pts J G N P Bp Bc
1 Nigeria	6 3 2 0 1 5 5
2 Paraguay	5 3 1 2 0 3 1
3 Espagne	4 3 1 1 1 8 4
4 Bulgarie	1 3 0 1 2 1 7

GROUPE E	
13/6 Mexique-Corée du Sud	3-1
13/6 Pays-Bas-Belgique	0-0
20/6 Belgique-Mexique	2-2
20/6 Pays-Bas-Corée du Sud	5-0
25/6 Pays-Bas-Mexique	2-1
25/6 Belgique-Corée du Sud	1-1

CLASSEMENT	
	Pts J G N P Bp Bc
1 Pays-Bas	5 3 1 2 0 7 2
2 Mexique	5 3 1 2 0 7 6
3 Belgique	3 3 0 3 0 3 3
4 Cor. du S.	1 3 0 1 2 2 9

GROUPE F	
14/6 Iran-Yougoslavie	0-1
15/6 Allemagne-Etats-Unis	2-0
21/6 Allemagne-Yougoslavie	2-2
21/6 Etats-Unis-Iran	1-2
25/6 Allemagne-Iran	2-0
25/6 Etats-Unis-Yougoslavie	0-1

CLASSEMENT	
	Pts J G N P Bp Bc
1 Allemagne	7 3 2 1 0 8 2
2 Youg.	7 3 2 1 0 4 2
3 Iran	3 3 1 0 2 2 4
4 Etats-Unis	0 3 0 0 3 1 5

GROUPE G	
15/6 Roumanie-Colombie	1-0
15/6 Tunisie-Angleterre	0-2
22/6 Colombie-Tunisie	1-0
22/6 Roumanie-Angleterre	2-1
28/6 Colombie-Angleterre	0-2
28/6 Roumanie-Tunisie	1-1

CLASSEMENT	
	Pts J G N P Bp Bc
1 Roumanie	7 3 2 1 0 4 2
2 Angleterre	6 3 2 0 1 5 2
3 Colombie	3 3 1 0 2 1 4
4 Tunisie	1 3 0 1 2 1 4

GROUPE H	
14/6 Jamaïque-Croatie	1-3
14/6 Japon-Argentine	0-1
20/6 Japon-Croatie	0-1
21/6 Argentine-Jamaïque	5-0
25/6 Argentine-Croatie	1-0
25/6 Japon-Jamaïque	1-2

CLASSEMENT	
	Pts J G N P Bp Bc
1 Argentine	9 3 3 0 0 7 0
2 Croatie	6 3 2 0 1 4 2
3 Jamaïque	3 3 1 0 2 1 8
4 Japon	0 3 0 0 3 1 4

Votre **pass** pour la **Coupe du Monde**  
sur **162 KHz** ou **1852 m**  
**www.98radiofrance.com**

La radio associée au Comité Français d'Organisation de la Coupe du Monde de Football 1998, en partenariat avec la FIFA

**98 Radio France**

162 kHz  
1852 m  
GO/LW

مركز من الاعمال

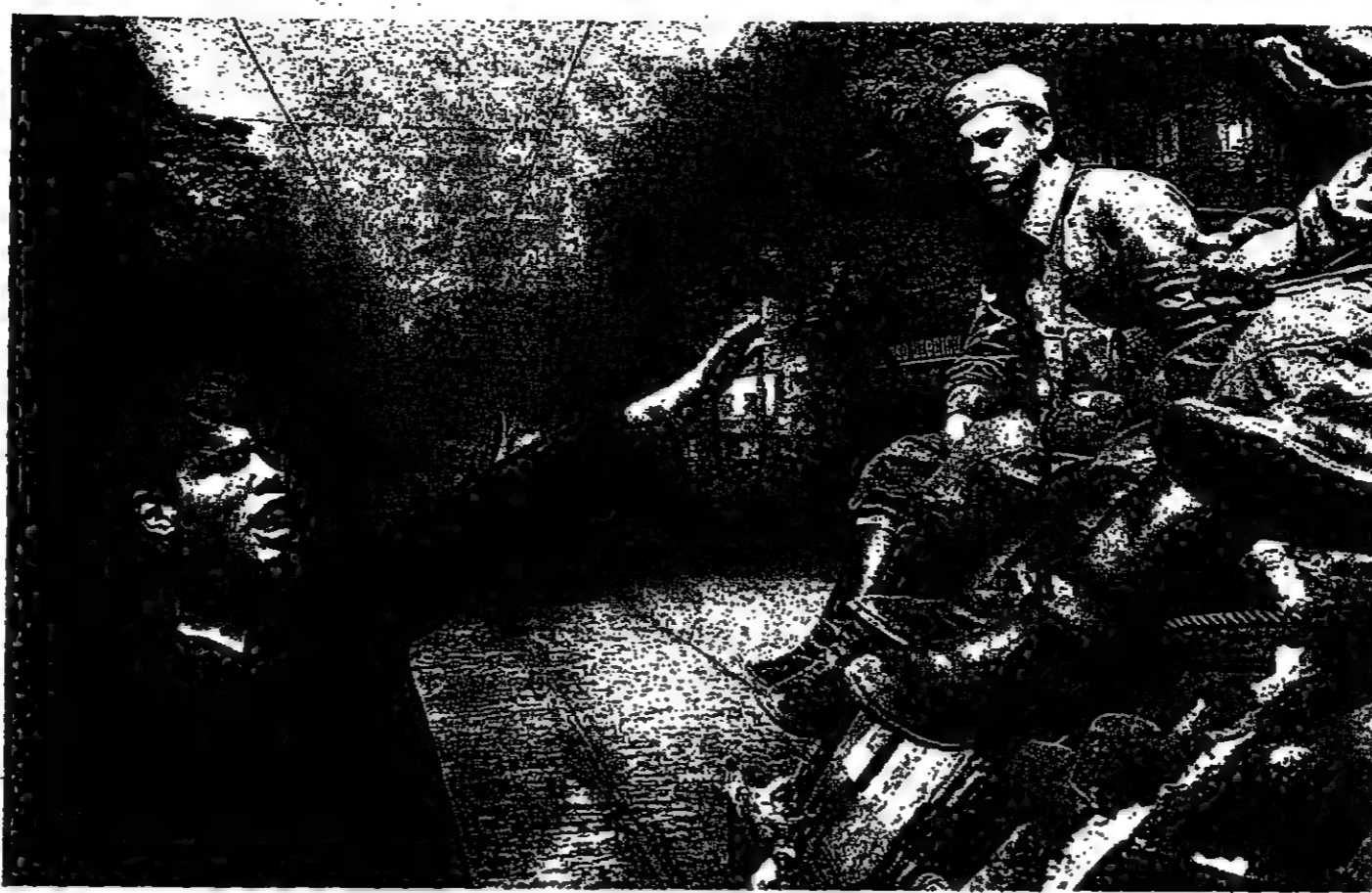
# Prague 1968, l'été des tanks

Il y a trente ans, un vent de liberté soufflait sur la Tchécoslovaquie. Espoir éphémère : l'armée rouge allait bientôt couper court à cette tentative de démocratisation. Le recul et les archives soviétiques incitent aujourd'hui à reconsidérer les débats au sein du Politburo soviétique

**L**e début de l'été 1968 marque le point culminant du « printemps de Prague » : les chars soviétiques ne sont pas encore là et, dans l'euphorie de la liberté retrouvée, les Tchèques n'osent pas croire à leur possible venue. Les pressions de Moscou et des quatre « durs » du pacte de Varsovie (Allemagne de l'Est, Pologne, Hongrie et Bulgarie) sont évidentes, elles monopolisent même toute l'énergie d'Alexandre Dubček, harcelé de sommations et de visites de divers dignitaires, sans parler des mouvements de troupes et des appels téléphoniques de Brejnev. Mais tout cela n'a qu'un seul effet : souder toute la population autour du Parti communiste rénové et de son premier secrétaire, qui n'ont jamais été aussi populaires. Toute la Tchécoslovaquie a fait sien le slogan lancé par ses dirigeants : « Nous sommes avec vous, soyez avec nous. »

Cette période est mise à profit pour consolider les conquêtes du printemps. La censure, mise entre parenthèses en mars, est définitivement abolie le 26 juin. Le Parlement vote une loi très complète sur la réhabilitation des victimes du stalinisme, mettant fin à la politique du cas par cas pratiquée depuis la fin des années 50. Un congrès anticipé du Parti communiste est préparé pour le mois de septembre, en charge d'adopter un nouveau programme. On parle d'autogestion et de la mise en place de conseils ouvriers sur le modèle yougoslave. Il s'agit de montrer que le « socialisme à visage humain » est tout aussi socialiste que celui des voisins, et même plus conséquent.

Car la Tchécoslovaquie, tout en rétablissant une bonne partie des libertés « bourgeoises », entend faire œuvre originale dans tous les domaines. « Nous avons besoin de la démocratie pour devenir de meilleurs socialistes », proclame un « appel des citoyens » publié en juillet par *Literární listy* et qui sera signé par cinq cent mille personnes. Quant à Dubček, ce n'est pas seulement pour ne pas provoquer davantage Moscou qu'il parle de « démocratisation », jamais de démocratie tout court. Il est sincèrement convaincu que le Parti communiste est la seule force capable de diriger la société et d'intégrer les diverses composantes, pour peu que le débat reste ouvert en son sein. Une notion nouvelle apparaît : celle de « groupes d'intérêts » qui pourraient être représentés dans le Front national, la coalition dominée par le PC qui dirige le pays depuis 1948. C'est une autre manière d'empêcher l'apparition de partis politiques à part entière, et même si des voix se font entendre, comme celle de Václav Havel en avril, en faveur d'un multipartisme authentique et de l'existence d'une opposition, les diverses « associations » créées dans les mois précédents ne poussent pas à la roue. Certes, le



Parti socialiste, l'une des formations satellites du PC, a réclamé l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste inscrit dans la Constitution, mais rien de sérieux n'a encore été entrepris en ce sens.

C'est ici qu'un parallèle s'impose avec la perestroïka qui surviendra en URSS vingt ans plus tard. En substance, Dubček a fait en six mois ce que Gorbatchev fera en deux ans, et la Tchécoslovaquie de juillet 1968 en est là où la Russie en sera à l'été 1989 : la liberté de presse et d'association a été conquise, mais le socialisme est toujours la référence et l'on se refuse à abolir le rôle dirigeant du PC (cela n'a été acquis à Moscou qu'en 1990, après un intense débat). Dans les deux pays, ce sont les intellectuels et les journalistes, presque tous communistes, qui donnent le ton, mais le même phénomène de radicalisation est à l'œuvre. La grande différence est que la pression extérieure a renforcé la position des dirigeants tchèques, tandis que la popularité de Gorbatchev commence à s'effilocheur précisément en 1989.

La faiblesse des conservateurs locaux est une autre caractéristique commune aux deux situations. Sans doute parce que la pression de l'opinion dans le sens libéral est trop forte, peut-être aussi parce que les vieux réflexes de soumission de la minorité à la majorité et au secrétaire général du parti sont difficiles à surmonter, les conservateurs tchèques et slovaques sont plutôt déçus par leurs protecteurs soviétiques d'alors : leur atti-

tude, qui n'est pas sans rappeler la pusillanimité des putschistes de Moscou en 1991, explique le fiasco politique qui suivra immédiatement l'invasion du 21 août 1968 : impossibilité de former un gouvernement « ouvrier-paysan » et nécessité de recourir à nouveau à Dubček, maintien des médias aux mains des libéraux, le tout encourageant une fronde générale de la population qui tourne en dérision l'occupant soviétique. Bien avant août, c'est l'absence ou la faiblesse de ce qu'on appelait à Moscou un « noyau sain » dans le PC tchécoslovaque qui explique les déchantements du Kremlin sur la question.

On en sait plus sur ces déchantements grâce à l'ouverture des archives soviétiques : le rapport présenté au récent colloque de Paris sur le « printemps de Prague » (*Le Monde* du 23 juin) par Rudolf Pikhola est très éloquent sur la question.

**M.** PIKHOLA, qui dirigea les archives pendant les premières années eltsinoviennes et eut tout loisir de consulter tous les comptes-rendus du Politburo, en dégage trois conclusions : la première est que les débats étaient très vifs, beaucoup plus qu'on ne pouvait le penser au vu des déclarations « monolithiques » émises par la direction. Brejnev n'était alors en place que depuis quatre ans - un temps insuffisant pour consolider vraiment sa position dans un système totalitaire - et devait composer avec une « direction collégiale » active qui englobait les chefs des grandes



En haut, l'arrivée des chars soviétiques en août 1968. En bas à gauche, Leonid Brejnev avec Alexandre Dubček.

administrations tels que Iouri Andropov, chef du KGB, et Andreï Gromyko, ministre des affaires étrangères, lesquels n'étaient pas encore membres du Politburo.

La seconde était que ce débat portait moins sur le fond (tout le monde était bien d'accord pour ramener la Tchécoslovaquie dans le rang) que sur les moyens d'y parvenir. Mis à part Andropov, qui se souvenait de l'expérience hongroise (il était alors ambassadeur à Budapest) et voulait appliquer dès le début les mêmes méthodes musclées à Prague, les autres responsables se divisaient entre les optimistes, qui espéraient rééditer le coup de Prague de 1948 en s'appuyant sur des forces locales, et les pessimistes qui, Kossyguine en tête, constataient l'existence d'un « noyau sain » dans la direction du

PC tchécoslovaque. Entre les deux, Brejnev a essayé jusqu'au dernier moment de recourir aux « mesures extrêmes » et multiplié pour cette même raison les pressions et menaces de toutes sortes.

La troisième observation porte sur le rôle très spécial attribué à Janos Kadar. Bien que participant officiel à l'invasion de son voisin du nord, le chef du parti hongrois avait réussi à conserver à cette époque, à l'inverse de ses collègues « ultras » comme Ulbricht (RDA) et Gomulka (Pologne), l'image d'un dirigeant modéré, entraîné contre son gré dans une opération douteuse et soucieux de limiter les dégâts. Il n'en était rien, affirme M. Pikhola, qui voit au contraire dans Kadar le fourbe, voire le provocateur qui, sans le dire ouvertement, encourage très tôt les

mesures de force et devient le principal « consultant » du Kremlin (il séjourne à Moscou dans les tout derniers jours qui précèdent l'invasion) pour le conseiller sur la marche à suivre. Craignait-il un débailage des archives à Prague, qui devaient bien contenir des informations gênantes sur son attitude pendant la « contre-révolution hongroise » ? Voulait-il éliminer un concurrent potentiel dans le rôle de « réformiste » qu'il prétendait assumer seul dans le monde communiste ? Ou encore a-t-il été manipulé à distance par Andropov, son protecteur attitré depuis 1956, et qu'il devait soutenir jusqu'à son accession au pouvoir suprême en 1982 ? Il y a un peu de tout cela, estime M. Pikhola.

La position d'Andreï Gromyko est également intéressante. D'un côté, le chef de la diplomatie soviétique était par tempérament pessimiste : dès le 6 mai, il parle de « contre-révolution » en Tchécoslovaquie et constate que « le temps travaille contre nous ». Il redoute l'apparition d'une « seconde Roumanie » et s'inquiète pour l'avenir du pacte de Varsovie. Mais il est bien placé aussi pour savoir que la crise internationale, si l'invasion est décidée, sera de courte durée : « Il n'y aura pas de grande guerre », déclare-t-il au Politburo le 19 juillet.

Et il est vrai que les dirigeants occidentaux ont tout fait pour en convaincre Moscou, renforçant ainsi les partisans de la ligne dure. Ainsi le *New York Times* avait cru pouvoir affirmer, le 18 juillet, que, selon Dean Rusk, le secrétaire d'Etat, une intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie « nuirait aux relations entre les Etats-Unis et l'URSS ».

**C**ETTE affirmation bien anodine est explicitement démentie le même jour par le département d'Etat, et le même Dean Rusk déclare quatre jours plus tard à Gromyko, selon les archives du Politburo, que Washington « ne veut absolument pas être impliqué dans les événements, et cela depuis le début ». Il ajoute pour faire bonne mesure que la situation à Prague est l'affaire des Tchèques, mais aussi celle de « des autres pays du pacte de Varsovie ». Lorsque, le 20 août, l'ambassadeur soviétique Dobrynine vient informer le président Johnson de l'invasion qui vient de commencer, il a pour instruction d'être très amical, de soulager d'autres sujets plus anodins, et ça marche : la conversation est entrecoupée d'éclats de rire, relate le compte rendu.

Passons sur l'incident de parcours « déploré à Paris par Michel Debré et sur le mécontentement de De Gaulle qui voit dans l'affaire une séquelle de Yalta. Ce ne sont pas seulement la France, qui vont poursuivre sa politique de « détente », ni les Etats-Unis, englués au Vietnam et qui ont besoin de la compréhension soviétique, qui souhaitent tourner la page au plus vite, mais l'Occident tout entier. Dès le « printemps de Prague », on s'abstenait de tout contact trop étroit avec Prague de peur de mécontenter Moscou. Après août, il n'y aura aucune sanction économique et la mauvaise humeur exprimée ici ou là (la France s'impose par exemple un « ralentissement » des échanges ministériels avec Moscou) durera en tout et pour tout quatre mois. Il est vrai que, Dubček ayant capitulé, il était difficile d'être plus tchèque que les Tchèques.

On dira qu'au moment où Bill Clinton, par sa visite à Pékin, tourne la page sur la répression de Tiananmen, rien n'a changé sous le soleil. Mais il y a tout de même une différence : neuf ans ont passé depuis 1989, et il s'agissait d'une affaire intérieure à la Chine, alors que l'été des chars à Prague a été une agression caractérisée d'un Etat contre un autre, du même type que l'invasion de l'Afghanistan par le même Brejnev fin 1979 ou que l'attaque de Saddam Hussein contre le Koweït en 1990. Dans ces deux derniers cas, la réaction internationale a été singulièrement plus énergique et, en outre, efficace. Les Tchèques et les Slovaques ont été traités par leurs dirigeants certes, mais aussi par les démocraties.

M. T.

M. T.

## TROIS QUESTIONS À JACQUES RUPNIK

**1** Vous êtes historien, directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales (CERI). Selon vous, comment les Tchèques considèrent-ils aujourd'hui le « printemps de Prague » ?

A la différence des Hongrois, qui sont fiers de leur révolution de 1956, les Tchèques font semblant d'oublier la leur et n'aiment pas en parler. Il n'en reste que le traumatisme de la défaite, d'une capitulation suivie par vingt années d'une « normalisation » implacable, accompagnée de purges sans équivalent dans l'Europe de l'époque. L'héritage du « printemps de Prague » est soit ignoré, soit rejeté comme illusoire. Pour les Tchèques, l'heure n'est plus à la recherche d'une « troisième voie » entre capitalisme et socialisme, mais à la rupture avec le communisme, à l'engagement dans le monde occidental, vers l'OTAN et l'Union européenne.

**2** Alexandre Dubček est-il un héros ou un traître ?

Symbole d'espoir en 1968, Dubček est celui qui a signé les premiers

accords de capitulation, celui par qui la normalisation est arrivée. Et même s'il a supprimé la censure, il rejetait le multipartisme. Son objectif était la « démocratisation », pas la démocratie. C'est pourquoi il n'a pas réussi en 1989 le retour qu'il espérait. C'est Václav Havel qui est devenu le symbole de la résistance au communisme, pas Dubček.

**3** L'expérience a-t-elle prouvé que le communisme n'est pas réformable ?

Les Tchèques n'ont pas eu le temps de répondre à la question, ce sont les Soviétiques qui ont répondu pour eux. Le même problème s'est posé à Moscou vingt ans plus tard, avec le même engrenage et la même radicalisation. Sans intervention soviétique, on se serait retrouvé à Prague dans une situation analogue, avec une probable scission du PC entre une branche acceptant la social-démocratisation, donc la démocratie tout court, et un noyau dur refusant le changement. Avec au bout du compte le même dilemme : soit la décomposition du système, soit un coup d'Etat et la restauration.

Propos recueillis par Michel Tatu

## Le déphasage des soixante-huitards parisiens

**TOUT** était calme en surface à Prague pendant que les pavés volaient à Paris, mais les deux capitales vécurent en mai 68 une expérience commune : une explosion de liberté sans précédent. A tel point qu'on pouvait rencontrer dans les hôtels pragoïses des « émigrés du mouvement étudiant français » venus rencontrer les « camarades du printemps de Prague ».

Ces « contacts » n'eurent aucune suite, pas plus que la visite que fit Rudi Dutschke à Prague à la même période : on écouta poliment sa conférence à l'université, au cours de laquelle il expliqua que les partis politiques étaient « dépassés ». Les révolutionnaires des deux bords n'avaient pas grand-chose à échanger, tout simplement parce qu'ils ne vivaient pas sur la même planète.

De fait, il était difficile pour un Tchèque de comprendre pourquoi l'on protestait tant à Paris, en substance, contre précisément ce que l'on demandait à Prague : les libertés dites « bourgeoises » et les délices de la société de consommation. Les plus critiques voyaient dans les débordements du Quar-

tier latin un caprice d'enfants gâtés, les plus charitables parlaient d'une étape qu'ils auraient peut-être à aborder plus tard, après la libération du carcan stalinien.

Un autre sujet d'incompréhension était la Vulgate marxiste très présente dans le vocabulaire des contestataires occidentaux.

**LE PARTI FRÈRE**

Certes, on avait remarqué que le modèle soviétique ne faisait plus recette et que le « parti frère » français en subissait les conséquences. Mais les substituts maoïstes ou trotskistes en vogue en Occident ne pouvaient faire l'affaire à Prague : Che Guevara, Ho Chi Minh ou Fidel Castro avaient été trop exaltés par la propagande communiste pour devenir des héros, le « combat contre l'impérialisme » ne pouvait être une bannière pour un mouvement qui, sans oser le dire trop ouvertement, souhaitait se rapprocher de l'Occident.

Certes, on avait vu en 1966 et 1967 quelques étudiants pragoïses se convertir au maoïsme et aller se pourvoir en petits livres rouges

auprès de l'ambassade de Chine. Mais ces cas étaient rarissimes. Ils étaient d'ailleurs une autre forme de protestation contre l'ordre établi, et les intéressés se rallièrent dès janvier 1968 au « révisionnisme » Dubček. Et l'invasion soviétique d'août 1968 eut pour effet de rendre la population encore plus pro-américaine : les protestations contre la guerre du Vietnam, qui soulevaient un écho certain avant cette date, laissèrent désormais de marbre une population décidément réfractaire à toutes les formes de communisme.

Rudi Dutschke a reconnu dix ans plus tard, en 1978, s'être trompé en ne comprenant pas que « l'important n'était pas ce qui se passait à Paris, mais à Prague ». Raymond Aron avait parlé, à propos des deux événements, de « révolutions introuvables ». Celle de Prague était la plus simple par ses objectifs et en même temps la plus difficile, en fait impossible dans le contexte de l'époque. Et pourtant c'est elle qui a gagné en fin de compte.



## ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 28 - LUNDI 29 JUIN 1998

**ÉNERGIE** British National Fuels (BNFL), associé à l'ingénieur Morrison Knudsen, rachète les activités nucléaires de l'américain Westinghouse, pour 1,2 milliard de dollars. ● SPÉCIA-

LISÉ jusqu'à présent dans la fourniture de combustible, le groupe public britannique entre ainsi sur le marché de la construction de centrales. ● LE RIVAL malheureux du repreneur était

un consortium piloté par le français Framatome. Il avait été éliminé en première fois pour la reprise des centrales classiques du même Westinghouse, au profit de l'allemand Siemens.

● LES ALLIANCES européennes sont en train de se redessiner à l'occasion de ces restructurations. Partenaire de Framatome dans le projet de réacteur européen du futur, Siemens

se tourne aujourd'hui vers BNFL. ● POUR SAUVER son partenariat franco-allemand, Framatome s'apprête à proposer à Siemens d'entrer à son capital.

# Le britannique BNFL achète la branche nucléaire de Westinghouse

L'offre concurrente présentée par le français Framatome est repoussée. Cette acquisition, d'un montant de 7,2 milliards de francs, intervient après la levée de l'embargo américain sur les ventes d'équipements stratégiques à la Chine

LE GROUPE américain CBS (ex-Westinghouse) a annoncé, vendredi 26 juin, la cession de son activité nucléaire à un tandem anglo-américain composé du groupe public British Nuclear Fuels (BNFL) et de l'ingénieur Morrison Knudsen, pour 1,2 milliard de dollars (7,2 milliards de francs). Cette proposition l'emporte sur celle du consortium franco-américain formé par Framatome, l'ingénieur Bechtel et le fonds de placement

Evercore. La vente concerne Westinghouse Energy Systems (combustibles, centrales nucléaires) et Westinghouse Government Operations, qui s'occupe du retraitement de déchets nucléaires, de l'entretien des navires à propulsion nucléaire de la marine américaine, et du recyclage de déchets chimiques, notamment militaires. La transaction prévoit un apport limité en numéraire (238 millions de dollars), l'essentiel du prix étant

constitué d'une reprise de dettes. L'acquéreur prend à sa charge les engagements pris par le constructeur lors de la fourniture de centrales concernant l'entretien et le remplacement d'équipements.

En décidant, à l'été 1995, de racheter CBS, le deuxième « network » américain, et de transformer Westinghouse en géant des médias, son nouveau président, Michael Jordan, optait pour l'abandon des activités historiques

du groupe. Il annonçait la cession de tous les pans de son industrie lourde et, pour bien signifier le virage stratégique, abandonnait le nom de la compagnie pour celui de CBS.

Depuis, les cessions se sont succédées : le groupe a vendu Thermo-King (réfrigération) à Ingersoll-Rand en octobre 1997, Westinghouse Power Generation (turbines, entretien d'unités de production d'énergie) à l'allemand Siemens et,

en mai, Westinghouse Process Control (systèmes de contrôle) à Emerson. Ces cessions se chiffrent à 5,7 milliards de dollars, dont 4,6 milliards de dollars en numéraire et 1,1 milliard en reprise de dettes, a précisé CBS vendredi.

Seules les activités nucléaires ont posé problème. Ce domaine est considéré comme sensible par les pouvoirs publics, car la firme équipe les moteurs de sous-marins nucléaires de la Navy. A la de-

mande du gouvernement américain, les dirigeants ont décidé de jouer la carte nationale. Trois candidats se sont présentés : un américain, Mac Dermott, et deux britanniques, l'un avec le britannique BNFL et l'autre avec le français Framatome. Chaque consortium prévoyait que la partie liée à la défense revienne aux Américains, leurs associés reprenant l'activité civile.

Les deux activités cédées vont être rassemblées dans une société commune dont le siège sera à Monroeville (Pennsylvanie). « Il est prévu que la transaction, qui est soumise à certaines conditions, soit terminée d'ici la fin de 1998 », a précisé BNFL. « L'achat des activités nucléaires de Westinghouse, en partenariat avec Morrison Knudsen, donnera à BNFL une occasion unique de devenir un leader mondial dans ce secteur », a commenté son président, John Guinness.

L'hésitation des autorités britanniques, liée à l'importance de l'engagement financier constitué par la reprise du passif, a ralenti la conclusion de l'accord, attendu depuis une dizaine de jours. Selon la presse britannique, le gouvernement de Tony Blair aurait un moment envisagé de mettre son veto à la transaction, en raison des réserves formulées par le Trésor. BNFL aurait expliqué que l'accord ne prévoit pas d'assurer le risque nucléaire en cas d'accident dans une centrale, la reprise de la dette couvrant uniquement un risque industriel.

Cette cession intervient après la levée de l'embargo des États-Unis sur les ventes d'équipements nucléaires vers la Chine, dont le nouveau propriétaire de la branche nucléaire de Westinghouse espère bien profiter. La visite de Bill Clinton à Pékin pourrait être l'occasion de symboliser cette réconciliation avec des engagements concrets.

Dominique Gallois

D. G.

## L'allemand Siemens au centre de la recomposition de l'industrie européenne

L'ENTRÉE de BNFL dans le club des fabricants de réacteurs nucléaires oblige son rival malheureux, Framatome, à réagir s'il ne veut pas se retrouver isolé. Cette concentration bouleverse totalement la carte de l'industrie nucléaire, dont les acteurs principaux sont désormais européens. Elle a pour arbitre l'allemand Siemens.

En raison de divergences avec Framatome depuis deux ans, son partenaire traditionnel, Siemens, s'est ostensiblement rapproché depuis l'automne de BNFL, dont l'activité se limitait jusqu'alors à la fourniture de combustibles et de services. Pour le français, le changement de dimension du britannique compromet, à l'avenir, la poursuite de la coopération franco-allemande lancée en 1989 pour développer le futur réacteur européen l'EPR, (European pressurized reactor). Pour sauver ce projet, le fabricant français s'apprête à proposer un changement d'alliances à son partenaire.

Il serait prêt à lui ouvrir son capital. L'enjeu est important car les futurs marchés du nucléaire sont, à l'avenir, en Europe de l'Est et en Asie, principalement en Chine. Beaucoup moins dans les pays occidentaux, sauf en France, avec le renouvellement du parc électro-nucléaire prévu à partir de 2010. Pour pouvoir aller sur ces marchés, les

Classement des constructeurs	
EN NOMBRE DE RÉACTEURS INSTALLÉS DANS LE MONDE	PARC DE MARCHÉ en %
<b>FIRMES</b>	
WESTINGHOUSE (E-U)	17,8
FRAMATOME (FRANCE)	14,8
GENERAL ELECTRIC (E-U)	11,6
MINATOMENERGO (EX-URSS)	10,9
ABB-CE (SUISSE-SUÈDE)	8,2
AECL (CANADA)	5,5
SIEMENS-KWU (ALLEMAGNE)	5,2
MITSUBISHI (JAPON)	4,1
ATOMENERGO EXPORT (EX-URSS)	2,7
TOSHIBA (JAPON)	2,7
THE NUCLEAR POWER GROUP (E-U)	2,3
BABCOCK & WILCOX (E-U)	1,8
HITACHI (JAPON)	1,8
UKAEA (E-U)	1,8
AUTRES (dont associations)	11,0
<b>NOMBRE TOTAL DE RÉACTEURS : 438</b>	

groupes doivent obéir à deux impératifs : se regrouper, s'ils veulent emporter les rares contrats, et proposer des réacteurs encore plus sûrs.

Les pays potentiellement acquéreurs de centrales deviennent de plus en plus exigeants. Les Chinois, par exemple, qui s'intéressent à l'énergie atomique, ont pris pour parti, dans un premier temps, de diversifier au maximum leurs fournisseurs. Cette stratégie a pesé dans le choix fait par Westinghouse d'un

repreneur britannique au détriment de Framatome. Avec EDF, le fabricant de chaudières nucléaires est bien implanté en Chine. Les autorités de Pékin, soucieuses de diversifier leurs sources d'approvisionnement, auraient sans doute peu apprécié le passage de Westinghouse sous la coupe française. Consécutif de ce handicap, Framatome n'a pourtant pas renoncé à s'intéresser par deux fois au dossier. A l'été 1997, en tandem avec GEC-Alsthom, intéressé par le parc

conventionnel, Framatome a étudié une reprise de la division électro-nucléaire. Révélées inopportunes, les discussions se sont tout de suite interrompues. Le dossier a été à nouveau ouvert à la fin de l'année en tenant compte de l'impératif fixé : trouver une solution américaine.

### RELATIONS REPRODIGES

La proposition déposée avec Bechtel n'ayant pas été retenue, le groupe que préside Dominique Vigon change de stratégie : il se tourne à nouveau vers son partenaire allemand, avec qui les relations se sont refroidies depuis deux ans. La crise est née après l'annonce, en août 1996, d'un projet de fusion Framatome GEC-Alsthom pour constituer un grand acteur mondial dans l'énergie. Écarté du projet, Siemens en a conservé de la rancœur, même si ce rapprochement n'a finalement pas abouti. Cette rancœur a été d'autant plus vive que, quelque temps plus tard, la firme allemande s'est vu refuser une coopération avec EDF en Chine pour les systèmes de commandes des futures centrales.

La réponse ne s'est pas fait attendre. A l'automne 1997, Siemens ouvrait deux fronts en emportant, face au Français, les activités de centrales conventionnelles de Westinghouse et en s'associant à BNFL.

Du côté français, il faut maintenant pacifier les relations. D'où la proposition faite à Siemens par la direction de Framatome d'entrer au capital de l'entreprise. Sentant le vent tourner, et le dossier Westinghouse leur échapper, les responsables du nucléaire en France auraient déjà envoyé des signes au groupe allemand. Leur espoir réside dans la tentation des négociations entre les Allemands et les Britanniques. Annoncé voici près de huit mois, l'accord de partenariat avec BNFL n'a toujours pas été formalisé.

Outre le projet EPR, Framatome dispose d'un avantage, car il construit encore des centrales dans le monde. Si, en nombre de réacteurs installés, Westinghouse reste le numéro un mondial devant Framatome, le français a une place dominante en matière de commandes. Westinghouse a obtenu l'essentiel de ses contrats entre 1965 et 1972, tandis que Framatome, porté par le programme électro-nucléaire national, a décollé entre 1973 et 1994. L'avenir de Framatome dépend désormais de la réaction de Siemens mais aussi de ses deux grands actionnaires : l'Etat (51 %), via CEA-Industrie et EDF, et le groupe privé Alcatel (44 %). La recomposition de l'industrie nucléaire européenne va s'accélérer.

Dominique Gallois

## Le tribunal de commerce de Grenoble ordonne la liquidation de Silmag

GRENOBLE

Le répit accordé à Silmag, unique producteur européen de têtes magnétiques pour disques durs d'ordinateurs, installé à Saint-Egrève (Isère) dans la proche banlieue grenobloise, aura été de courte durée. Vendredi 26 juin, le tribunal de commerce de Grenoble a prononcé la liquidation judiciaire de la société, placée en redressement judiciaire depuis le 30 janvier, et qui, après une première vague de licenciements en avril, employait encore 400 salariés (Le Monde des 10 et 11 mai).

Issue d'un essaimage du Laboratoire d'électronique, de technologie et d'instrumentation (Lati), rattaché au CEA (Commissariat à l'énergie atomique), l'entreprise iséroise s'était retrouvée en difficulté quand Samsung, son unique client, s'était révélé incapable

d'honorer 60 millions de francs de factures. Mais surtout, le fabricant coréen de disques durs, pris dans la tourmente de la crise asiatique, ne passait plus de commandes. Une reprise de l'activité avait été espérée grâce à la commercialisation prochaine de nouveaux produits plus performants.

Le chèque de 1 million de dollars (6 millions de francs), débloqué en mai par Samsung, avait assuré la paie d'avril et entretenu quelque espoir. Mais les autres charges d'exploitation, évaluées à 20 millions de francs par mois, restaient impayées. Un groupe d'actionnaires, parmi lesquels la famille Gemmi (ex-Olivetti), avait proposé de verser la paie de mai et de réunir environ 25 millions de francs, d'autres partenaires étant recherchés pour 25 millions supplémentaires. Cet apport était subordonné à la mise en place d'une loca-

tion-gérance dans l'attente d'une solution de cession. Le retrait in extremis de deux actionnaires a fait échouer l'opération. Tout plan de continuation étant exclu, en raison de l'importance du passif (500 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 210 millions de francs en 1997), « il ne restait plus qu'à prononcer la liquidation judiciaire », a déclaré le tribunal.

Emplois induits inclus, la disparition de Silmag, considérée il y a encore peu comme la start-up la plus prometteuse de la région grenobloise, pourrait toucher près de 2 000 personnes dans l'agglomération. DMC, l'usine spécialisée dans l'assemblage de têtes qui employait 200 personnes à Bairo (Italie), avait déjà fermé ses portes il y a quelques semaines.

Nicole Cabret

## Au Japon, la fusion avec Sumitomo Trust & Banking sauve la LTCB

TOKYO

La fusion en cours de négociation entre la Banque de crédit à long terme du Japon (LTCB) et la banque Sumitomo Trust and Banking, confirmée vendredi 26 juin au cours d'une conférence de presse par le président de cette dernière, Atsushi Takahashi, donnera naissance à la huitième banque nipponne avec 42 000 milliards de yens d'actifs (1 776 milliards de francs).

Cette première fusion entre une banque de crédit à long terme et une « trust bank », spécialisée dans la gestion de fonds et les opérations sur les marchés financiers, s'inscrit dans le processus de rapprochement des activités bancaires prévu par la déréglementation du système financier, le « big bang ». Dictée par la mauvaise santé des deux établissements, elle devait être suivie par d'autres regroupements, inévitables étant

donné le marasme du secteur bancaire japonais. Depuis plusieurs mois, la LTCB était dans une situation de plus en plus problématique en raison de l'accumulation de mauvaises créances dont elle ne parvenait pas à se dégager en dépit de ses efforts de restructuration. La semaine dernière, le cours de ses actions en Bourse s'était effondré.

En dépit de l'injection de 170 milliards de yens de fonds publics en mars, la LTCB avait enregistré 320 milliards de yens de pertes pour le dernier exercice fiscal 1996 et ses dettes s'élevaient à 3 000 milliards. Étant donné l'état de la LTCB, il s'agit moins d'une fusion que d'une absorption par Sumitomo Trust and Banking. Mais cette dernière ayant également un fardeau de créances douteuses (1 100 milliards de yens), l'opération nécessite le soutien de la Banque du Japon et du ministère des Finances. Le président de Sumitomo

Trust n'a pas donné de précision sur le traitement des mauvaises dettes de la LTCB (vraisemblablement par un recours au Fonds de garantie des dépôts qui décide du montant du financement public accordé à chaque banque).

### ÉTABLISSEMENT FIDUCIAIRE

Les deux banques sont spécialisées dans des domaines différents : la LTCB est l'une des trois banques de crédit à long terme spécialisées dans le financement du développement industriel par l'émission d'obligations. Depuis juillet 1997, elle est liée par un accord stratégique à Swiss Bank Corp. (échange de cadres supérieurs, création d'une maison de titres commune, coopération dans le conseil en investissements et la gestion de fortunes). Sumitomo Trust est la banque de banque du Japon.

« De telles fusions sont nécessaires à la survie du système bancaire », a

déclaré Kousaku Inaba, président de la Chambre de commerce et d'industrie, qui estime que la principale cause de la récession japonaise est l'incapacité des banques à faire face à leurs mauvaises dettes. M. Inaba a pressé le gouvernement de mettre en place au plus tôt une banque publique des règlements chargée d'assurer la gestion des créances douteuses détenues par les banques sur le modèle de la Federal Deposit Insurance Corp. américaine. Cette banque-relais reprendrait provisoirement les activités des banques en situation de faillite avant de les rétrocéder au secteur privé. L'idée de la création de cette banque a été avancée lors de la récente visite à Tokyo du secrétaire adjoint au trésor américain, Lawrence Summers. Elle devrait se préciser dans les prochains jours.

Philippe Pons

## Les préfixes téléphoniques sont validés par le Conseil d'Etat

LE CONSEIL D'ÉTAT a admis, vendredi 26 juin, la légalité de la procédure suivie par l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) pour attribuer les préfixes téléphoniques identifiant les nouveaux opérateurs, dans le cadre de l'ouverture du marché des télécommunications à la concurrence. Un candidat malheureux, la société AXS, lui reprochait d'avoir établi un régime à deux vitesses, sept opérateurs bénéficiant de préfixes à un chiffre, plus faciles à mémoriser et à utiliser, tandis que les autres devaient se contenter de codes à quatre chiffres.

Malgré les recommandations du commissaire du gouvernement, qui préconisait une annulation des attributions contestées, le Conseil d'Etat a estimé qu'il n'y avait pas là de discrimination illégale. Car l'ART avait fixé des conditions, portant sur le montant des investissements prévus, pour qu'un candidat puisse postuler à un préfixe à un seul chiffre. Par ailleurs, il n'y a pas eu de besoin de départager les candidats répondant à ces exigences, puisqu'ils n'étaient... que sept. Le plaignant, AXS, n'en faisait pas partie.

### DÉPÊCHES

■ ARTÉMIS : les médiateurs nommés pour trouver une solution au conflit qui oppose l'homme d'affaires François Pinault à l'Etat ont demandé la prolongation de quelques jours de leur mission, arrivée à échéance le 26 juin. L'Etat détient indirectement 25 % d'Artémis, la holding familiale de M. Pinault. Si aucun accord n'est trouvé, la cour d'appel rendra sa décision sur le tribunal compétent pour juger l'affaire le 7 juillet.

■ FONOROLA : la société canadienne d'appels téléphoniques longue distance a accepté une offre de rachat de 1,78 milliard de dollars canadiens (7,2 milliards de francs) de son concurrent Call-Net Entreprises.

■ CRÉDIT FONCIER : les syndicats ont critiqué, vendredi 26 juin, le tour de table préparé par le groupe financier américain GMAC pour la reprise de l'établissement public. Dans une lettre adressée au premier ministre, ils estiment qu'il n'y a pas de véritable projet industriel et social.

■ PSA : Pierre Peugeot, jusqu'ici membre du directoire de PSA Peugeot Citroën, va remplacer Roland Peugeot à la présidence du conseil de surveillance du groupe PSA Peugeot Citroën à partir du 1<sup>er</sup> juillet.

■ CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE : la filiale du groupe Alstom a livré vendredi 26 juin à l'armateur américain Renaissance Cruises un paquebot de croisière de 700 passagers, premier d'une série de six à laquelle pourrait s'ajouter prochainement deux ou trois autres navires.

■ HYUNDAI : le groupe sud-coréen a décidé de reporter sine die un projet de construction d'une usine de semi-conducteurs en Ecosse en raison de la crise asiatique, a annoncé un porte-parole. L'usine de Dunfermline devait employer 800 personnes d'ici la fin de l'année.



REVUE DES ACTIONS

Table with 2 columns: ÉNERGIE, DMT. Rows include Elf Aquitaine, Total, Elf, etc.

Table with 2 columns: PRODUITS DE BASE, DMT. Rows include Air Liquide, Air France, etc.

Table with 2 columns: CONSTRUCTION, DMT. Rows include Bouygues, Bouygues, etc.

Table with 2 columns: BIENS D'ÉQUIPEMENT, DMT. Rows include Alcatel, Alcatel, etc.

La Bourse de Paris au zénith en dépit de l'Asie

LA CRISE ASIATIQUE n'est plus aussi prégnante que durant la semaine du 15 au 19 juin, mais la devise japonaise a repris le chemin de la baisse, à 141 yens pour un dollar. Le système bancaire nippon a donné des signes de faiblesse. La Banque Long Term Credit Bank, mise en difficulté par l'accumulation de 58 milliards de francs de créances douteuses, a dû fusionner avec Sumitomo Trust (lire page 23).

Le marché français semble bien loin de ces préoccupations. Sur la semaine écoulée, l'indice CAC 40 a progressé de 4,07 %, à 4 215,70 points. Vendredi 26 juin, le quarantième record historique de la Bourse de Paris est même tombé. Un autre record a été battu, mardi 23 juin : celui de la séance la plus active avec 30 milliards de francs échangés. La parenthèse de la crise du yen semble provisoirement refermée. Les investisseurs ont d'autres centres d'intérêt. Ils se sont intéressés à la hausse de la devise japonaise, ils ont été comblés avec les deux plus importantes introductions en Bourse de l'année. La semaine a débuté par l'inscription à la cote d'Alstom, la filiale commune des groupes français Alstom et britannique GEC. Le prix d'offre de 205 francs valorisait Alstom à 43 milliards de francs. Mais cette opération, relayée par une cotation à New York et à Londres, a rencontré un succès mitigé. Une activité intense s'est développée autour du titre - le premier jour, 15,5 millions de titres ont été échangés - mais, à 204 francs, le cours n'a toujours pas retrouvé son niveau d'origine. La conjoncture ne peut être mise en cause puisque, dans la même semaine, l'autre grande opération a été favorablement accueillie : le groupe Rhône-Poulenc a proposé au marché 30 % du capital de sa filiale chimique Rhodia. Offert à 140 francs, le titre a terminé la semaine à 174 francs. Un objectif espéré, à moyen terme, par de nombreux analystes.

Le succès était d'autant moins assuré que les valeurs cycliques n'ont, actuellement, pas la cote auprès des investisseurs. Ainsi, l'action Pechiney a perdu 11,4 % en une semaine à la suite d'une révision en baisse des bénéfices attendus pour 1998 et 1999 par le broker américain Morgan Stanley. L'opinion de ce dernier sur la valeur est passée de « achat pour le long terme » à « sous-performance ». Sanofi, la filiale pharmaceutique d'Elf Aquitaine, a subi la même déconvenue avec un changement de recommandation de la part du broker américain

Table with 2 columns: Valeurs, DMT. Rows include Alstom, Alstom, etc.

Table with 2 columns: Fondere Euris, DMT. Rows include Fondere Euris, etc.

Table with 2 columns: SERVICES FINANCIERS, DMT. Rows include Axa, Axa, etc.

Table with 2 columns: SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT, DMT. Rows include Boleo Techno, Boleo Techno, etc.

LES PERFORMANCES DES SICAV OBLIGATAIRES

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 19 juin

Table with 5 columns: Libellé, Organisme, Rang, Perform. 1 an, Valeur liquid. Rows include OBLIGATAIRES FRANÇAISES DE CAPITALISATION, etc.

Les sicav obligataires profitent de la crise asiatique

ENCORE un excellent mois pour les sicav obligataires françaises. Sur un an, elles gagnent en moyenne 5,75 %, soit 0,1 % de mieux qu'il y a un mois. Ces produits profitent de la bonne tenue des marchés obligataires. Ces derniers bénéficient en effet de la recherche de titres de qualité par les investisseurs inquiets du développement de la crise asiatique.

Les sicav qui tirent parti de la hausse des marchés obligataires sont celles qui ont misé sur les obligations émises à long terme. Croissance Mercurie prend la tête du classement. La sicav de Victoire Asset Management consacre la moitié de son actif à des titres émis entre sept et dix ans et près d'un cinquième sur des obligations émises entre dix et quinze ans. Elles offrent un rendement élevé et sont très sensibles au mouvement de baisse des taux qui s'est poursuivi encore ces derniers mois.

D'une manière générale, les produits qui privilégient les titres de longue durée affichent sur un an des progressions à deux chiffres. Les portefeuilles d'obligations de ces sicav ne rapportent qu'environ 5 % à 6 % l'an. Cependant, la baisse des taux a pour effet d'augmenter la valeur de ces titres. Cela permet aux meilleures sicav obligataires d'afficher des progressions supérieures à 10 %. Malheureusement pour les porteurs, il n'est pas certain que cette situation perdure.

D'abord, il ne faut pas oublier que ces produits sont à la merci d'une brusque remontée des taux. Dans ce cas, les titres détenus dans les portefeuilles perdraient de la valeur. Il deviendrait en effet plus intéressant d'acheter des obligations nouvellement émises qui rapporteraient plus. Néanmoins, ce scénario n'est pas privilégié par les gérants. « En Europe, les indicateurs économiques fondamentaux

Les sicav obligataires profitent de la crise asiatique

ne justifient pas une remontée des taux. L'inflation est absente et le chômage reste élevé », estime Laurie Magot, gestionnaire de Prud'Première, une sicav des Banques populaires.

Aux Etats-Unis, si les autorités monétaires pourraient être incitées à relever leurs taux alors que la croissance reste très soutenue, la faiblesse de la monnaie japonaise rend peut-être probable une telle décision pour le moment. Un relèvement des taux d'intérêt aux Etats-Unis rendrait la monnaie américaine attractive et précipiterait la chute de la devise nippone.

Les sicav obligataires ne peuvent plus trop compter sur une baisse des taux de la même ampleur que celle constatée au cours des derniers mois. Les effets positifs de la crise asiatique sur le marché obligataire devraient progressivement s'estomper. « Le marché a déjà intégré un certain nombre de mauvaises nouvelles en provenance d'Asie. Les taux ne devraient pas descendre beaucoup plus bas qu'aujourd'hui », juge Eric Grossier, gérant de Croissance Mercurie.

De plus, « la crainte d'une remontée des taux courts empêche une baisse des taux longs », constate Hervé Boiral, gestionnaire de Synthèse chez Indocam. Depuis plusieurs mois, les opérateurs redoutent une légère hausse des taux allemands pour faciliter la mise en place de l'euro. Mais ce relèvement, prévu initialement avant l'été, ne devrait pas intervenir avant la fin de l'année, s'il a bien lieu. Les gérants de sicav obligataires tablent plutôt sur un statu quo. « Nous devrions rester durablement autour des 5 % pour les obligations d'Etat émises à dix ans », estime Patrick de Praguier, le gestionnaire de Synthèse.

Table with 5 columns: Libellé, Organisme, Rang, Perform. 1 an, Valeur liquid. Rows include OBLIGATAIRES FRANÇAISES COUPONS MULTIPLES, etc.

OBLIGATAIRES FRANÇAISES COUPONS MULTIPLES

Performance moyenne sur 1 an : 5,32 %, sur 5 ans : 34,60 %

Table with 5 columns: Libellé, Organisme, Rang, Perform. 1 an, Valeur liquid. Rows include Ecoureuil, Ecoureuil, etc.

OBLIGATAIRES FRANÇAISES INTERNATIONALES

Performance moyenne sur 1 an : 7,77 %, sur 5 ans : 40,37 %

Table with 5 columns: Libellé, Organisme, Rang, Perform. 1 an, Valeur liquid. Rows include Indocam, Indocam, etc.

Indocam

Performance moyenne sur 1 an : 12,11 %, sur 5 ans : 121,17 %

Table with 5 columns: Libellé, Organisme, Rang, Perform. 1 an, Valeur liquid. Rows include Indocam, Indocam, etc.

BOURSE

26 sociétés du CAC 40 communiquent

3615 LE MONDE

3615 LE MONDE

3615 LE MONDE

3615 LE MONDE

## Les marchés ne craignent plus une intervention sur le yen

Le yen, qui s'était redressé après l'intervention conjointe de la Réserve fédérale des Etats-Unis et de la Banque du Japon, a rechuté cette semaine, les opérateurs doutant de la capacité nippone à résoudre la crise économique et bancaire.

La monnaie japonaise est retombée, cette semaine, à son niveau d'avant l'intervention conjointe des banques centrales américaine et japonaise. Déjà, Tokyo n'avait pas annoncé de mesures énergiques pour relancer

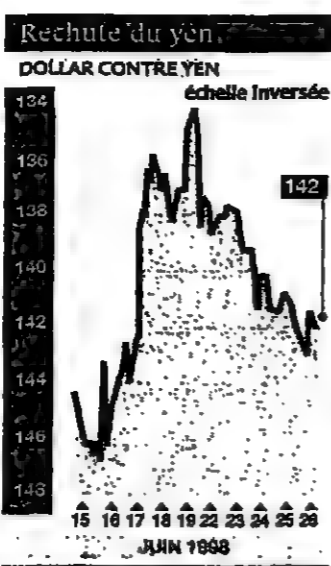
la consommation et assainir le système bancaire, les opérateurs ont recommencé à vendre des yens. La menace d'une nouvelle action nippo-américaine sur le marché des changes ne semble guère les impressionner.

Les analystes estiment qu'une seconde intervention ne ferait qu'offrir aux investisseurs des conditions idéales pour acheter des dollars à bon marché et vendre des yens à des prix élevés. Les places financières occi-

tales continuent donc à apparaître comme un refuge pour les capitaux internationaux, ce qui permet aux taux d'intérêt à long terme de se maintenir à de très bas niveaux aux Etats-Unis et en Europe.

CE SONT les événements asiatiques qui, cette semaine encore, ont dominé l'actualité sur les marchés financiers internationaux. Le mouvement de baisse de la devise japonaise a repris. Elle s'est repliée, vendredi matin 26 juin, jusqu'à 143 yens pour un dollar, le niveau qui était le sien dix jours plus tôt, avant l'intervention conjointe de la Banque du Japon et de la Réserve fédérale des Etats-Unis. Celle-ci, qui s'était immédiatement traduite par un redressement spectaculaire du yen, avait pourtant donné l'impression d'être un succès total. Mais devant les résultats décevants de la réunion, samedi 20 juin, à Tokyo, des suppléants des ministres des finances du G7, devant l'absence de mesures concrètes et significatives du gouvernement japonais pour relancer la consommation et assainir le système bancaire, les opérateurs ont recommencé à vendre des yens.

La menace d'une nouvelle action nippo-américaine sur le marché des changes ne semble guère les impressionner : rassurés par l'importance des munitions dont ils disposent - il s'agit quotidiennement d'environ 250 milliards de dollars sur la parité dollar/yen, soit l'équivalent des réserves de changes regroupées de la Fed et de la Banque du Japon - les marchés se sentent en position de force vis-à-vis de banques centrales qui ne peuvent plus compter cette fois sur l'effet de surprise pour les



Le yen, qui avait réussi à se redresser après l'intervention nippo-américaine, est reparti à la baisse cette semaine.

prendre à contrepiéd. Les analystes estiment qu'une seconde intervention des banques centrales américaine et japonaise ne ferait qu'offrir aux investisseurs des conditions idéales pour acheter des dollars à bon marché et vendre des yens à des prix élevés.

La plupart des experts se montrent dans ces conditions plutôt pessimistes. Ceux de la banque amé-

ricaine Merrill Lynch le voient tomber jusqu'à 160 yens dans six mois et à 170 yens dans un an. La grande question est de savoir comment Pékin réagira à une telle dépréciation supplémentaire de la monnaie nippone.

Depuis un an, Pékin et Hongkong ont résisté à la tempête financière dans la région et ont réussi à maintenir la parité de leur devise avec le dollar. Cette inflexibilité monétaire, que le ministre australien des finances n'a pas hésité à qualifier d'« héroïque », a été motivée par des raisons d'ordre aussi bien économique que politique. La Chine a d'abord besoin de capitaux étrangers pour financer son développement et amortir le choc des gigantesques restructurations en cours dans les entreprises d'Etat. En choisissant de ne pas dévaluer sa monnaie, la Chine a aussi cherché à apparaître en Occident comme le nouveau pôle de stabilité monétaire asiatique.

Mais le récent plongeon du yen et des autres devises asiatiques remet en cause cette stratégie, en exerçant une très forte pression sur la compétitivité et sur les exportations des entreprises chinoises. Dont plus du tiers est absorbé par les pays de la zone. Le rythme de croissance de l'économie chinoise s'est ralenti à 7,2 % au premier trimestre après 8,8 % en 1997 et alors que le gouvernement s'est fixé un objectif de 8 % tandis

que le niveau des exportations a reculé en mai, pour la première fois depuis près de deux ans. Cette déflation s'accompagne d'une importante dette budgétaire : les recettes de l'Etat ont augmenté de 7,7 % entre janvier et mai par rapport à la même période de l'an dernier, un

### Nouvelles tensions monétaires en Russie

La banque centrale russe a annoncé, vendredi 26 juin, le relèvement de 60 % à 80 % de son taux de refinancement et de son taux Lombard à partir de lundi. Ces taux avaient été abaissés de 150 % à 60 % le 4 juin par le gouvernement qui estimait que la situation sur les marchés s'était normalisée.

Mais vendredi, confronté à une nouvelle détérioration sur les marchés - les rendements sur les bons du Trésor sont montés jusqu'à 65 %, signe de l'inquiétude persistante des investisseurs -, l'Etat d'émission a choisi de renforcer son dispositif de défense monétaire. La hausse des taux d'intérêt vise à contrer les attaques contre le rouble, dont la dévaluation fait depuis plusieurs semaines l'objet de rumeurs.

rythme inférieur aux 10,2 % prévus pour l'ensemble de 1998, a indiqué, jeudi, le ministre des finances Xiang Huacheng, cité par l'agence Chine nouvelle. Les dépenses ont en revanche augmenté de 12,8 % au lieu des 7,2 % escomptés.

M. Xiang a qualifié la situation financière de « relativement grave », mais sans indiquer le montant du déficit budgétaire accumulé à la fin mai. Selon le ministre, la dérive des comptes publics « est due à une tar-

grande puissance monétaire ? Le secrétaire américain au Trésor Robert Rubin a déclaré, vendredi, avoir obtenu des garanties « sans ambiguïté » de la part de hauts responsables chinois que la Chine ne dévaluerait pas le yuan. L'apparente bonne qualité des relations monétaires entre Washington et Pékin ne doit toutefois pas être surestimée, compte tenu des tensions commerciales qui existent entre les deux pays. La Chine a cherché, vendredi, à minimiser son excédent commercial avec les Etats-Unis en annonçant pour les cinq premiers mois de l'année un solde positif de 7 milliards de dollars - un chiffre près de trois fois inférieur à celui calculé par l'administration américaine. Mais plus que le yuan - qui n'est convertible que de façon très limitée -, c'est le dollar de Hongkong qui apparaît aujourd'hui comme le maillon faible. Vendredi, Donald Tsang, secrétaire aux finances de l'ex-territoire britannique, a exhorté les pays du G7 à agir rapidement pour soutenir le yen et éviter une nouvelle dépréciation des monnaies asiatiques.

Dans ce contexte, les places financières occidentales continuent à apparaître comme une tanière de refuge pour les capitaux internationaux. La conséquence en est le maintien de taux d'intérêt à long terme à des plus bas niveaux historiques (4,82 % en France à dix ans, 5,65 % aux Etats-Unis à terme ans), et ce en dépit d'une croissance vigoureuse (+5,4 % en rythme annuel outre-Atlantique au premier trimestre). Cet environnement favorable devrait perdurer, du moins en Europe, si l'on en croit les experts de la Commission, qui ont choisi, malgré la crise asiatique, de laisser inchangée, à 3 %, leur prévision de croissance en 1998 pour les pays de l'Union.

Christophe Vetter

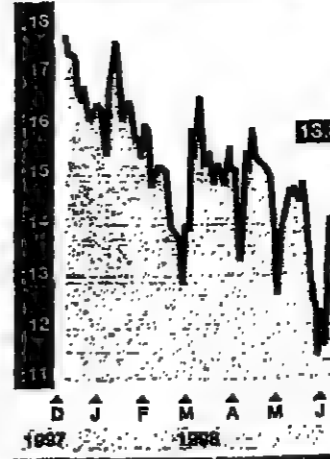
Pierre-Antoine Delhommaux

Dominique Gallois

### MATIÈRES PREMIÈRES

Remontée du pétrole interrompue

COURS DU BARIL WTI EN DOLLARS



LA DÉCISION des pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) de réduire leur production de 1,35 million de barils/jour dès le 1<sup>er</sup> juillet n'a pas eu l'effet escompté sur les marchés. Le redressement des prix ne s'est pas produit. Au contraire, les cours du pétrole sont repartis à la baisse, comme si les intervenants ne croyaient pas à un tel engagement. Les propos du ministre saoudien du pétrole, Ali Ibrahim Naimi, dans le *Financial Times* et le *Wall Street Journal* du 26 juin, envisageant la création d'une nouvelle organisation qui remplacerait le cartel devenu « démodé dans ses méthodes », expliquent ce scepticisme.

A Londres, le prix du Brent, qualité de référence de la mer du Nord, tombait sous le seuil des 13,20 dollars le baril jeudi après-midi sur le marché de Londres, et se maintenait à 13,15 dollars vendredi.

A Vienne, les onze membres du cartel avaient tenu une réunion rapide pour arrêter de nouvelles baisses de production qui portent à 2,6 millions de barils/jour le total des réductions annoncé par l'OPEP depuis mars. En ajoutant les 500 000 barils/jour annoncés au printemps par les non-membres du cartel (Mexique, Oman, Russie et Norvège), l'effort global porte sur 3,1 millions de barils et représente une réduction de 4 % de la production mondiale.

Mais ces engagements ne seront pas forcément respectés, comme l'a confirmé le principal acteur du cartel, le premier producteur mondial, l'Arabie saoudite. Pour M. Naimi, l'efficacité de l'OPEP est mise en brèche « par les fraudes répétées » de ses membres qui dépassent leur quota de production décidé en commun. « Quelque huit ou neuf pays qui ont des réserves importantes, de grandes capacités de production et une dépendance des revenus du pétrole » pourraient faire partie d'un nouvel organisme, qui pourrait intervenir sur les marchés de l'énergie « d'une manière bénigne » à la manière des banques centrales pour stabiliser les taux de change.

### Marché international des capitaux : relier l'Amérique à l'Europe

UNE BANQUE européenne, DePfa Bank, vient d'obtenir libre accès au marché américain des capitaux. L'avantage est très important. Il permettra à cette banque, quand elle le voudra, sans formalité et à partir de chez elle, de faire appel en même temps aux principaux investisseurs institutionnels du monde entier. Jusqu'à présent, les seuls à pouvoir agir de la sorte étaient les principaux pays industrialisés, la France par exemple, lorsqu'elle émet à Paris des bons ou des obligations du Trésor libellés en francs. De fait, le cercle des emprunteurs européens susceptibles de prétendre à un tel traitement de faveur aux Etats-Unis est assez limité : il ne peut s'agir que de grands emprunteurs dont la qualité des titres est irréprochable.

En l'occurrence, il s'agit d'obligations communales, qu'on désigne aujourd'hui plus souvent sous le nom de lettres de gage et qui bénéficient de garanties exceptionnelles. Le privilège américain qui vient d'être rendu public doit ainsi être examiné sous deux aspects : celui de la mondialisation du marché et celui de l'importance croissante des lettres de gage, un instrument typiquement européen et qui bénéficie maintenant d'une reconnaissance officielle outre-Atlantique.

Pour ce qui est de la mondialisation, il convient d'abord de préciser deux éléments. D'une part, les investisseurs américains n'ont normalement pas le droit d'acheter des obligations émises en Europe au moment où tout se joue, c'est-à-dire lors de leur émission. Ils n'ont accès aux transactions européennes que qua-

rante jours après la date de règlement. D'autre part, les emprunteurs internationaux ont le moyen de surmonter cet obstacle en lançant des obligations de type « planétaire ». De telles affaires sont soumises à l'approbation des autorités américaines. La procédure est lourde, lente et coûteuse. L'autorisation ne vaut que pour une émission.

#### UNE PROCÉDURE INDEPENDANCE

Dans le cas présent, l'autorisation est permanente et c'est là que réside toute la nouveauté. L'emprunteur devrait en tirer un grand profit car il pourra répondre sans délai à la demande que lui-même et ses intermédiaires financiers auront décelée. De la sorte, il sera certain d'atteindre le plus grand nombre possible d'investisseurs. Cela lui donnera une précieuse indépendance. Le placement de ses titres n'étant plus limité à une zone géographique donnée, il sera sûr de ne pas avoir à trop payer pour lever des fonds. En outre, en étendant le champ des investisseurs, on fournit une promesse de liquidité. Pour simplifier, disons que si les souscripteurs font perdre d'un même groupe, ils pourront tous avoir tendance à acheter ou à vendre les mêmes obligations au même moment. Au contraire, plus les investisseurs sont différents et plus les chances sont grandes d'avoir en même temps des acheteurs et des vendeurs.

La formule des lettres de gage est un des moyens utilisés en Europe pour procurer des ressources aux collectivités locales. L'emprunteur est en fait un intermédiaire qui prête des

fonds à des communes, des départements, des régions ou des Etats. L'intermédiaire, une banque spécialisée et bénéficiant d'une habilitation officielle, centralise les besoins et se présente sur le marché. Il peut emprunter à très bon compte parce que les lettres de gage ont un statut spécial, confirmé par la Banque centrale européenne, et que les investisseurs sont assurés de récupérer leur mise. Si l'emprunteur était en difficulté, les porteurs d'obligations auraient accès de façon prioritaire aux créances de rétablissement en question sur les collectivités locales.

La formule développée en France au siècle dernier a été depuis perfectionnée en Allemagne, où les banques spécialisées sont maintenant en mesure de se procurer des ressources de façon si économique qu'elles déplacent leur activité dans les pays voisins. Grâce à leurs lettres de gage, elles ont pris une part de l'ordre de 10 % au total des prêts aux collectivités locales françaises. Plusieurs intermédiaires français souhaiteraient pouvoir lutter à armes égales avec leurs concurrents d'outre-Rhin. Pour y parvenir, il faudrait notamment modifier la loi française sur les faillites, ce qui prendra du temps.

DePfa Bank entend profiter sous peu de son privilège américain en émettant, dès juillet, un emprunt d'au moins 3 milliards de deutschemarks par l'intermédiaire de deux banques, la Commerzbank et Goldman Sachs.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommaux

Dominique Gallois

### Les Bourses européennes dopées par les capitaux fuyant l'Asie

LE MALAISE en Asie n'a pas réussi à perturber les places financières américaines et européennes. Paradoxalement, l'effet inverse s'est produit : les capitaux fuient l'Asie pour se réfugier dans le reste du monde et en particulier en Europe. « Le raisonnement des investisseurs est simple : où peuvent-ils aller, sinon en Europe ? Pas en Asie, ni aux Etats-Unis, où les actions sont très chères », remarque Anthony Parker, gestionnaire chez Dresdner RCM Funds à Londres, interrogé par Bloomberg. Paris et Francfort ont enregistré de très fortes progressions la semaine dernière, l'indice CAC 40 a gagné 4,68 % à 4 215,70 points et le Dax était en hausse de 4,01 % à 5 870,48 points. En hausse de 3,97 %, le Swiss Market Index a, lui, atteint 7 816,90 points. A Londres, le Footsie a progressé de 2,25 % à 5 877,40 points.

La place américaine a également bien résisté : sur l'ensemble de la semaine, le Dow Jones a gagné

230,93 points, à 8 944,54 points, une hausse de 2,66 %. Pourtant au début de la semaine, les intervenants ne cachaient pas leur inquiétude. « C'est un soulagement de voir que le marché s'est repris, relève également John Mendelson chez Charles Schwab Capital Markets, cela a beaucoup à voir avec la fin du trimestre. »

Outre la fermeté du dollar, la poursuite de la vague de fusions, avec l'annonce du rachat du câblodistributeur TCI par AT & T, le leader américain des communications téléphoniques longue distance, pour 290 milliards de francs, a soutenu le marché. De plus, « il n'est politiquement correct de détenir des liquidités », constatent les gestionnaires, tous menacés s'ils laissent passer une phase de hausse.

Les investisseurs se partagent toutefois toujours entre pessimistes et optimistes. Ces derniers soulignent que la faible inflation et le niveau bas des taux d'intérêt, la

croissance saine et soutenue de l'économie américaine, qui a été confirmée la semaine dernière, se traduiront par des bénéfices - et donc des indices boursiers - encore en hausse. Les pessimistes redoutent, eux, l'effet du ralentissement de la demande asiatique et de la hausse des coûts salariaux aux Etats-Unis.

#### RÉSULTATS SEMESTRIELS

Ils suivront tous trois événements. La réunion du Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC), mardi et mercredi, et la publication des chiffres des créations d'emplois au mois de mai. Les analystes estiment que les taux d'intérêt ne seront pas modifiés. Ils se sont également attendus à la publication des premiers résultats semestriels des entreprises. Et surtout, ils guettent avec une impatience teintée d'inquiétude la publication, dimanche à 23 h 50 GMT, du rapport Tankan, l'enquête de la

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 (IBIS)
↓ - 0,38%	↑ + 2,66%	↑ + 4,68%	↑ + 2,25%	↑ + 4,01%
15 210,04 points	8 944,54 points	4 215,70 points	5 877,40 points	5 870,48 points

Banque du Japon sur la confiance des entreprises au deuxième trimestre, ainsi que la production industrielle de mai.

Si les places européennes se félicitent de l'afflux de capitaux, les investisseurs y sont également prudents. « Ils sélectionnent les sociétés européennes qui sont peu sensibles au risque asiatique », explique Olivier Lefevre, qui gère un fonds à la banque Monte Paschi. Car, comme le note M. Parker, « les premières indications montrent que les Etats-Unis sont plus exposés à la crise asiatique que l'Europe, mais je ne suis pas sûr de cela ». Les actions des banques allemandes ont notamment été attaquées du fait de leur exposition au risque asiatique, tandis que la Société générale annonçait qu'elle renforcerait ses provisions dès le premier semestre de 1998.

A Milan, les analystes soulignent que l'Italie est moins exposée que d'autres économies au risque asiatique. Malgré cela, la Bourse est res-

tée à la traîne des autres places européennes, avec une hausse de 0,39 % seulement. Cette phase de correction après une forte hausse en début d'année s'explique aussi par une certaine inquiétude avant l'entrée en vigueur à partir de mercredi d'une importante réforme de la propriété des sociétés et des offres publiques d'achats.

Londres a repris des couleurs après avoir souffert la semaine précédente d'une série de mauvais indices sur l'économie britannique. L'inflation au plus haut depuis six mois, une première hausse mensuelle du chômage en deux ans, une forte progression des salaires, et des ventes de détail très vigoureuses font redouter une hausse très proche des taux d'intérêt, peut-être dès la prochaine réunion du comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre, le 9 juillet.

Tous les regards vont rester tournés vers Tokyo. L'indice Nikkei a limité son recul à 0,38 % la semaine

dernière, clôturant à 15 210,04 points vendredi 26 juin. Une hausse limitée, notamment grâce aux effets de l'annonce de la reprise de la Long Terme Credit Bank par Sumitomo Trust and Banking vendredi (lire p. 23). Mais les analystes estiment que si le gouvernement de Ryutaro Hashimoto ne parvient pas à convaincre les investisseurs de sa détermination à assainir très rapidement l'industrie bancaire japonaise, l'indice risque de tomber sous la barre des 15 000 points. « Ce sont les investisseurs étrangers qui donneront le verdict », estime Shigenori Nishida, directeur général de la société de gestion d'actifs Sakura Asset Management, cité par l'agence Bloomberg. S'ils ne sont pas convaincus par le plan, le yen recevra une nouvelle volée de bois vert et le marché devra se préparer à faire face à une crise monétaire en Asie. »

Sophie Fay

الأسواق المالية



**AUTOMOBILE** Au Japon, comme en France, Nissan s'essouffit. Le deuxième constructeur nippon - le premier à avoir débarqué en Europe - a perdu la belle avance que lui avaient conférée ses excellents véhicules « made in England ». Les

modèles avantageux du début de la décennie se sont affaiblis. Seule la petite Micra, rejuvenie, fait front bravement, alors qu'à l'horizon pointe la concurrence de la future Yaris, que Toyota produira à Valenciennes.

## Nissan doublé par Toyota

En France, la nouvelle Micra sera bientôt concurrencée par la première japonaise fabriquée à Valenciennes

DEPUIS le début de l'année, Nissan n'est plus la marque japonaise la plus vendue en France. L'événement est passé quasi inaperçu, mais il n'est pas sans conséquence, ni signification. Après avoir longtemps caracolé en tête, le constructeur vient de se faire doubler par Toyota qui a lancé une série de nouveautés (l'Avenis, la Corolla, la version diesel du monospace Picnic, notamment) et placé la France au cœur de son dispositif européen avec la future usine de Valenciennes, qui produira une petite voiture, la Yaris, à partir de 2001.

Première firme à avoir délaissé le « made in Japan » pour construire et élaborer des voitures sur le Vieux Continent, Nissan est concurrencé sur son propre terrain. Avec le slogan publicitaire

« made in quality », elle tente de mettre en exergue la valeur de sa production plutôt que sa nationalité, mais cela ne suffira pas à inverser la tendance. Troisième constructeur automobile mondial, le géant Toyota s'est réveillé. En un an, il est passé de 1 % à 1,5 % du marché français et devance son rival grâce, pour l'essentiel, à des voitures désormais conçues en Belgique et produites en Angleterre.

Sa présence industrielle en Grande-Bretagne (Sunderland) et en Espagne (Barcelone) a permis à Nissan de devenir le numéro un japonais en Europe, à l'abri des quotas d'importation. Mais cette présence sur le continent européen lui a aussi donné la possibilité de mieux « sentir » la demande des consommateurs.

Moins impersonnelles que les

Toyota et moins élitistes que les Honda, les Nissan Sunny puis Primera et Almera du début des années 90 tranchaient par rapport au reste de la production asiatique. Or les difficultés du groupe ont ralenti le renouvellement de la gamme et ses voitures de grande diffusion, qui complètent les modèles de « niche » (les 4x4 Patrol et Terrano, le monospace Serena, quelques jolis coupés), sont restées dans le rang. Honorables berlines fiables et bien équipées, mais affaiblies.

Avec sa silhouette compacte et rondelette, sa large vitre arrière et son drôle de « nez » plat, la petite Nissan Micra, apparue en 1992, est une heureuse exception. Indiscutablement, il s'agit de la voiture japonaise la plus réussie et la plus attachante apparue ces derniers temps. N'a-t-elle pas été élue « voiture de l'année » en 1993, une première pour une marque japonaise ?

Or, sur un segment de marché particulièrement disputé par les constructeurs, la Micra n'a pas véritablement percé chez nous, alors qu'il s'agit d'une voiture à succès en Grande-Bretagne et en Italie. L'an passé, parmi les 150 000 unités vendues en Europe, 6 400 seulement ont été immatriculées en France. Apparue en avril, la nouvelle génération de cette sorte de Twingo asiatique veut rattraper le temps perdu.

Privée jusqu'alors d'une motorisation Diesel - ce qui constitue, en



La Nissan Micra « restylée ».

France, un gros handicap commercial, y compris pour les petits modèles -, la Micra hérite cette fois d'un 1,5 litre de 58 chevaux d'origine Peugeot, parallèlement aux moteurs essence (un 1 litre de

55 chevaux et un 1,3 litre de 75 chevaux, tous deux pourvus de seize soupapes).

Extérieurement, la Micra de 1998 ne diffère pas beaucoup de la génération précédente - et c'est tant mieux - hormis une calandre chromée plus cossue, des phares redessinés et deux jolies baguettes latérales asymétriques. Les vraies améliorations sont à chercher du côté de l'insonorisation, du confort, de l'équipement de série et de la présentation intérieure.

### NOUVELLES TEINTES

Le prix, lui, n'a pratiquement pas augmenté et, comme toujours, il s'agit de faire « sérieux » et de convaincre qu'une petite voiture n'est pas seulement un véhicule urbain. Pour « conquérir une clientèle de moins de trente-cinq ans », la Micra se pare également de nouvelles teintes dont un tendre vert

d'Irlande qui semble beaucoup plaire. Numéro deux au Japon, le groupe Nissan, qui traverse une passe délicate, annonce pour bientôt l'arrivée de deux monospaces, d'une nouvelle Primera, d'un haut de gamme et d'un coupé. Mais ce renouveau n'est pas pour tout de suite et risque de laisser le champ libre à Toyota qui a européanisé ses modèles plus tardivement, mais en recueille aujourd'hui les bénéfices. Aussi, Nissan espère que la nouvelle Micra entamera sa deuxième carrière tambour battant. Car, dès l'an prochain, il lui faudra tenir la dragée haute à la Toyota Yaris. Sa grande rivale, présentée au prochain Mondial de l'automobile qui aura lieu au début du mois d'octobre à Paris, sera d'abord produite au Japon avant d'être assemblée en France.

Jean-Michel Normand

### Les nouveaux habits du Nissan Patrol

Dans la circulation, on ne voit que lui ; monté sur ses énormes pneus, il est haut, large, carré, et exhibe ce côté baroudeur musclé brutal qui irrite certains et en fascine d'autres. Le Nissan Patrol GR (pour « Grand Raid ») en est à sa cinquième génération depuis 1951, mais on ne connaît ce véhicule 4x4 en France que depuis une quinzaine d'années. Le nouveau Patrol, commercialisé depuis quelques semaines, est encore plus imposant que ses aînés, mais il est esthétiquement plus sophistiqué, moins bruyant, plus habitable et plus luxueux.

Transformé en aventurier bon chic-bon genre, propulsé par un diesel de 2,8 litres de 130 chevaux et doté d'une nouvelle transmission, le Patrol GR (à partir de 174 900 francs dans la version trois portes, de 199 900 francs en cinq portes) n'en reste pas moins capable de faire franchir les pires bourbiers, même en smoking.

## La 205, celle que l'on n'a pas vu vieillir

QUINZE ANNÉES d'une carrière bien remplie. La 205, qui va progressivement s'effacer sa production est prévue jusqu'au mois de décembre) devant la nouvelle 206 (Le Monde daté 14-15 juin), est apparue en février 1983. Bien sûr, côté performances, manéuvrabilité ou isolation phonique, elle n'est plus à la pointe du progrès, mais en France 5 663 exemplaires ont quand même trouvé preneur depuis le début de l'année (23 739 en 1997).

Diffusée au total à plus de 5,2 millions d'unités depuis son apparition, la 205 n'a pas seulement témoigné d'une exceptionnelle longévité. Elle a relancé Peugeot à une période où la marque périclitait et déclenché une dynamique dont a profité toute la gamme.

Au début des années 80, le Lion de Sochaux est vieillissant. Mal positionné sur le marché des petites voitures, il nourrit des complexes face à la Renault 5 alors au faite de sa gloire mais qui n'empêchera pas Renault de sombrer un peu plus tard dans les déficits. « Lors des tests avant le lancement, les gens que nous interrogeons la trouvaient plutôt réussie, mais la plupart préféraient quand même la R5, se souvient Jean-Paul Parayre, alors PDG de Peugeot. La suite nous a heureusement rassurés. »

La 205 n'est pas une voiture revo-

lutionnaire, mais plusieurs de ses traits de caractère font mouche, particulièrement son rapport dimensions-habitabilité obtenu grâce à un empattement long et de faibles porte-à-faux.

### Elle a relancé Peugeot à une période où la marque périclitait

Extérieurement, elle est compacte mais, une fois à bord, on est surpris par l'espace qu'offre l'habitacle. Le coffre, généreux, n'est pas en reste. Elle est vive, fiable, facile à conduire, et sa ligne, qui célèbre le retour des rondeurs dans l'automobile, est gracieuse et cohérente. Heureuse combinaison des ébauches présentées par le carrossier italien Pininfarina et le centre de style maison, le design de la 205 - notamment sa face avant - a longtemps inspiré le design Peugeot. Bien proportionnée, on sait aujourd'hui que son style était intemporel.

Au charme de la 205, la firme de Sochaux, pourtant raisonnable par nature, a su ajouter un peu de piment : dès son lancement, cette

voiture bien née est saisie par le virus de la compétition. La 205 Turbo 16 (quatre roues motrices, moteur central) remporte deux championnats du monde des rallyes successifs (1985 et 1986). Dans les semaines qui suivent ses victoires au Monte-Carlo ou aux Mille Lacs, les ventes de 205 bondissent de 30 %.

La fameuse version GTI, figure emblématique de l'automobile des années 80, profite de ces retombées, mais le propriétaire d'une 205 diesel, lui non plus, n'est pas peu fier des prouesses de son modèle. D'ailleurs, le « sacré numéro » rattrape large avec son choix de motorisations et de finitions, de la paisible berline à la « petite bombe » de 115 chevaux. En 1985, une voiture sur sept vendue en France est une 205. Mais le modèle est aussi apprécié à l'étranger. Grâce aux exportations, 1990 constitue l'année-record de la production avec 605 000 unités fabriquées dans sept usines différentes.

Le grand mérite de la Peugeot 205 aura été, comme pour la Golf de Volkswagen, d'avoir su dépasser la segmentation traditionnelle dans laquelle la plupart des constructeurs étaient enclavés. Grâce à elle, on sait qu'une petite voiture n'est pas forcément une voiture petite.

J.-M. N.

## Yamaha mène l'offensive sur le marché du deux-roues urbain

« WHY » (« pourquoi »). En choisissant de baptiser ainsi son dernier-né, la firme Yamaha renvoie - involontairement - à une question sur laquelle les étudiants des écoles de commerce devraient se pencher. Pourquoi les engins de 50 cc, hybrides entre le scooter, dont ils empruntent la motorisation, et le cyclomoteur, dont ils possèdent les larges roues de 16 pouces, ont-ils tant de mal à s'imposer dans notre pays ?

En Italie, ils encombrent les chaussées. En France, ils brillent par leur absence. Ni Honda, avec son Sky, ni MBK avec son Filpper, ni Piaggio avec son Liberty, ni Aprilia avec le Scarabeo, n'ont réussi jusqu'ici à venir à bout de ce blocage que rien a priori n'explique.

Car la demande existe du côté des femmes que rebutent la vitesse des scooters, leur poids jugé excessif, les risques de chute bien réels en cas de freinage brusque par mauvais temps. Pour la satisfaire, des machines élégantes et confortables, plus stables que les scooters, sont disponibles. Et pourtant le marché stagne à des niveaux ridicules.

Yamaha va-t-il réussir là où ses concurrents piétinent ? Souhai-

tons le, tant ce Why est agréable. Son galbe, tout en rondeurs, rassure (il n'est pas sans évoquer celui de son concurrent italien). Rien d'agressif dans son allure générale mais un classicisme de bon aloi, presque douillet. De cette belle machine, étonnamment légère, qui s'adresse à une clientèle assagie il ne faut pas attendre des démarrages foudroyants.

Le Why est à l'image de ses utilisateurs : un engin paisible, de ceux que l'on utilise pour des raisons pratiques avec l'assurance d'être confortablement assis et de ne pas se barbouiller de cambouis. S'il fallait regretter une chose, ce serait le manque de place du coffre placé sous la selle. Un casque suffit à le remplir.

### UN MOTEUR SOUPLE

Avec son Majesty 125, le constructeur japonais s'adresse à un autre type de clientèle : à tous ceux qui recherchent un scooter haut de gamme. Passons sur les économies de bout de chandelle décidées par le fabricant pour abaisser les coûts (le tableau de bord ne comporte ni horloge ni totalisateur kilométrique partiel).

Ces fautes de goût ne doivent pas masquer la souplesse du nouveau moteur 4-Temps (de marque Minarelli), l'excellente tenue de route de l'engin à grande vitesse, même avec un passager à l'arrière, le système de freinage performant (le disque avant de 220 mm est l'un des plus grands de sa catégorie), la suspension arrière réglable, la selle bi-place généreusement rembourrée le large espace pour les jambes, le coffre aux allures de patacoque pour enfants, enfin le tablier avant qui permet au conducteur de choisir une position reposante ou plus sportive.

Dernière gage à la « modernité » pour ce Majesty : un espace de rangement à l'avant spécialement prévu pour un téléphone portable.

Jean-Pierre Tuquoi

★ Yamaha Why (11 990 francs) et Yamaha Majesty 125 (21 990 francs).

### DÉPÊCHES

■ PEUGEOT. Les modèles 1999 de la marque au Lion, excepté quelques véhicules à diffusion restreinte, suivront dès l'année prochaine « des plans d'entretien de fréquence et à coût réduits ». Ainsi les révisions des modèles essence passent de 15 000 à 30 000 kilomètres et celles des modèles diesel à 15 000 kilomètres (20 000 kilomètres pour les futurs moteurs à injection directe).

■ VOLVO. La S 80, qui sera dévoilée au mois de juillet, sera la première voiture équipée d'un moteur six-cylindres installé transversalement, ce qui permet de gagner de l'espace, améliorer la répartition des poids et améliorer la sécurité passive. Ce moteur sera disponible en version 2,8 litres et deux turbocompresseurs (272 chevaux) et en version 2,9 litres (204 chevaux). D'autres motorisations seront proposées ultérieurement.

■ RENAULT. La Mégane s'enrichira, début 1999, d'une version break qui constituera la sixième variante de ce modèle après les berlines 4 et 5 portes, la Scénic, le coupé et le cabriolet. Cette voiture sera fabriquée dans l'usine Renault de Bursa, en Turquie où elle apparaîtra dès septembre.

■ AUTOROUTES. Du 3 juillet au 30 août, des animations d'été sont prévues sur l'autoroute de Normandie (A 13), sur le thème de la détente et de la découverte. Sont notamment au programme massages antistress, initiation au tir à l'arc, à l'escalade, au golf mais aussi des trampolines et des châteaux gonflables.

■ SALON. Le Salon international du 4x4 et du tout-terrain a lieu du 15 au 23 août à Val-d'Isère. Cette manifestation, qui célèbre son quinzième anniversaire, propose de multiples animations (modélisme, école de conduite) et la possibilité de tester des 4x4 et des motos de trial. Entrée : 55 francs (gratuit pour les moins de dix ans).

■ SÉCURITÉ. Les routes les plus sûres de l'Union européenne sont britanniques et suédoises, les plus meurtrières portugaises et grecques, selon une enquête d'Eurostat qui précise que, en 1995, 44 200 personnes ont trouvé la mort en Europe. Les régions les plus meurtrières sont la province belge du Luxembourg, l'Algarve au Portugal, et le Land de Brandebourg dans l'est de l'Allemagne.

## La vérité sur Stockholm 4.

A Stockholm, tous les hommes mesurent plus de 1.80 m, sont blonds et travaillent comme top models. Toutes les femmes ressemblent à Anita Ekberg et se baignent dans des fontaines. Personne, à Stockholm, n'est autorisé à quitter l'école avant d'avoir reçu le prix Nobel, ce qui a habituellement lieu à l'âge de 18 ans.

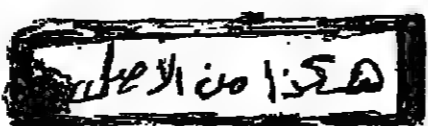
\* En 1998, Stockholm est la capitale européenne de la culture (Internet [www.stoinfo.se](http://www.stoinfo.se)).

Pour fêter cet événement, SAS - Scandinavian Airlines - vous offre en juillet-août

**un tarif spécial week-end<sup>1)</sup> Frs 1 450 !!**

Pour toute demande d'informations, contactez : SAS réservations 0 801 25 25 25, Minitel 3615 FLY SAS (2.23 Fnm), Office Suédois du Tourisme tél. 01 53 43 26 27 fax 01 53 43 26 24 ou consultez votre agent de voyages.

<sup>1)</sup> Hors taxes





## CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 28 - LUNDI 29 JUIN 1998

« **RICOCCHETS** » Jusqu'au 18 octobre, les amateurs peuvent se rendre à la septième édition du Festival international des jardins de Chaumont-sur-Loire. Sur place, ils découvriront la

progression du parc et un nouveau jardin expérimental. ● **LE FESTIVAL** lui-même déçoit. La plupart des projets ont tendance à se réduire à une idée, dont la réalisation ne convainc

pas. Beaucoup de procédés recourent au bricolage et aux tics. ● **LA RENOMMÉE** du Festival a dépassé les frontières et son savoir-faire s'exporte en Grande-Bretagne ou en Israël, peut-être au détriment de cette manifestation. ● **LES LABYRINTHES**, que l'on avait cru disparus en France, réapparaissent, en Touraine et en Dordogne. ● **À PARIS**, les Tuileries s'ap-

prêtent à accueillir à l'automne des sculptures du XX<sup>e</sup> siècle. Ce projet devrait permettre de poursuivre le remodelage végétal de ce jardin, dont l'entretien est négligé.

## Le Festival des jardins de Chaumont-sur-Loire traverse une crise de croissance

En dépit de quelques créations séduisantes, la plupart des travaux exposés cette année se réduisent trop souvent à une idée dont la réalisation se révèle décevante

**FESTIVAL INTERNATIONAL DES JARDINS**, Ferme du château, 41150 Chaumont-sur-Loire. De 9 heures à la tombée de la nuit, jusqu'au 18 octobre. Tél. : 02-54-20-99-22, 45 F.

### CHAUMONT-SUR-LOIRE

Ricochets, un terme énigmatique pour les amateurs de jardins. C'est pourtant le thème de la septième édition du Festival international de Chaumont, une manière élégante - ou rusée - d'indiquer que le motif à l'honneur en 1997 (l'eau) est reconduit cette année dans les trente parcelles délimitées par les haies de hêtres dessinées par Jacques Wirtz. Mais la première nouveauté, à Chaumont, est hors festival. On avait déjà noté la lente maturation du parc, qui commence à acquiescer une véritable personnalité grâce aux plantations judicieuses installées entre les jardins éphémères. Les massifs de roses et de graminées, les touffes d'émérocalles, se sont densifiés. Un nouveau sentier a été créé le long du ravin, sous les arbres, ponctué de légères constructions en fer à béton - pont suspendu, observatoire, tunnel, porte entrouverte ; un minuscule et rustique théâtre de verdure offre une vingtaine de places sculptées dans des rondins ; une collection de plantes venues du Chili a été acclimatée ; la promenade réserve de belles échappées sur la Loire, qui coule en contrebas.

Autre nouveauté durable : un jardin expérimental a été planté, par Bernard Wolgensinger, près de la Ferme du château, reprenant notamment quelques expériences des années précédentes. Au centre d'un espace circulaire étagé par des gabions, un baobab est en fleur. Une haie de saules tressés dissimule un bassin ; des murs végétaux ont été dressés ; une serre abrite des orchidées, et une pergola attend que des plantes grimpeuses la prennent d'assaut. Il faut maintenant attendre quelques années pour que ces 1 500 mètres carrés puissent s'étoffer. Le temps est, on le sait, un élément essentiel des jardins, et c'est le thème original de ce Festival international que d'en accorder trop peu à ses réalisations. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, parmi les réussites de cette année, certaines déjà étaient inaugurées lors de la précédente édition - la coutume veut que la vie d'un petit tiers des créations soit prolongée d'une année ou deux. C'est ainsi qu'on peut toujours voir



Nebelgarten

Des brumes planent au-dessus d'une spirale composée d'une accumulation de pierres blanches, débitées en fines tranches et posées debout. Entre les blocs poussent des fougères

et des plantes grimpantes, avides de fraîcheur. L'ensemble est à voir d'un peu loin. En se rapprochant de cette composition, on ne peut manquer d'évoquer le célèbre cimetière juif de Prague avec ses stèles désordonnées, comme éparpillées par une bourrasque. De plus près

encore, on lit sur certaines pierres des traces de coquillages fossiles que l'humidité fait ressortir. C'est à une équipe allemande, Latz et associés, que l'on doit ce jardin de nuages (Nebelgarten) construit par des étudiants de l'université de Munich.

avec bonheur les spirales de Fujiyuki Takano, la serre molle enroulée sous les bambous d'Edouard François et Duncan Lewis, ou la grande noria de Jean Grélier, Eric Verrier et Bernard Bibou Moreau.

Au nombre des créations de 1998, il faut remarquer les pièges à rosée de Jacques Sordillet, Anne Sottli et Véronique Martinez, vastes entonnoirs de polyester alimentés d'un bassin envahi de végétaux aquatiques. Le beffroi de bambou, de Michel Hebrard et Christophe Spehar, résonne du bruit de ses maillets. Il est animé par une circulation d'eau en circuit

fermé, mais n'est que la réplique verticale d'un jardin moins sophistiqué et plus poétique qui existait naguère à Chaumont. A noter aussi *Goccia à goccia*, le beau travail minimaliste de l'équipe génoise (Ivano Boris Molitetta et Cristina Gragnoli) ou la réalisation de Rachid Kourachi : avec des moyens modestes, l'Algérien renouvelle, de manière assez convaincante, le jardin oriental - rappelons que le coût de chacune de ces unités (240 m<sup>2</sup>) ne doit pas dépasser 100 000 francs. Eric Martin et Patrick Chappert-Gaulat proposent un jardin astucieusement naïf et

coloré, même s'ils louchent un peu trop du côté de Niki de Saint-Phalle.

Pour le reste, trop de travaux se réduisent cette année à une idée, sans doute ingénieuse et séduisante sur le papier, décevante mise en forme. Le jardin intitulé *Mise en scène* d'ailleurs à lui seul ce travers. Ses auteurs, Liliana Motta et Jean-Christophe Denise, ont imaginé une installation de boutelles de plastique vidées enfilées sur des fils à béton, venues ainsi autour de colonnes d'arrosage « écologique ». Partant d'un postulat intéressant (l'utilisation de ma-

ériaux de récupération), le couple de jardiniers est arrivé à un résultat fort mince, pour ne pas dire insignifiant. Trop de créateurs se sont contentés, comme eux, d'une ingéniosité à la petite semaine, d'un sympathique bricolage : trois bouts de plastique et un fillet d'eau, un poisson rouge (vrai ou faux) qui « flotte » dans un aquarium suspendu. Certains procédés (les sols en verre pilé, les nuages de brume) finissent par devenir de simples tics, des cache-misère. Cette année encore, le travail sur les végétaux est trop souvent insuffisant. Bref, la vraie création n'est pas massive-

ment au rendez-vous. La seule surprise vraiment agréable de cette cuvée 1998 est l'ouverture d'un bon restaurant au sein du festival, alimenté par le potager de la Ferme de Chaumont.

Comment expliquer cette baisse de tension ? La manifestation a attiré 147 000 visiteurs en 1997. Ses organisateurs en attendent 12 % à 15 % de plus en 1998. Son budget de 15 millions de francs est couvert à 65 % par ses ressources propres (le reste est financé par la région et le département). La notoriété du Festival dépasse les frontières : sur les deux cents projets présentés au jury, qui en retient un dixième, les étrangers sont nombreux. Mais « ces jardins éphémères ne constituent que le premier étage de la fusée », indique Jean-Paul Pigeat, « l'inventeur » de Chaumont. Le second étage, ce sont les stages enseignement/formation/recyclage (sept cents stagiaires par an, 25 000 heures de cours), conduits par l'équipe du Conservatoire : vingt permanents et trente professeurs vacataires.

### PROJETS EN ISRAËL

Le dernier étage ? C'est l'exportation, à l'étranger ou en région, du savoir-faire acquis sur les bords de la Loire. En Grande-Bretagne, pour l'an 2000, Michel Lévine est chargé des alentours du dôme du Millénaire, à Greenwich. « Il crée là un super-Chaumont », annonce Jean-Paul Pigeat, qui a également décroché un contrat en Israël, toujours pour les fêtes du deuxième millénaire. « Il s'agit de la création de deux jardins de la palme, expliquent-ils. L'un, à Nazareth, sera constitué de vingt éléments avec pour thème la méditation religieuse (toutes les religions du monde). L'autre, à Béthléem, est un aménagement de ce qui reste des vasques de Salomon qui alimentaient Jérusalem en eau. » Deux programmes qui ne vont pas sans poser des problèmes politiques. Le Conservatoire de Chaumont doit également intervenir à Avignon dans vingt-cinq endroits différents - « des HLM de la périphérie au Palais des papes ». Il est également consulté par la municipalité d'Amiens « pour un projet ambitieux ».

Le manque de rigueur de cette septième édition du Festival est-il lié à cette boulimie ? C'est pourtant la vocation de Chaumont d'exporter son savoir-faire. Peut-être ne faut-il incriminer qu'une médiocre vendage. On le saura l'année prochaine.

Emmanuel de Roux

### Le retour des labyrinthes

Longtemps figures imposées des jardins, les labyrinthes ont presque tous disparu de France. Ils réapparaissent en masse dans les jeux vidéo, mais aussi sur le terrain. En 1996 et en 1997, un labyrinthe végétal (du maïs) est planté sur plusieurs hectares en Touraine, sur la commune de Reignac, à l'initiative d'Isabelle de Beaufort et de Bernard Ramus. Plus de 100 000 personnes viennent s'y perdre avec délice. Cette année, France de Reignac a dessiné à Reignac un nouveau parcours labyrinthe sur le thème d'*Alice au pays des merveilles* et un autre en Dordogne, du côté de Rocamadour. Chaque réalisation comprend des salles de verdure animées par des comédiens.

★ **Labyrinthe-Touraine**. Le Café Brûlé, RN 143, 37310 Reignac-sur-Indre (autoroutes A 10, sortie Chambay-les-Tours, vers Loches). Tél. : 02-38-85-06-80. Tous les jours, du 4 juillet au 2 septembre. Labyrinthe-Dordogne. Gluges, 46600 Martel (à cinq minutes de Martel). Tél. : 05-65-32-20-30. Tous les jours du 10 juillet au 2 septembre.

## Remodelage végétal aux Tuileries, autour de sculptures du XX<sup>e</sup> siècle

LE 24 JUIN, les jardiniers des Tuileries en grève manifestaient sous les fenêtres du ministère de la culture. Ils protestaient contre leur sous-effectif flagrant. Ils sont seize pour s'occuper des Tuileries proprement dites, mais aussi d'une partie du Carrousel, des jardins de l'Infante et de l'Oratoire, de chaque côté de la colonnade du Louvre, et de ceux de l'hôtel de Sully. Ils réclament donc dix créations de postes supplémentaires pour entretenir correctement les espaces qui leur sont confiés. Le nombre des surveillants de ce lieu, où passent, dit-on, six millions de personnes chaque année, n'a cessé de diminuer lui aussi. Ils sont actuellement huit pour près de trente hectares, c'est-à-dire pas plus de deux gardiens en service simultané. Si l'Etat sait investir - près de 250 millions de francs ont été débloqués pour la remise en état des Tuileries et 1 200 arbres replantés -, il néglige, comme d'habitude, l'entretien.

Comment tolérer en effet que des camions de 35 tonnes circulent dans le jardin au détriment du système racinaire des jeunes arbres ? Ces véhicules sont nécessaires, fait-on remarquer, pour amener le

matériel lourd des forains qui occupent régulièrement l'esplanade des Feuillants, mais aussi celui de diverses manifestations, comme celle, récente, de la soirée des Géants destinée à lancer la Coupe du monde de football. La présence d'une fête aux Tuileries doit-elle obligatoirement s'accompagner d'un débarras incompatible avec l'effort entrepris pour régénérer la végétation de ce jardin ? Le Musée du Jeu de paume a certainement mille bonnes raisons d'organiser des réceptions pour ses mécènes. Doit-il nécessairement installer ses tentes sur les massifs ? Le soir du 24 juin, à l'amphithéâtre Vivienne, Louis Benech et Pascal Cribier, les deux paysagistes chargés de cette rénovation, ont présenté quelques diapositives éloquentes des dégâts causés par cet aberrant laisser-faire.

Le but de cette soirée était pourtant résolument constructif. En compagnie du sculpteur Alain Kiril, de François Barré, directeur du patrimoine, et d'Olivier Kaepfelin, de la délégation aux arts plastiques (DAP), il s'agissait d'annoncer une nouvelle étape de la rénovation du jardin. Grâce à l'obstination d'Alain Kiril, une douzaine

d'œuvres du XX<sup>e</sup> siècle vont pouvoir y être installées, dès l'automne. Les quatre bronzes que Michel Guy avait déjà fait venir du Musée Rodin seront de retour, en compagnie du *Baiser*, actuellement à Matignon et dont Lionel Jospin accepte de se désaisir. Devraient également venir les cinq pièces de *L'Échiquier* de Germaine Richier, un Max Ernst monumental, une figure allongée de Henry Moore et un Henri Laurens, prêtés par le Centre Pompidou, un Lipchitz parmi ceux qui sont actuellement exposés au Palais-Royal, *Le Cri* d'Esienne Martin et *Le Bel costume* de Dubuffet, un grand personnage coloré qui devrait prendre place près du Jeu de paume.

### « PRIÈRE DE TOUCHER »

Des contacts sont pris avec l'association Alberto Giacometti pour le prêt (ou l'achat) de trois ou quatre œuvres de l'artiste. Des négociations complexes sont menées pour l'installation d'une grande sculpture en béton de Picasso. Plus tard, d'autres statues, contemporaines cette fois-ci, devraient compléter ce premier arrivage. Enfin, Alain Kiril propose une section qu'il intitule drôlement

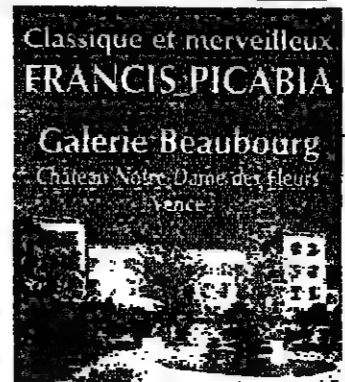
« Prière de toucher » : des pièces que les promeneurs seront conviés à regarder mais aussi à palper. Deux artistes ont été approchés à ces fins : Barry Flanagan et Erik Dietmann.

L'arrivée aux Tuileries de cette statue du XX<sup>e</sup> siècle, outre ses qualités intrinsèques, a l'avantage de bloquer la commercialisation de ces espaces et de permettre la poursuite de son remodelage végétal, chaque œuvre engendrant la création d'un véritable petit jardin spécifique. Louis Benech et Pascal Cribier ont indiqué, en outre, qu'ils comptaient ponctuer la zone des bosquets de bandes forestières destinées à déminéraliser et à humidifier le jardin. Reste l'épineuse question de la statue existante, accumulée au fil des ans. Les meilleurs éléments sont partis dans les musées. Restent sur place quelques moulages en résine d'œuvres des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, notamment près du bassin octogonal ; les beaux groupes animaliers d'Auguste Cain, en bronze ; une cohorte de personnages et de vasques en pierre, presque tous légués par le XIX<sup>e</sup> siècle, dans l'ensemble assez médiocre ; deux monuments élevés à deux figures de

la III<sup>e</sup> République, Jules Ferry et Waldeck-Rousseau, sans parler du couple de bronze de Paul Belmondo, don de Jean-Paul, son fils, malencontreusement accepté par Jack Lang.

Année Pinget, conservatrice au Musée d'Orsay, veille sur cette collection hétéroclite avec un soin jaloux. Il n'est pas question, pour le moment, de déplacer une seule pièce. Il faut donc s'armer de la maxime favorite de François Mitterrand : « Laissons du temps au temps. »

E. de R.



Classique et merveilleux  
**FRANCIS PICABIA**  
Galerie Beaubourg  
Château Notre-Dame des fleurs  
Venise

Sorteurs " ou " pant  
les Français estiment  
le temps pour leurs l

### COMMENTAIRE

#### LACULTURE

#### DE LA MACHINE

Le thème de la machine, qui a accompagné, depuis le début du siècle, les mutations techniques, sociales et politiques, est au cœur de la réflexion de l'artiste. La machine, qui a révolutionné la production, a aussi révolutionné la vie quotidienne. L'artiste explore les liens entre la machine et l'homme, entre la technique et la culture. Il s'agit de comprendre comment la machine a transformé notre monde, et comment nous pouvons vivre avec elle. L'œuvre de l'artiste est une réflexion sur la machine, sur son rôle dans la société, et sur son impact sur la culture. Elle est une invitation à réfléchir sur la machine, sur son rôle dans la société, et sur son impact sur la culture.

### Jack Lang alerte le gouverneur sur la vente d'industries culturelles aux Américains

Jack Lang, ministre de la Culture, a alerté le gouverneur de la Californie, Pete Wilson, sur la vente d'industries culturelles aux Américains. Il a souligné que la vente de ces industries pourrait entraîner la perte de la culture française et de son patrimoine. Il a demandé au gouverneur de prendre des mesures pour protéger la culture française et de ne pas vendre les industries culturelles aux Américains. Il a souligné que la vente de ces industries pourrait entraîner la perte de la culture française et de son patrimoine. Il a demandé au gouverneur de prendre des mesures pour protéger la culture française et de ne pas vendre les industries culturelles aux Américains.

24/06/1998

## « Sorteurs » ou « pantouflards », les Français estiment manquer de temps pour leurs loisirs

L'enquête du ministère sur les pratiques culturelles fait apparaître un boom dans le domaine des équipements audiovisuels domestiques

DEPUIS un quart de siècle, le département des études et de la prospective du ministère de la culture réalise une vaste enquête sur les pratiques culturelles des Français. Lisent-ils ? Vont-ils au cinéma ? Aux théâtres ? Écoulent-ils de la musique ? Regardent-ils la télévision ? Possèdent-ils un magnétoscope ? Jouent-ils d'un instrument ? Les réponses données en 1997 sont d'autant plus intéressantes que l'enquête est menée, en gros, de manière identique pour la quatrième fois auprès d'un échantillon significatif de 3 000 personnes âgées de plus de quinze ans. Grâce aux résultats de 1973, 1981 et 1989, on peut ainsi mesurer l'évolution de la consommation culturelle dans notre pays, même si cette évolution, nous dit Olivier Donnat, qui a dirigé ce programme, est trop globale, trop fruste, pour pouvoir déceler des évolutions concernant 2 % à 3 % de la population, c'est-à-dire un million à un million et demi d'individus. Par ailleurs, la qualité culturelle n'est jamais abordée.

Première constatation, les Français manquent de temps pour leurs loisirs : c'est du moins ce qu'ils ressentent, surtout les cadres et les plus diplômés. En revanche, et contrairement aux idées reçues sur le *cocooning*, 69 % d'entre eux (contre 60 % en 1989) souhaitent pratiquer, dans le cadre de leurs loisirs, des activités qui les amènent à sortir de chez eux. Ce sentiment est également partagé par ceux qui privilégient la famille. Dans le même mouvement, la minorité qui revendique des activités solitaires s'est étoffée, passant de 12 % à 16 %. Un premier clivage apparaît entre les « sorteurs », plus ouverts à une consommation culturelle différenciée, plus sportifs aussi, développant une sociabilité amicale, et les « pantouflards », plus centrés sur l'espace domes-

tique, la famille et la télévision. Parmi les « sorteurs », il faut distinguer deux groupes : les amateurs de sorties culturelles (concerts, théâtres, musées) et ceux qui préfèrent les discothèques ou les soirées karaoké. C'est chez les « sorteurs » de la première catégorie que se recrutent les plus gros lecteurs de livres et de journaux quotidiens. Mais tous se retrouvent au cinéma et devant l'écran de leurs micro-ordinateurs.

### LES FEMMES LISENT PLUS

Si la lecture des quotidiens semble baisser inexorablement - 36 % des Français en lisent un chaque jour, contre 43 % en 1989 et 55 % en 1973 -, celle des magazines se maintient (86 %, contre 84 % en 1989) et progresse même chez les jeunes. Mais il s'agit bien souvent de lectures spécialisées (scientifiques ou tournées vers les loisirs), car on lit de plus en plus « utile » (27 %, contre 20 % en 1989). Quant aux livres proprement dits, 63 % des personnes interrogées en ont achetées au moins une depuis un an.

Par ailleurs, 21 % sont inscrits dans une bibliothèque ou une médiathèque (contre 17 % en 1989) et 31 % (contre 23 % en 1989) ont fréquenté ces équipements. En dépit de la découverte de ces établissements de plus en plus nombreux, il est vrai, un quart des Français déclarent toujours ne pas avoir ouvert un volume depuis douze mois (autant qu'en 1981). Et les « papivores » (plus de 25 livres lus en un an) sont moins nombreux (14 %, contre 17 % en 1989). Cette baisse est plus sensible chez les hommes. On assiste donc à une féminisation de la lecture, très nette dans le domaine de la fiction : 56 % des femmes lisent des romans (contre 44 % chez les hommes). Les hommes sont désormais beaucoup plus présents devant leurs consoles de jeux ou

leurs micro-ordinateurs. La fréquentation des équipements culturels collectifs continue de progresser lentement : 23 % ont assisté à une représentation théâtrale, à un concert classique ou à un spectacle de danse (21 % en 1989), 42 % ont visité un musée ou un monument historique (39 % en 1989). Mais 51 % des Français n'ont toujours pas mis les pieds au cinéma. Autant qu'en 1989. Parmi ces habitués, les cadres, les diplômés et les professions intellectuelles forment encore les contingents les plus importants. Et les Parisiens sont en tête, « pour des raisons qui tiennent plus à la singularité de leur profil sociodémographique » qu'à l'avantage d'habiter une ville suréquipée.

Les pratiques amateurs se développent dans tous les domaines, avec une progression notable des utilisateurs de caméras vidéo, qui passent de 5 % en 1989 à 14 %. À noter que l'essor de ces pratiques amateurs suit une courbe démographique contrastée : elle est forte chez les jeunes, baisse nettement au moment de l'entrée dans

L'explosion des équipements audiovisuels domestiques			
CONSOMMATIONS AUDIOVISUELLES DOMESTIQUES		ÉQUIPEMENT AUDIOVISUEL DES MÉNAGES	
Au cours des 12 derniers mois, sur 100 Français de 15 ans et plus		sur 100 Français de 15 ans et plus	
1989	1997	1989	1997
tous les jours ou presque		POSSÈDENT DANS LEUR FOYER...	
73	77	un téléviseur	96
DURÉE MOYENNE (en heures/semaine)		donc plusieurs	45
19h	21h	magnétoscope	72
au moins une fois par semaine		micro-ordinateur	22
13	28	console de jeux	27
DURÉE MOYENNE (en heures/semaine)		appareils pour écouter des disques/cassettes	86
1h	2,5h	dont une chaîne hi-fi	74
		appareil non hi-fi	33
		lecteur CD-ROM	11
		baladeur	45

(1) dans le cadre de leurs loisirs

Source : Direction de la Culture, Direction de la Prospective, Ministère de la Culture et de la Communication

la vie active, pour reprendre avec l'adoption des contraintes familiales puis l'âge de la retraite. La grande nouveauté des années 90, c'est l'explosion qui s'est produite dans le domaine des équipements audiovisuels domestiques : téléviseurs, magnétoscopes, chaînes hi-fi, platines laser, consoles de jeu, baladeurs, lecteurs de CD-ROM, micro-ordinateurs ont massivement équipé les foyers et, du coup, dopé la consommation individuelle des images et des sons. Ces nouvelles pratiques culturelles ne concernent pas seulement les jeunes générations, même si ces dernières y sont particulièrement sensibles. Du coup, les pratiques audiovisuelles se sont diversifiées et ont conquis, en moins dix ans, une importance croissante dans la vie des Français. Au point « d'occuper désormais une place supérieure à celle du travail » dans la vie des personnes ayant un emploi, indique Olivier Donnat. Paradoxalement, la progression de ces pratiques audiovisuelles n'entame apparemment pas le goût des Français pour les sorties. Sans doute parce que la multiplication des « sorteurs » correspond au gonflement des catégories de la population (cadres, professions intellectuelles, étudiants) possesseurs de ces nouveaux équipements plutôt qu'à un réel élargissement des publics.

E. de R.

\* Les Pratiques culturelles des Français, enquête 1997, sous la direction d'Olivier Donnat, La Documentation française, département des études et de la prospective, 360 p., 140 F. Atlas des activités culturelles, La Documentation française, 96 p., 130 F.

### COMMENTAIRE

#### LA CULTURE DE LA MACHINE

C'est un fait, les Français passent de plus en plus de temps devant leurs écrans ou rivaux à leurs machines. Mais l'explosion de l'audiovisuel domestique, qui a pour première conséquence de segmenter la culture de masse et d'individualiser ses usages, n'est pas seulement un phénomène quantitatif. On peut déjà mesurer la révolution provoquée par la machine dans le domaine de la musique. Le boom musical auquel nous assistons aujourd'hui est lié à la diffusion massive du CD. En vingt-cinq ans, le nombre des Français qui écoutent de la musique enregistrée a triplé. La palette des musiques accessibles s'est considérablement élargie : classique, jazz, rock, pop, techno, rap, musiques du monde, tout est disponible. Ce qui a incontestablement contribué à une profonde évolution du goût, voire du comportement.

Enfin, si l'oreille est de plus en plus sensible aux sons nouveaux, cet élargissement a parfois son revers : la dissolution de la musique dans une bouillie sonore.

Les mutations technologiques qui accompagnent l'accroissement du parc des machines audiovisuelles modifient profondément les rapports qu'un individu entretient avec sa culture. Les nouveaux modes de réception engendrent une nouvelle appropriation de l'image et du son, induisent par exemple une écoute ou une vision flottantes, inconnues il y a un quart de siècle. La télécommande permet déjà de zapper à tout moment, de passer d'un entretien philosophique à un jeu vidéo. La frontière entre la culture et les loisirs, l'art et le délassément, « la règle et l'exception », comme dirait Jean-Luc Godard, est de moins en moins nette. Comment faire la différence quand tout relève de la même « culture de l'écran » ?

E. de R.

## Jack Lang alerte le gouvernement sur la vente d'industries culturelles aux Américains

JACK LANG a écrit au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn, pour lui « faire part des inquiétudes qu'il ressent face à un phénomène croissant de prises de possession par de puissants groupes américains de plusieurs pans de nos industries culturelles ». En particulier, l'ancien ministre de la culture s'élève du rachat par la société nord-américaine Seagram de la major européenne Polygram « qui éditait près de la moitié de la chanson française (Noir Désir, Khaled, Johnny Hallyday...) ». Et il attire l'attention sur le risque de voir Martin Karmine vendre outre-Atlantique sa société de cinéma, avant de souligner qu'« aucun membre du gouvernement ne paraît s'en inquiéter ». « Cette passivité étonne », ajoute M. Lang, qui en appelle au ministre de l'économie, « homme pragmatique et sérieux », pour qu'il « agisse vite et protège nos industries de la culture, en danger d'expropriation ».

Un film enthousiaste et détonant. **Télérama**

Hilarant, léger et intelligent.

Un vent salutaire souffle sur la comédie made in France.

**Les Inrockuptibles**

**Aden / Le Monde**

Suprêmement drôle.

**Les Cahiers du Cinéma**

Une comédie truculente à l'humour décalé et plein de finesse. **DD**

Les femmes aiment bien les mecs qui ont vu « Dieu seul me voit ».

Après Versailles-Rive Gauche

# Dieu seul me voit

(Versailles-Gbantiers)

UGC UFD

le nouveau film de Bruno Podalydès

Europe 2





## Le premier ministre marocain souligne le changement d'« ambiance » politique dans son pays

M. Youssoufi déclare au « Monde » souhaiter un dialogue avec l'Algérie

QU'EST-CE QUI A CHANGÉ au Maroc depuis l'arrivée d'un gouvernement de coalition dirigé par le socialiste Abderrahmane Youssoufi ? A première vue, pas grand-chose. Trois mois après l'installation de la nouvelle équipe, aucun responsable de l'administration centrale n'a été remplacé ; aucun mouvement n'a affecté les quelques soixante gouverneurs de province ; les responsables de la radio-télévision et de l'agence de presse officielles sont toujours là... « Cela ne signifie pas qu'il n'y aura pas de changement, objecte le premier ministre. Mais le gouvernement s'est engagé à ne pas pratiquer de chasse aux sorcières. Nous ne voulons pas nous tromper sur les individus », ajoute-t-il.

Plus généralement, M. Youssoufi se dit agacé par ceux qui s'étonnent de la lenteur mise à prendre des mesures symboliques qui ne coûtent rien aux finances de l'Etat. « Ce sont celles-là les plus difficiles à prendre parce que, justement, elles sont d'essence politique », rétorque-t-il dans un entretien accordé au Monde. Ainsi considère-t-il comme une avancée importante la multiplication des Conseils des ministres. Présidé par le roi, leur rythme est passé de deux ou trois par an à un par mois. Le séminaire qui réunira dans les prochains jours le gouvernement au grand complet et l'ensemble des gouverneurs de province va, à ses yeux, dans le même sens. « C'est une première », note le chef du gouvernement. Jusqu'ici, c'est le ministre de l'Intérieur, Driss Bassi, qui invitait certains de ses collègues à rencontrer les gouverneurs. « Développer la fonction de premier ministre fait partie de mes priorités », dit encore M. Youssoufi.

### « SOUTIEN CRITIQUE »

Au-delà, ce qui a changé au Maroc depuis l'installation du gouvernement d'alternance, c'est « l'ambiance », affirme M. Youssoufi. « Il y a un espoir, un intérêt pour la chose publique. Les Marocains, poursuit-il, ont conscience d'avoir un gouvernement qui a le souci de la défense du bien public et de leurs intérêts. Ils ont enregistré comme il convenait les signaux d'orientation que nous avons envoyés ».

Le projet de budget qui va venir en discussion devant le Parlement, admet-il, ne marque pas une « rup-

ture » avec le passé. « C'est courageux de notre part, observe M. Youssoufi, Nous aurions pu jouer les démagogues alors que nous avons hérité d'une situation financière plus grave qu'escomptée. L'orientation sociale du budget est cependant assez marquée », estime-t-il.

Au total, qu'il s'agisse de la préparation du budget ou des autres dossiers, M. Youssoufi a la convic-

### « Tout le monde me demande de l'aide »

Dans un pays où les responsables politiques habitent souvent des maisons aux allures de palais, la villa d'Abderrahmane Youssoufi fait pâle figure. Devant la façade, gardée par deux hommes en uniforme, la Mercedes de fonction côtoie une motocyclette délabrée et un vieux vélo. M. Youssoufi n'est pas un homme de Rabat mais de Casablanca, où il s'efforce de retourner en fin de semaine.

« Je reçois un nombre incroyable de visites. De l'étudiant au chômeur à la femme de ménage expulsée, tout le monde me demande de l'aide. On me tend des lettres pour décrire des situations difficiles. Comme si un premier ministre pouvait tout faire... », dit d'une voix légèrement essouffée cet homme de 74 ans à la santé fragile. De ses rapports personnels avec Hassan II, il préfère ne pas parler. Les deux hommes se téléphonent fréquemment et se voient une fois par semaine en moyenne, « avec beaucoup de dossiers à étudier ».

tion que « le gouvernement n'a pas châté ni fait du surplace », en dépit de ceux qui, à l'intérieur même de sa majorité, pratiquent un « soutien critique ». Le résultat n'était pas acquis d'avance, souligne-t-il, avec sept partis représentés au gouvernement, sans compter la présence de ceux qu'il appelle les « personnalités indépendantes » : les ministres de l'ancienne équipe (Intérieur, affaires étrangères, biens religieux, justice) qu'il aurait été, vis-à-vis du souverain, politiquement maladroit et, pour certains d'entre eux, professionnellement injustifié de ne pas reconduire dans leurs fonctions.

Existe-t-il encore des prisonniers politiques au Maroc ? Amnesty International pense que oui. Le ministre de l'Intérieur, Driss Bassi, affirme que non. Le premier ministre est moins catégorique : « C'est un débat, dit-il, après un court silence. Nous sommes disposés à le clarifier. Le Maroc, ajoute-t-il, est prêt à examiner tous les problèmes en suspens ».

### Les relations avec la France

Le premier ministre marocain sait que les mauvaises relations entre le Maroc et l'Algérie empoisonnent ce dossier du Sahara. « Il faut dialoguer, reconnaît-il, en commençant par les choses les plus simples comme la réouverture des frontières terrestres entre nos deux pays. Je suis prêt à rencontrer mon homologue algérien. » Et M. Youssoufi de préciser : « J'ai d'ailleurs fait des gestes pour renouer le dialogue au lendemain de mon investiture et je n'imagine pas terminer mon mandat sans avoir rien fait pour le Maghreb ».

Les relations avec la France sont plus harmonieuses. « Notre expérience est encouragée par le président de la République et le premier ministre », constate M. Youssoufi, qui se rendra en visite officielle en France début octobre. « Le problème de la dette extérieure nous handicape et nous comptons sur la France pour réfléchir avec nous à sa résolution, même si elle a été la première à prendre des initiatives en notre faveur ».

Les difficultés et le retard pris dans le processus d'identification

des Sahraouis appelés à voter sont le fait de « l'autre partie » - le Polisario -, observe le chef du gouvernement. « Pour notre part, nous sommes coopératifs. Nous souhaitons que les Nations unies fassent en sorte que l'accord conclu (à Houston, par l'entremise de James Baker) soit respecté et que le dossier se referme cette année ».

Que se passera-t-il en cas d'échec du plan de règlement onusien ? « Rien du tout, rétorque M. Youssoufi. L'intégration des provinces du Sahara occidental a été faite en 1976. Le référendum, c'est presque un luxe. A nos yeux, l'affaire est résolue ».

Le premier ministre marocain sait que les mauvaises relations entre le Maroc et l'Algérie empoisonnent ce dossier du Sahara. « Il faut dialoguer, reconnaît-il, en commençant par les choses les plus simples comme la réouverture des frontières terrestres entre nos deux pays. Je suis prêt à rencontrer mon homologue algérien. » Et M. Youssoufi de préciser : « J'ai d'ailleurs fait des gestes pour renouer le dialogue au lendemain de mon investiture et je n'imagine pas terminer mon mandat sans avoir rien fait pour le Maghreb ».

Les relations avec la France sont plus harmonieuses. « Notre expérience est encouragée par le président de la République et le premier ministre », constate M. Youssoufi, qui se rendra en visite officielle en France début octobre. « Le problème de la dette extérieure nous handicape et nous comptons sur la France pour réfléchir avec nous à sa résolution, même si elle a été la première à prendre des initiatives en notre faveur ».

Jean-Pierre Tuquoi

## La Société nationale Corse-Méditerranée prépare sans heurt un plan de redressement

MARSEILLE

de notre correspondant  
Trois jours d'affilée, du mercredi 24 au vendredi 26 juin, un comité d'entreprise extraordinaire de la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM) a débattu des conditions du redressement de l'entre-

prise proposée par son PDG, André Combeau. En février, Jean-Claude Gaysot, ministre des transports, invitait les nouveaux dirigeants de la compagnie à « élaborer dans les meilleurs délais un plan d'entreprise en concertation avec les personnels de la société ». Dans une situation financière préoccupante, la SNCM doit, en effet, préparer le renouvellement de la concession de continuité territoriale avec la Corse qui sera soumise à un appel d'offres européen en 2001.

Les syndicats, qui ont présenté un « contre-projet », ont émis un avis défavorable au plan proposé par André Combeau. Ils reprochent l'absence de la prise en compte de la loi sur les 35 heures, s'opposent à l'objectif des 6 % de réduction de la masse salariale (soit 52 millions de francs) et déplorent le manque de définition de la notion de service public. Cependant, les syndicats se refusent à parler de tension tant que la nouvelle rédaction du plan d'entreprise ne sera pas arrêtée.

La CFDT évoque une « rencontre positive », tandis que la CGT estime qu'« il n'est pas question pour l'heure de mettre l'entreprise en difficulté par des grèves ». Les partenaires sociaux ont déjà fait part de leur accord sur certains points, notamment la décision de la SNCM de commander un troisième navire à grande vitesse (NGV) à coque en acier et d'une capacité supérieure aux deux NGV déjà en service sur la Corse. L'investissement est éva-

lué à 400 millions de francs. André Combeau refuse de « s'arrêter à cet avis défavorable » émis par le comité d'entreprise, préférant noter que « l'élément le plus important de ces trois jours de discussion a été la reprise d'un dialogue social extrêmement constructif ». Direction et syndicats ont ainsi publié un communiqué commun et s'apprêtent à de nouvelles négociations pour mettre au point une nouvelle mouture du texte en intégrant des suggestions des deux projets. Sans attendre, la direction générale va rapidement appliquer quelques-unes des 470 propositions contenues dans son plan ayant trait, par exemple, à l'amélioration du service clients ou au développement du trafic sur l'Afrique du Nord.

Luc Leroux

Le Monde  
A LA TELEVISION  
ET A LA RADIO

Le Monde des idées  
LUNDI

Le samedi à 12 h 10 et à 16 h 10  
Le dimanche à 12 h 10 et à 23 h 10

Le Grand Jury  
RTL-LCI

Le dimanche à 18h30

De l'actualité à l'Histoire  
HISTOIRE

Les mardi à 9 h et 23 h  
mercredi à 11 h et 17 h  
jeudi à 13 h et 19 h  
vendredi à 15 h et 21 h

Le Grand Débat  
FRANCE-CULTURE

Les 3 et 4 heures de chaque mois à 21 heures

A la « une » du Monde  
RFI

De lundi au vendredi à 12 h 45 (heures de Paris)

La « une » du Monde  
BFM

De lundi au samedi à 13 heures et 15 heures

CAVE A VIN  
SANS MOTEUR

- CONSERVATION ET VIEILLISSEMENT DES VINS
- TEMPERATURE REGLEE
- HUMIDITE CONTROLEE
- DE 75 A 1500 BOUTEILLES
- POUR LE PARTICULIER ET LE PROFESSIONNEL

NORDING  
CATALOGUE GRATUIT  
(33) 04-88-50-04-05

## Les Prix de l'Académie française

L'Académie française a attribué ses grands prix (sauf le grand prix du roman et celui de la francophonie, qui sont remis à l'automne). Le prix Paul Morand, décerné tous les deux ans et doté de 300 000 F, est revenu au journaliste et écrivain Daniel Rondeau, auteur d'une dizaine de livres, dont deux romans, *Les Tambours du monde* et *La Part du Diable* (Grasset, 1989 et 1992). Parmi les autres prix (au total 74 distinctions), on relève : Grand Prix de poésie : René Depestre ; Grand Prix de philosophie : Adolphe Gesché ; Prix Moron (philosophie) : Anne Baudart ; Grand Prix Gobert (Histoire) : Jacques Heers ; Prix de la biographie (littérature) : Roger Duchêne, Jean-Paul Goujon et Béatrice Mousli ; Prix de la critique : Michel Crépu ; Prix de l'essai : Mona Ozouf ; Prix de la nouvelle : Yasmina Reza ; Prix du théâtre : Romain Wengarten ; Prix René-Claire (cinéma) : Costa-Gravas ; Grande Médaille de la chanson française : MC Solaar.

## Les éleveurs bretons

devront tout faire pour améliorer la qualité de l'eau

Le ministre de l'Agriculture, Louis Le Pen, a souhaité « alerter » les agriculteurs bretons, vendredi 26 juin à Cesson-Sévigné (Ille-et-Vilaine), sur le problème de l'eau polluée par les azotes d'origine agricole. « 1998 sera l'année où des efforts accrus et spécifiques seront demandés à tous, et en particulier aux éleveurs bretons, pour remédier à une situation devenue très préoccupante », a-t-il prévenu, en rappelant que les programmes déjà mis en œuvre s'étaient « avérés insuffisants ».

M. Le Pen a ajouté : « N'y a-t-il pas lieu d'agir lorsque l'on sait que près de 60 000 personnes en Bretagne sont alimentées par une eau dépassant de manière chronique les normes européennes et que, pour 85 000 personnes, ces dépassements sont fréquents ? ». Cette déclaration intervenait à la veille d'une manifestation, à Binic (Côtes d'Armor), d'associations de défense de l'environnement et de pêcheurs.

## Steffi Graf éliminée du tournoi de tennis de Wimbledon

« J'ai joué aujourd'hui le meilleur match de ma vie. J'étais mentalement présente sur chaque point, comme cela ne m'était jamais arrivé », a déclaré Natasha Zvereva, vendredi 26 juin, après sa victoire sur Steffi Graf (6-4, 7-5) à Wimbledon. Balayée en 1988 en finale de Roland-Garros (6-0, 6-0), la Biélorusse (22<sup>e</sup> mondiale) a vaincu l'Allemande pour la première fois de sa carrière en dix-huit confrontations. Excellente joueuse de double, Natasha Zvereva a usé de son expérience du jeu au filet pour l'emporter sur Steffi Graf. L'ancienne numéro 1 mondiale revenait sur les courts après une opération du genou en juin 1997. Sept fois vainqueur à Wimbledon, elle n'a pas pu dire si elle reviendrait sur le gazon de ses exploits : « Ce serait agréable de jouer encore mais il faudrait que je sois en meilleure forme et que j'y prenne du plaisir ».

### DEPECHE

■ SYRIE : Serge Klarsfeld, avocat et président de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, s'étonne dans une déclaration, vendredi 26 juin, de la visite officielle en France du président syrien Hafez El Assad fixée aux 16 et 17 juillet. Rappelant qu'il y a 56 ans avait lieu la grande rafle du Vel d'Hiv durant ces deux journées, il demande : « Le président Assad a-t-il été conseillé pour ce choix si lourd de symboles par son protégé de marque, le criminel nazi Alois Brunner, commandant du camp de Drancy, qui a fait l'objet de la part de la France de deux demandes d'extradition et de commissions rogatoires demeurées sans réponse, ce qui constitue un camouflet pour la France ? »

■ CULTURE : Michel Branda, journaliste au Monde et romancier, prend la succession de Bertrand Visage comme rédacteur en chef de la NRF (Nouvelle Revue Française). Il sera assisté de Philippe Demanet, Nicole Aboulker restant secrétaire de rédaction. La célèbre revue publiée par les éditions Gallimard va suspendre sa parution jusqu'en janvier 1999, date à laquelle elle reparaitra sous une nouvelle formule et deviendra trimestrielle. Elle était mensuelle depuis sa création, en 1911, par Jacques Rivière et André Gide.

■ JUSTICE : Roland Dumas a été interrogé, vendredi 26 juin, durant deux heures, par les juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky. Il s'agissait du quatrième interrogatoire du président du Conseil constitutionnel depuis sa mise en examen, le 29 avril, pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux ».

■ ASSISES : des peines allant de dix ans de prison à quinze ans de réclusion criminelle ont été requises, samedi matin 27 juin, devant la cour d'assises de l'Aude, contre les quatre hommes jugés pour l'attentat perpétré en 1993 contre Jean-Claude Madrenas, ancien maire (CDS) de Bages (Pyrénées-Orientales). M. Madrenas avait dû être amputé de la jambe gauche après l'explosion de sa voiture. Contre Jean Kattard, « rival politique » de l'ancien élu, accusé d'avoir commandité l'attentat, douze ans de réclusion criminelle ont été requis.

Tirage du Monde daté dimanche 28 et lundi 29 juin 1998 : 541 153 exemplaires

Le Mondial 98

du 10 juin au 12 juillet

Suivez cet événement sur Internet, avec

- l'intégralité du supplément quotidien
- les résultats des matches en direct
- un forum et des reportages originaux

www.lemonde.fr/mondial98/  
et sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/min)

“GRAND JURY”  
RTL-Le Monde-LCI

ERNEST-ANTOINE  
SEILLIERE

ANIMÉ PAR  
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC  
PATRICK JARREAU (LE MONDE)  
ET  
PIERRE-LUC SÉGUILLON (LCI)

DIMANCHE  
19 H 00

RTL

du travail  
pour les exclus

Les Nouveaux  
Mondes



Des sciences  
et de la culture  
de grande  
de l'actualité

Le Jardin d'Allah

Marlene...  
et Chantal...  
dans  
un monde...  
mystique...  
baroque...

Agnès Varda  
à voix nue

Vagabondage  
en cinq étapes  
avec  
une insolite  
du septième  
art.  
Page 27

Le Corrège  
et Raphaël à Berlin

Le Corrège...  
et Raphaël...  
à Berlin...  
p. 13

La publicité  
française trop sage

Trop compliquée...  
les campagnes fran-  
çaises vont-elles briser  
l'international de la publicité,  
qui se tenait à Cannes du 21 au 27 juin.  
p. 20

Le Mondial 98  
du 10 juin au 12 juillet

M 0147-830-7.50 F

السلامة والسلامة